

FACULTÉ DE L'UNIVERSITÉ DE DROIT DE PARIS

LES
COMMUNAUTÉS DE FEMMES
DANS LA RÉGION D'ÉVREUX

AUX XVII^e. ET XVIII^e. SIÈCLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le mardi 8 mars 1927, à 2 heures

PAR

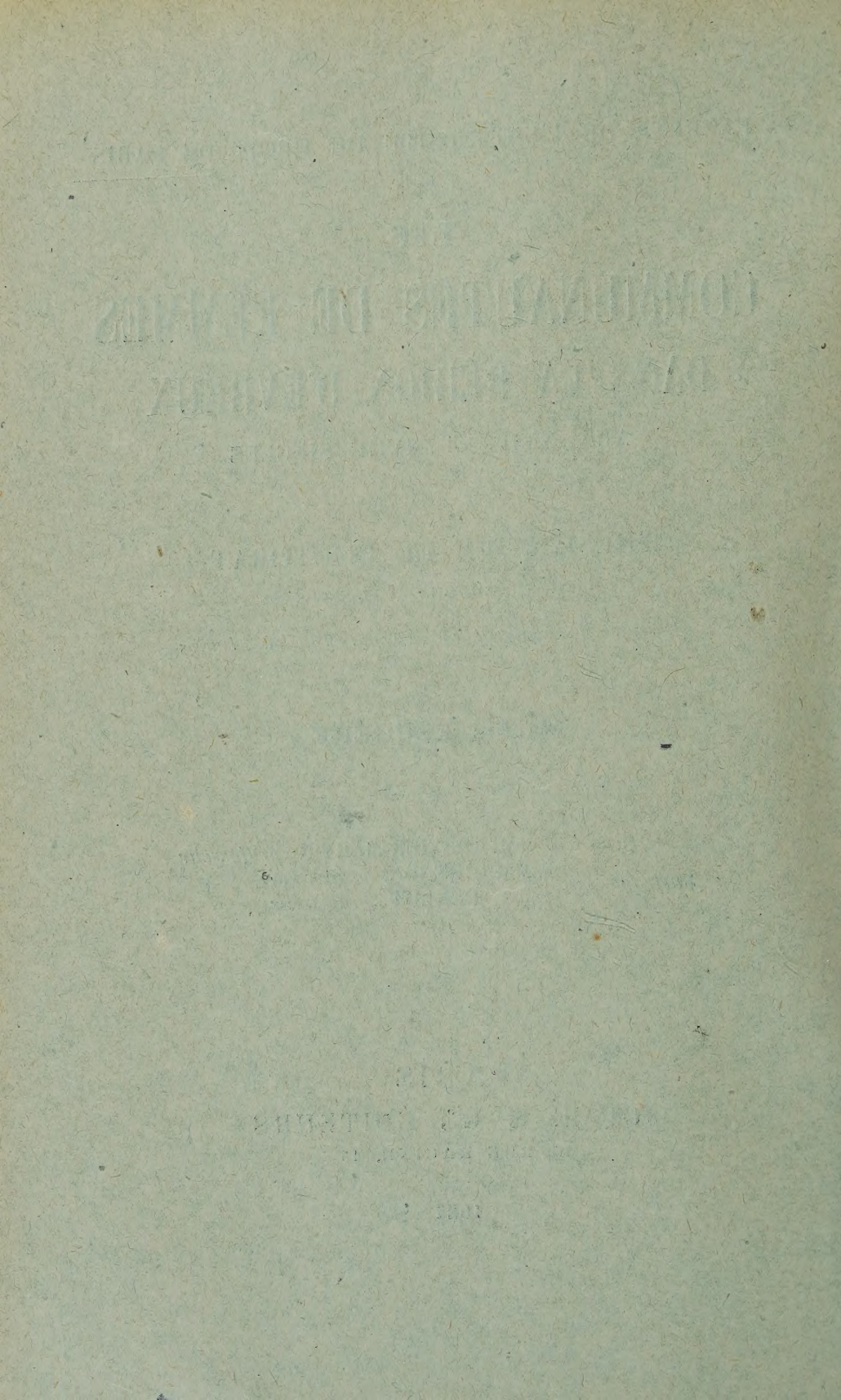
Marius FEUGÈRE

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur
PERROT, professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1927



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE L'UNIVERSITÉ DE DROIT DE PARIS

LES
COMMUNAUTÉS DE FEMMES
DANS LA RÉGION D'ÉVREUX

AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le mardi 8 mars 1927, à 2 heures

PAR

Marius FEUGÈRE

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur
PERROT, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES COMMUNAUTÉS DE FEMMES

DANS LA RÉGION D'ÉVREUX

AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

PRÉFACE

Les xvii^e et xviii^e siècles virent se créer et se développer dans toute la France un grand nombre de Communautés de femmes qui se consacrèrent spécialement à l'enseignement et à la charité.

Le but de cette étude est d'examiner les conditions légales de fondation, d'existence et de développement de ces Communautés dans la région d'Evreux et plus exactement dans la partie du territoire qui constituera aujourd'hui le département de l'Eure.

Nous nous hâtons de faire remarquer que cette limite territoriale est une limite arbitraire, car l'organisation et la vie de ces Communautés étaient intimement liées à l'organisation et à la vie religieuses en France, de telle sorte que la limite territoriale la plus normale eût été la Normandie ou, dans un cadre plus étroit, le diocèse d'Evreux.

Mais notre intention n'est pas de faire de l'histoire locale et une étude approfondie de chacune des Communautés qui exercèrent leur action dans notre région.

D'autre part, la Normandie nous eût fourni un cadre trop vaste. Le diocèse d'Evreux, au contraire, limité avant la Révolution, dans ses grandes lignes, au nord-est : par la Seine ; au nord-ouest et à l'ouest : par le cours de la Charentonne ; au sud et au sud-ouest : par l'Avre, l'Eure et la ligne frontière actuelle du département de l'Eure jusqu'à la Seine, nous eût fourni un cadre trop étroit.

Le département offrait une plus grande facilité de documentation en même temps qu'il nous fournissait un cadre assez vaste, c'est pourquoi nous l'avons choisi.

En effet, c'est surtout aux Archives de la Préfecture de l'Eure que nous avons cherché les sources de ce travail et que nous avons trouvé les documents les plus intéressants.

Des recherches aux Archives de la Seine-Inférieure ainsi que dans quelques archives particulières comme celles de la Communauté de la Providence à Evreux, de l'Hôpital de Bernay et de la mairie de Thevray nous ont permis de compléter ces renseignements.

Une visite aux Archives Nationales nous a permis de préciser quelques détails, mais nous n'y avons pas trouvé un supplément sérieux de documentation.

Enfin, nous avons consulté aux Archives de la Préfecture de l'Eure, aux Bibliothèques de la Ville d'Evreux et de la Société Libre de l'Eure ainsi que dans plusieurs bibliothèques privées, divers ouvrages d'auteurs ayant traité des sujets d'histoire locale et contenant des renseignements intéressants concernant le sujet que nous nous proposons de traiter nous-même.

Cette étude est divisée en trois parties :

Dans la première, ayant trait aux origines des Communautés religieuses, nous examinerons les conditions légales de leur fondation et de leur existence.

Dans la deuxième, nous verrons quelles étaient les ressources ainsi que la nature et l'importance des biens et revenus de ces Communautés.

Enfin, dans la troisième, nous passerons en revue les charges principales auxquelles elles avaient à faire face.

Une bibliographie sommaire indiquera d'une façon précise à la fin de cet ouvrage les sources où nous avons puisé.

Et maintenant, qu'il nous soit permis de remercier très sincèrement tous ceux, et ils sont nombreux, qui, à un titre quelconque, nous ont aidé à nous procurer les renseignements et les matériaux nécessaires à cette étude, particulièrement messieurs les Archivistes et Bibliothécaires qui ont mis tant d'empressement à faciliter notre tâche.

Nous tenons enfin et surtout à adresser ici nos remerciements bien sincères et l'hommage de notre profonde reconnaissance à M. Olivier Martin, professeur d'histoire du droit à la Faculté de Paris, qui, avec tant de bienveillance, nous guida de ses conseils si précieux pour un débutant.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES

- I. — *Conditions légales de fondation et d'existence d'une Communauté ;*
- II. — *Distinction entre les Congrégations nouvelles et les établissements nouveaux ;*
- III. — *Comment naissait une Communauté ;*
- IV. — *Les fondations ;*
- V. — *L'approbation épiscopale ;*
- VI. — *L'autorisation des pouvoirs civils ;*
- VII. — *Les lettres patentes.*

I

Plusieurs conditions étaient nécessaires à la fondation et à l'existence légale d'une Communauté. Il fallait d'abord qu'elle puisse disposer de ressources suffisantes pour vivre, et ensuite, qu'elle obtienne du Roi des lettres patentes consacrant son existence légale, lettres patentes qui devaient être enregistrées au Parlement et même parfois à la Chambre des Comptes.

Comme nous le verrons par quelques exemples, ces lettres patentes étaient parfois très difficiles à obtenir

car il fallait auparavant que la demande eût été visée et approuvée par les deux autorités locales : l'Evêque et la Ville.

Pour peu que le but de l'œuvre présentât un caractère d'utilité incontestable et que les fondateurs fussent animés d'un zèle ardent et sincère fondé sur des sentiments profondément chrétiens, l'approbation épiscopale était relativement facile à obtenir.

Il n'en était pas toujours de même de l'autorisation des pouvoirs civils de la localité qui fut, comme nous le verrons, pour plusieurs Communautés, le plus sérieux obstacle à leur fondation.

Toute cette réglementation avait été rendue nécessaire par le grand nombre de Communautés qui s'établissaient partout.

Le 21 novembre 1629, Louis XIII, dans une déclaration vérifiée au Parlement le 13 décembre de la même année, ordonne qu'il ne pourra être fait aucun établissement de monastère, maison de Communauté régulière et religieuse de l'un et de l'autre sexe, en quelque lieu du Royaume que ce soit, même pour les Ordres déjà établis, sans sa permission expresse (1).

En 1645, l'Assemblée Générale du clergé de France, au cours d'une de ses séances proclame solennellement qu'un monastère ne peut être établi canoniquement sans le consentement de l'évêque du lieu (2).

Le 7 juin 1659, Louis XIV confirme en les précisant

(1) *Mémoires du clergé de France*, édition 1716, t. IV, tit. I, chap. IV, p. 470.

(2). *Ibid.*, p. 468.

les déclarations antérieures de son père. Il fait défense d'établir aucune maison religieuse sans la permission des évêques diocésains, sans le consentement des villes et seigneurs des lieux et sans lettres patentes, comme cela s'était trop fait jusqu'alors, « ce qui a laissé un
« grand scandale, affirme-t-il et fait naître diverses
« plaintes de voir l'autorité de l'Eglise méprisée et
« nos Lois et Ordonnances violées, dont on voit tous
« les jours arriver de grands inconvénients, la licence
« faisant entreprendre d'établir souvent des Commu-
« nautés sans aucun revenu, en sorte que l'on en a vu
« plusieurs être obligés d'abandonner leurs couvents(1).»

Au mois de décembre 1666 à Saint-Germain-en-Laye, Louis XIV lance un édit contenant l'indication de toutes les formalités nécessaires pour l'établissement des maisons religieuses ou autres communautés.

Dans ce que nous appellerions aujourd'hui l'exposé des motifs, Louis XIV se plaint qu'on ait profité de la longueur des dernières guerres et de sa propre minorité pour établir, à la légère et irrégulièrement, de nombreuses Communautés, « ce qui a fait que le nombre
« s'en est augmenté de manière qu'en beaucoup de
« lieux, les Communautés tiennent et possèdent la
« meilleure partie des terres et des revenus ; qu'en
« d'autres, elles subsistent avec peine pour n'avoir été
« suffisamment dotées et qu'aucunes se sont vues réduites
« à la nécessité d'abandonner leurs maisons, à la pour-

(2) *Mémoires du Clergé de France*, édition 1716, t. IV, tit. I, chap. IV, p. 471.

« suite de leurs créanciers, au grand scandale de
« l'église et au préjudice des personnes qui étaient
« entrées dans lesdites Communautés et de leurs
« familles qui s'en sont trouvées surchargées. »

Aux termes de cet édit, avant toute fondation d'une communauté nouvelle ou même seulement d'un établissement nouveau, il faut l'avis des maires, échevins, consuls, curés des paroisses et supérieurs des maisons religieuses déjà existantes. De même, l'approbation de l'archevêque ou évêque diocésain ou des vicaires généraux doit être obtenue. Enfin toutes les fondations doivent faire l'objet de lettres patentes régulières, enregistrées en Cour de Parlement, dans les baillages, sénéchaussées ou sièges royaux du ressort, et Hôtels de Ville.

Toutes les Communautés établies depuis moins de 30 ans doivent représenter leurs lettres patentes. Toute Communauté qui ne pourra le faire sera dissoute immédiatement. Des sanctions très sévères sont prévues contre les autorités civiles et religieuses qui auront toléré cet état de choses (1).

Enfin, dans un édit du mois d'août 1749 qui représente le dernier état du droit en cette matière, Louis XV, réglementant les établissements et acquisitions des gens de mainmorte, interdit tout nouvel établissement de chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses « même sous prétexte d'hospices, « congrégations, confréries, hôpitaux » ou autres corps

(1) *Mémoires du Clergé de France*, t. IV, tit. I, chap. IV, p. 476.

et communautés soit ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, soit laïques, de quelque qualité qu'elles soient, sans sa permission expresse, contenue dans des lettres patentes régulières.

Ces lettres patentes ne seront d'ailleurs accordées qu'après un examen attentif de l'objet et de l'utilité de l'établissement projeté ainsi que de la nature, de la valeur et de la qualité des biens destinés à le doter dont un état sera annexé aux lettres patentes.

Elles ne seront enregistrées qu'après une enquête « *commodo velin commodò* » auprès des autorités locales, civiles et religieuses.

Toutes dispositions entre vifs ou testamentaires en faveur d'établissements non autorisés par lettres patentes seront nulles et non avenues, et les héritiers légitimes des donateurs envoyés en possession des biens ainsi donnés.

Tout établissement fait sans être autorisé par lettres patentes depuis l'édit de décembre 1666 ou dans les trente années précédentes sera dissout, sauf examen de cas particuliers. Ses biens seront réunis à des hôpitaux ou autres établissements déjà autorisés, ou seront vendus, et le prix en sera employé au soulagement des pauvres ou à tels ouvrages publics qu'il sera jugé à propos.

Enfin, défense est faite à tous les gens de mainmorte d'acquérir, recevoir ou posséder à l'avenir : terres, maisons, droits réels, rentes foncières ou non rachetables, même des rentes constituées sur des particuliers, sans avoir obtenu des lettres patentes pour par-

venir à ladite acquisition et pour l'amortissement des dits biens.

Des sanctions très sévères sont prévues en cas de non application des dispositions de cet édit (1).

Ces directives sont confirmées par de nombreux arrêts :

Il est jugé par arrêt rendu au Parlement de Provence le 21 mars 1652 : 1° Que le consentement de l'évêque du lieu est nécessaire pour l'établissement d'un monastère nouveau ; 2° Que cet établissement ne peut être fait au préjudice des anciens (2).

Pour réprimer les fraudes et les manœuvres, un arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 31 octobre 1667 porte qu'il sera sursis au Parlement à l'enregistrement des lettres patentes accordées aux monastères depuis trente années « afin que les supérieurs et supérieures ne puissent « différer sous prétexte de la poursuite qu'ils y font, « de les représenter par devant les commissaires députés par Sa Majesté pour l'exécution de la déclaration « du mois de décembre 1666 (3). »

Un arrêt du Conseil d'Etat du 17 décembre 1667 porte que les supérieures des maisons religieuses du royaume représenteront par devant les Evêques diocésains l'état des biens dont elles jouissent, des charges qu'elles sont tenues d'acquitter et du nombre de religieux ou de religieuses qui composent leurs couvents (4).

Enfin, un arrêt du Parlement de Paris, en date du

(1) *Recueil des Edits*, Rouen, 1774, t. III, p. 410.

(2) *Mémoires du Clergé de France*, t. IV, t. I, chap. IV. p. 529.

(3) *Ibid.*, p. 546.

(4) *Ibid.*, p. 547.

6 septembre 1668 stipule que dans tous les arrêts de vérification et enregistrement des lettres patentes pour la confirmation et l'établissement de monastères et communautés, tous les contrats de fondation, donations, constitutions de rente et acquisitions seront énoncés (1).

II

Il y a lieu dès maintenant de faire une distinction très nette entre les diverses Communautés et les divers groupements de religieuses dont nous aurons à parler.

Nous nous trouverons en effet en présence :

Soit de congrégations nouvelles ;

Soit d'établissements nouveaux avec un personnel appartenant à une Congrégation déjà existante, mais ayant une existence autonome matériellement ;

Soit encore seulement, d'une mise au service d'un hôpital ou d'une fabrique de paroisse existant antérieurement, de religieuses dépendant d'une Communauté, mais ne constituant pas un nouveau « corps de Communauté » avec capacité de posséder.

Dans les deux premiers cas, il s'agit de collectivités de personnes formant corps, ayant une personnalité morale distincte, capables de posséder et dont l'existence légale est subordonnée comme nous l'avons déjà vu à l'octroi de lettres patentes.

Dans le dernier cas, au contraire, il ne s'agit que de

(1) *Mémoires du Clergé de France*, t. IV, t. I, chap. IV, p. 549.

groupements de biens affectés à un but (enseignement ou charité) ayant déjà une personnalité morale distincte et dont la direction et le fonctionnement seulement sont confiés à un groupe de religieuses appartenant à un ordre déjà existant.

Pour ces dernières, il n'est pas besoin de lettres patentes, car c'est l'établissement auquel elles sont attachées qui a la capacité d'acquérir.

Dans certains cas d'ailleurs, le groupe de religieuses ainsi appelé à tenir un hôpital général ou attaché à une fabrique de paroisse peut former une Communauté et recruter des novices. Il présente ainsi un double aspect.

III

La fondation de ces diverses Communautés était due généralement à l'initiative de quelques personnes pieuses, parfois d'origine très humble, le plus souvent d'origine bourgeoise et surtout noble.

La Congrégation de la Providence d'Evreux est en réalité la seule véritable communauté nouvelle qui ait été créée et qui se soit développée dans la région d'Evreux aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Elle est particulièrement intéressante à étudier tant à cause de ses origines que du mal qu'elle eut à obtenir la consécration de ses efforts et la reconnaissance officielle, et aussi à cause de l'action considérable qu'elle était arrivée à exercer

dans le département de l'Eure à la veille de la Révolution. Son histoire complète a été écrite par M. le chanoine Langlois, ancien aumônier de cette Communauté.

La caractéristique de cette Communauté est qu'elle fut fondée dans une campagne par des humbles, et que ses membres furent presque uniquement recrutés, surtout aux débuts, dans la campagne.

Le projet en fut conçu par messire J.-B. Duvivier, curé de Caër, petit hameau situé à 5 kilomètres d'Evreux, sur la route de cette ville à Rouen, et Justine Duvivier sa sœur.

Tous deux étaient navrés de voir combien les filles surtout, dans les campagnes, éprouvaient de difficultés pour recevoir quelque instruction.

Henri de Maupas du Tour, évêque d'Evreux, dans les statuts synodaux de 1664, avait en effet donné les directives suivantes : « Nous ordonnons que dans
« toutes les villes, les filles quelque jeunes qu'elles
« soient, ne soient points enseignées aux écoles des
« hommes, ni les garçons en celles des femmes, et de
« même dans toute la Normandie. »

Ces directives allaient bientôt être confirmées par le synode de Rouen de 1715 qui, au canon 4, stipulait :
« Les curés veilleront attentivement à ce que les enfants
« de l'un et de l'autre sexe ne soient pas admis dans la
« même école ; ils auront soin que les garçons soient
« instruits par des hommes de bonne renommée et les
« jeunes filles par des femmes de piété. »

Or, la plupart des écoles ouvertes pour l'instruction

populaire étaient dirigées par les curés, par des vicaires, des clercs ou des magisters.

Peu de femmes consentaient à se consacrer à l'instruction des filles.

Vers 1700 donc, Justine Duvivier, aidée de quelques âmes pieuses, ses voisines, commença à se consacrer à la fois à l'enseignement et à la charité ; nombreux furent les enfants et les malades qui firent appel à leur concours, et la modeste cure de messire Duvivier fut bientôt insuffisante.

Il fallait trouver un autre asile. Le pauvre curé et les saintes filles qui l'entouraient réunirent leurs maigres ressources pour acheter un coin de terre sur lequel fut bâti le premier établissement de la communauté naissante. Le fait est ainsi rapporté sur les registres de l'état civil de Caër, année 1702 : « Le 20 juillet 1702, « M. le curé a fait bâtir la maison pour les sœurs « tenant les écoles des petites filles du village, de « bonne volonté et sans recevoir d'argent, la même « année que la grange a été transportée dans la grande « prairie de Caër. »

Pendant trois ans encore, Justine Duvivier et ses compagnes poursuivirent le but qu'elles s'étaient assigné. Dès le début, elles auraient voulu, pour mieux marquer leur désir de se détacher du monde et de se consacrer uniquement à leur œuvre, revêtir un habit et adopter une règle, mais ce ne fut que le 1^{er} mai 1705 que Jacques Potier de Novion alors évêque d'Evreux jugea suffisantes les épreuves de ces généreuses novices et reçut leur profession de foi religieuse. Ce jour-là

donc, Justine Duvivier, Marie Legendre et Anne Innocent revêtirent l'habit et se consacrèrent définitivement au Seigneur pour l'instruction des jeunes filles et le soin des pauvres malades.

Justine Duvivier fut nommée Supérieure de la Communauté et messire Jean Duvivier curé de Caër leur fut donné comme Directeur et Supérieur.

Le plus dur pour cette communauté était passé. De nouvelles sœurs vinrent grossir la petite troupe de Justine Duvivier et l'ère des fondations commença (1).

Ce que d'humbles et pauvres jeunes filles voulurent réaliser dans la campagne, d'autres femmes pieuses, celles-là généralement d'origine noble ou bourgeoise essayèrent également de le réaliser dans les villes et les bourgs, soit en entrant elles-mêmes dans des ordres déjà existants pour former des communautés là où le besoin s'en faisait sentir, soit en appelant des religieuses et en les aidant par des fondations à créer des établissements nouveaux.

C'est ainsi qu'à Gisors, les Ursulines durent leur établissement à Marie Rupert, veuve d'un bourgeois nommé Jean Aubert, qui s'occupa activement de cette fondation dès 1610 (2).

En considérant combien il était difficile que les mères de famille fussent sincèrement chrétiennes si, dès leur enfance, elles n'avaient pas été chrétiennement élevées,

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 60 à 63.

(2) De Beaurepaire. *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789*.

François de Péricard évêque d'Evreux avait conçu le projet de fonder à Evreux un couvent de religieuses Ursulines dont la mission spéciale était de s'occuper de l'éducation des jeunes filles.

De son côté, Jean-Paul Le Jâu, chanoine pénitencier en l'église Notre-Dame d'Evreux, haut doyen d'Evreux, vicaire général de François de Péricard préparait des femmes veuves et des filles pieuses à enseigner aux enfants de leur sexe la lecture, l'écriture et le catéchisme.

Quand ces personnes, vouées d'ailleurs à la vie religieuse, furent suffisamment, préparées, l'Evêque proposa leur établissement en communauté aux bourgeois d'Evreux assemblés en état de commun.

Ayant obtenu leur consentement, il sollicita de Grégoire XV un bref, accordé le 23 janvier 1623 qui l'autorisait à admettre ces personnes sous la règle de Sainte-Ursule. Toutefois, le Pape donna commission à Octave Corsini son nonce de Paris d'informer au sujet de l'établissement de ces religieuses. L'enquête se trouva favorable et un second bref du 5 avril de la même année autorisa la construction d'une église (1).

Le prieuré de Bénédictines de Saint-Antoine de Pont-de-l'Arche fut fondé en 1634 par Antoine de Montenay chevalier Baron de Garencières, Grossœuvre et Baudemont et Marguerite Du Gué sa femme (2).

Au Neubourg en 1637, Renée Lucienne de Tournemine, marquise de Coetmeur, veuve en premières noces

(1) Chanoine Porée. *Jean Paul Le Jan*. Evreux, 1913, p. 15.

(2) Archives de l'Eure, H. 1504.

de Jean de l'Isle, capitaine des gardes de Henri III, fort renommé par un duel brillant avec le seigneur de Marolles ligueur le 2 août 1589 aux portes de Paris en présence des deux armées, et veuve en deuxième nocces d'Alexandre de Vieux-Pont, fonda une abbaye de femmes de l'ordre de Saint-Benoît (1).

A Brionne, en 1642, Henri de Lorraine, comte d'Harcourt et de Brionne et François de Harbay archevêque de Rouen permirent à Renée Le Michel de la Bretonnière, religieuse professe de l'abbaye de Notre-Dame d'Arcises, d'établir une communauté en cette ville et d'y vivre avec les sœurs Catherine Frémont, Marguerite Bonenfant et Madeleine Godin, à la condition de réserver une place pour une fille qui serait reçue gratuitement sur la présentation de l'Archevêque.

Les religieuses s'engageaient notamment à tenir les petites écoles au monastère pour l'instruction des filles de Brionne et à héberger les pauvres (2).

A Lyons en 1652, Charlotte de Bigards, veuve de Christophe de Canteleu, seigneur de Limare, fonda un petit couvent de Bénédictines dédié à Saint-Charles pour sa fille Madeleine, religieuse cistercienne à Fontaine-Guérard. Cette maison ne put entrer dans l'ordre de Cîteaux et resta soumise aux Archevêques de Rouen (3).

(1) Auguste Le Prévost. *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure*, Evreux, 1862, t. II, p. 463.

(2) Charpillon et Caresme. *Dictionnaire historique des communes du département de l'Eure*, 1881, t. 1, p. 597.

(3) *Ibid.*, p. 483.

A Pont-Audemer, ce furent des mères religieuses Ursulines de Viré qui entreprirent elles-mêmes des démarches pour se faire admettre dans la ville (1).

En d'autres lieux, des âmes généreuses, sans former de communautés nouvelles, firent appel au dévouement de religieuses de différents ordres notamment pour soigner les pauvres malades en les mettant au service d'un hôpital qu'elles avaient fondé ou contribué à fonder, ou en subvenant à leurs besoins.

A Bernay, Anne d'Arzac, fille de Mathieu d'Arzac, conseiller du Roi et receveur des tailles à Bernay, avait eu à l'âge de 35 ans, la douleur de perdre son mari, messire Marc-Anthoine Deshaies, sieur de Ticheville, conseiller du roi, vicomte et maire perpétuel de la ville. Privée du bonheur et des joies de la famille, elle reporta toutes ses affections sur les pauvres et prit la résolution de consacrer désormais sa fortune et sa vie au soulagement de leurs misères. Dirigée dans cette tâche laborieuse par l'abbé Crestey, curé de Barenton, M^{me} de Ticheville, avec le concours de quelques personnes charitables, entreprit la fondation de l'Hôpital Général dont la direction devait être confiée plus tard à des sœurs hospitalières de l'Hôpital de Vimoutiers (2).

Les sœurs hospitalières d'Harcourt durent leur existence à l'initiative et aux généreux efforts de la Princesse d'Harcourt, épouse du seigneur du lieu ainsi qu'on le verra plus loin.

(1) A. Canel. *Histoire de la ville de Pont-Audemer*, 1885, t. II, p. 163.

(2) Malbranche. *Notice sur l'Hospice de Bernay* (1861).

De même, ce sont les seigneurs de Thibouville qui, nous le verrons, établirent et entretinrent des sœurs de Charité de Saint-Vincent de Paul dans leur pays.

A Bernay, d'après Veucelin, ce fut Saint-Vincent de Paul lui-même qui, peu de temps avant sa mort, amena à Bernay deux filles de charité de sa fondation pour porter secours aux habitants de cette ville décimés par la peste.

« Les sœurs, lisons-nous dans une pièce sans date, « rédigée vers 1707, ont élay demandées par M. l'abbé « de Bernay en 1651 pour visiter les malades, médi- « camenter, seigner et penser les pauvres, leur faire « la distribution de la viande nécessaire pour leur faire « du bouillon, du bois pendant leurs maladies, le pain « et même à ceux qui n'en pouvoient pas gagner assez « pour leurs besoins, qu'ils fussent en santé parfaite, « ainci que des chemises, draps, couvertures, habits, « et les autres choses nécessaires. Pour les quailles, « M^{rs} les abbés successivement ontourny à la dépense « ainci qu'aux besoins des sœurs sans qu'il y eût d'acte « passé par lequel ces M^{rs} ci-obligeroient ».

Grâce à la générosité des abbés de l'Abbaye et de quelques aumônes particulières, les deux sœurs de Saint-Vincent de Paul, auxquelles une troisième était venue s'adjoindre, purent, pendant plus de cent trente ans, exercer sans obstacle leur pieux ministère, mais en 1784, les charges étant devenues plus grandes que leurs ressources, Bernay fut sur le point de perdre ces dignes sœurs qui, ne pouvant plus faire tout le bien qu'elles auraient

désiré et que l'état malheureux du pays leur imposait, résolurent de quitter la ville.

Les réclamations unanimes des pauvres, des notables et de l'abbé amenèrent l'échange d'une correspondance d'autant plus intéressante qu'elle renferme l'Histoire des Filles de charité depuis leur établissement jusqu'à cette époque (1).

IV

Une première condition était nécessaire pour fonder une communauté nouvelle ou un établissement nouveau, c'était de lui fournir les bâtiments nécessaires pour abriter les religieuses et ensuite, les moyens de vivre.

Tel fut l'objet des fondations qui se distinguent ainsi des donations ordinaires par leur importance généralement considérable et par des avantages particuliers réservés aux donateurs (prières, messes, inscriptions, armoiries gravées, etc...).

Nous avons vu quelles difficultés rencontrèrent les pauvres filles de Caër pour réunir les fonds nécessaires à l'achat d'un champ et à la construction du premier bâtiment de leur communauté naissante. Mais, ce qu'elles avaient pu arriver à faire, au prix de beaucoup de sacrifices et de privations pour assurer leur premier établissement, elles ne pouvaient le faire pour toutes les écoles qu'on leur demanda ensuite de venir diriger.

(1) -Veucelin. *Saint-Vincent de Paul à Bernay*, Bernay (1876).

Ce furent alors les seigneurs, les fabriques, les couvents, les abbayes, les Prêtres qui firent des fondations pour attirer et maintenir ces religieuses dont ils sollicitaient l'aide afin de répandre l'instruction autour d'eux et soulager les pauvres malades.

C'est ainsi, en ce qui concerne la congrégation de la Providence d'Évreux, qu'eut lieu à *la Pyle*, petit village de la Vicomté et de l'élection de Conches et de Breteuil, le 11 octobre 1703, l'ouverture de la première école par une des nouvelles professes de Caër. A cette fondation était affectée une rente de 49 livres dont 44 à prendre sur dame Madeleine Haran et 5 livres 11 sols 1 denier sur Jean Vasques (1).

Messire Pierre Guignace était depuis plus de trente ans curé de *Saint-Aubin d'Ecrosville*, paroisse de 839 habitants, lorsqu'il appela en 1713 une des sœurs de Caër. Il se chargea lui-même de tous les frais de son installation et elle put ouvrir son école le 4 septembre 1713. La rente de 150 livres était servie par la fabrique qui fournissait en outre à la religieuse un logement estimé à 24 livres de revenu et 6 perches de terre.

Le 6 juillet 1714, madame la Première Présidente de Montholon née Anne-Marie-Madeleine de Canonville établit par un testament écrit de sa main, en son château d'Acquigny, une maîtresse d'école dans les paroisses d'Acquigny, de Mesnil-Jourdain, et de Villettes. Voici la partie essentielle de ce testatement :

(1) Archives et registres de la Communauté, maison mère à Evreux.

« Persuadée de l'obligation que chacun a de pro-
« curer autant qu'il peut, la gloire de Dieu et l'édi-
« fication du prochain, connaissant le besoin où sont
« les femmes des campagnes, sur lesquelles roule
« nécessairement toute l'éducation des enfants, d'être
« instruites des vérités de notre sainte religion, et les
« tristes effets que produit l'ignorance extrême où
« elles sont à cet égard, je veux autant qu'il est en
« moi remédier à un si grand inconvénient dans les
« paroisses d'Acquigny, de Mesnil-Jourdain et Villettes,
« appartenant tant à moi qu'à M. le Président d'Esneval
« mon fils. Ainsi, je déclare donner pour cet effet comme
« véritablement je donne par ce présent mien testament
« que je prétends être irrévocable, la somme de
« 100 livres de rente à prendre à perpétuité sur tous mes
« acquêts, en quelque lieu qu'ils soient situés, payables
« aux jours et termes de Noël et saint Jean-Baptiste, à
« commencer dès le premier terme qui écherra après
« mon décès pour être employé à la nourriture, entre-
« tien et logement d'une maîtresse d'école que je veux
« être prise dans la communauté des filles charitables
« qui commence à s'établir à Caër sous la conduite de
« sœur Justine du Vivier, tant que la dite communauté
« subsistera, ou, à son défaut, à telle autre maison de
« piété établie pour ces mêmes fins que mondit fils ou
« ses successeurs ou héritiers, seigneurs d'Acquigny
« voudront choisir. Laquelle maîtresse d'école sera
« tenue d'instruire gratuitement les jeunes filles desdites
« trois paroisses, de leur apprendre à lire et à écrire
« et même de faire des instructions chrétiennes toutes

« les fêtes et dimanches après vêpres, aux femmes qui
« voudront se rendre chez elles (1).

A *Ailly*, M. François Dagomer pourvut à l'entretien d'une sœur de Caër dans un testament olographe en date du 19 mai 1712; déposé chez M^e Renard notaire à Paris, le 31 mai 1713, dont les clauses furent ratifiées en contrat passé le 24 juillet 1714 devant M^e Bilheu notaire à Paris, par une rente de 82 livres qui, plus tard, sera portée à 132 livres sur les aides et gabelles de France, au principal de 3300 livres.

A *Beaumesnil*, le 5 décembre 1727, M^{me} Renée de Mallevouë donnait à charge de prières aux sœurs de Caër un herbage en la paroisse de Beaumesnil à la condition d'y bâtir pour les tenir, les petites écoles gratuites; au cas de changement de la Communauté de Caër, cette donation devait toujours être appliquée à la paroisse de Beaumesnil (2).

A *Epéguard*, en 1739, l'abbé Persac fondait une école gratuite de filles dirigée par une sœur de la paroisse de Saint-Léger d'Evreux. Cette sœur devait exercer ses fonctions trois ans à Epéguard, trois ans à Iville puis revenir trois ans à Epéguard et continuer ainsi de trois ans en trois ans à alterner entre ces deux communes. Les revenus affectés à l'école consistaient en plusieurs pièces de terre situées en différentes paroisses: Barquet, Les Authieux, le Bosc-Roger, et Combou. La vente de ces terrains produisit 6000 livres, ce qui cons-

(1) P. Duchemin. *Le Département de l'Eure avant la Révolution*, Rouen, 1907, t. I, p. 203.

(2) *Ibid.*, p. 210.

titua une rente viagère de 200 livres que la supérieure la sœur Damitte, était obligée de fournir à M. Persac et à sa sœur jusqu'à la mort du dernier des deux (1).

A Saint-Ouen de Mañelles, une personne pieuse, Suzanne Desjardins, le 3 février 1769 donne 3000 livres à la Providence d'Evreux pour la fondation d'une école dans la paroisse (2).

A Thevray, la fabrique percevait annuellement sur le clergé général de France, une rente de 200 livres par contrat de constitution en date du 20 septembre 1777, laquelle somme provenait originairement de M. de Vaucel, ancien prebendé de Thevray, qui la donna « pour faire la condition d'une maîtresse d'école pour « les filles ». Cette condition était fixée à 120 livres.

Messire Fulgence Bourlet, prêtre, curé de la paroisse de Thevray en son manoir presbytéral, par acte du 17 janvier 1788, vint améliorer les conditions déjà faites par M. de Vaucel. Il assura une école pour les garçons dont les vicaires ne pouvaient plus suffisamment s'occuper. C'est pourquoi il proposa de céder à perpétuité à la fabrique une rente de 480 livres qu'il avait à prendre annuellement sur le clergé général de France, aux conditions que cette somme serait jointe à celle de 200 livres donnée par M. de Vaucel selon les charges, clauses et conditions suivantes :

« 1° Il sera payé par an 300 livres à un maître d'école
« pour instruire gratuitement les garçons de la paroisse

(1) P. Duchemin. *Le département de l'Eure avant la Révolution*. Rouen, 1907, t. I, p. 214.

(2) *Ibid.*, p. 217.

« des principes de la religion chrétienne et de leur
« apprendre à lire, à chanter, écrire et calculer.

« 2^o Il sera aussi payé à la maîtresse d'école par cha-
« cun an, la somme de 150 livres, celle de 120 livres à
« laquelle a été fixée sa condition jusqu'à présent, étant
« trop modique, en égard à la cherté des denrées, et
« sera, ladite école de filles, regardée comme de raison
« entièrement fondée par M. l'abbé de Vaucel.

« 3^o Comme l'usage où sont les enfants d'apporter tous
« les jours pendant l'hiver chacun un morceau de bois
« pour se chauffer est sujet à plusieurs inconvénients
« et occasionne beaucoup d'injustices de la part des
« enfants qui, manquant de bois ou voulant éviter la
« peine de porter leur petit contingent une demi-lieue
« de chemin, détruisent les clôtures, coupent les hayes
« et commettent plusieurs dommages et dégâts dans les
« bois et donnent occasion à des plaintes et à des mur-
« mures de la part de plusieurs propriétaires ; pour
« obvier à tous ces désordres et rendre les écoles entiè-
« rement gratuites, en affranchissant les parents et les
« enfants de cette servitude, il sera donné par la suite
« au maître et à la maîtresse d'école, une augmentation
« chacun de vingt livres par an, à la charge par eux
« de fournir le bois, d'entretenir le poêle pendant le
« temps qu'il en sera besoin, sans pouvoir se décharger
« de cette obligation sous prétexte que cette augmenta-
« tion de vingt livres serait ou pourrait peut-être, par
« la suite, devenir insuffisante pour cet objet. A cet
« effet, les appointements du maître d'école se trouvent

« portés à 320 livres par an et ceux de la maîtresse
« d'école à 170 livres. »

A cette donation est joint le paragraphe suivant :

« Mgr l'Évêque d'Evreux ayant ordonné que doréna-
« vant, la Communauté des Sœurs de la Providence ne
« serait plus tenue de fournir les écoles des meubles
« nécessaires à l'usage de la sœur, comme draps, nap-
« pes, serviettes, napperons, matelats et autres petits
« ustensiles de cuisine, la fabrique sera chargée de four-
« nir et d'entretenir ladite école de tous ces meubles,
« sans préjudice de l'obligation où elle est d'entretenir
« les bâtiments servant d'école et de logement de la
« sœur, de réparations convenables et nécessaires, ainsi
« qu'elle l'a fait jusqu'à présent et qu'elle continuera à
« le faire par la suite. »

« Présenté aujourd'hui vingt-unième jour de mai à
« la paroisse assemblée par moi curé soussigné,

« Bourlet, curé de Thevray (1). »

Dans l'acte de fondation du prieuré de Bénédictines
de Saint-Antoine de Pont de l'Arche, les donateurs « ont
« promis et promettent donner par ces présentes en pure
« et perpétuelle aumosne la somme de six mil livres
« pour estre employée en achapt de maisons et hérita-
« ges dans ladite ville de Pont de l'Arche pour l'établis-
« sement dudict monastère; et pour subvenir à l'entre-
« tenement dudict prieuré et à la nourriture desdictes
« filles religieuses, lesdits sieur et dame ont promis et
« promettent, ont donné et donnent par ces présentes,

(1) Archives de la paroisse de Thevray.

« en pure et perpétuelle aumosne, une ferme assize en
« la paroisse de Mousseaux, bailliage de Gisors, consis-
« tant au nombre de soixante et deux accres de terre
« labourable en plusieurs pièces (1). »

A Brionne, le comte d'Harcourt, pour la fondation des Bénédictines céda tout le droit qu'il avait sur l'hôpital du lieu et sur une chapelle de Saint-Gilles qui en dépendait; de son côté, la fondatrice avait apporté une rente de 500 livres que sa mère lui avait donnée pour établir un monastère de Bénédictines réformées soit à Beaumont-le-Roger, soit ailleurs.

Une décision de l'official de Rouen en date du 11 mars 1642 unit l'hôpital et la chapelle Saint-Gilles au prieuré naissant qui fut placé sous l'invocation de Notre-Dame et béni par Gilles de Bosc-Renout, prédicateur du diocèse.

Quelques années après, le prince Henri de Lorraine, pour augmenter la fondation de ce couvent, donna aux religieuses les revenus attachés à l'ancienne église Notre-Dame qui, depuis longtemps, n'était plus qu'une simple chapelle (2).

En 1694, Louis XIV avait rendu aux seigneurs tous les biens des maladreries avec ordre de créer chez eux des hôpitaux où seraient acquittées les pieuses fondations de leurs ancêtres. Dans le cas d'impossibilité, les revenus appartiendraient à l'hôpital le plus voisin.

Apprenant l'existence à Harcourt d'une maladrerie con-

(1) Archivés de l'Eure. H. 1504.

(2) Charpillon et Caresme. *Dictionnaire historique des communes du département de l'Eure*, 1881, t. I, p. 597.

nue sous le nom de Saint-Thomas de Cantorbéry, la princesse d'Harcourt eut immédiatement l'idée de fonder un hospice. Le revenu était loin cependant de l'encourager et se réduisait à 200 livres de rente.

La découverte d'une ancienne chapelle abandonnée lui donna l'idée de l'utiliser comme hospice. Aussitôt son projet bien arrêté, le terrain proche la chapelle retenu séance tenante au sieur le Barbié, la future fondatrice retourna chez les Religieux du Parc où elle logeait à cause des réparations du château. « Avant trois mois, dit-elle en riant pendant son dîner, je veux avoir un hôpital et, pour cela, je quêterai à tout le monde. » Le prieur, M. Bataille, lui donna deux pistoles, son intendant, M. Gassot, la même somme et les autres domestiques à proportion de leur rang. M^{me} de la Fortière, veuve d'un gentilhomme du pays proposa quelques jours après à Son Altesse une somme de 5.000 livres à condition de lui assurer son avenir. Ce fut la première pensionnaire de la Communauté.

Bientôt, grâce à l'activité débordante de la princesse d'Harcourt, tout fut préparé. La princesse fit alors d'abord appel aux sœurs grises de l'abbé Crestey, curé de Barenton et supérieur de l'hôpital de Vimoutiers dont elle avait eu l'occasion d'admirer la parfaite organisation.

Mais, ayant appris que ces sœurs ne pouvaient admettre de novices à vœux simples, et dans le but d'assurer l'avenir de son hôpital, la princesse d'Harcourt, d'accord avec le curé de Barenton et après approbation de l'archidiacre s'arrêta à la résolution suivante : on sollici-

terait d'un couvent régulier quelques religieuses pour donner l'habit aux filles de Vimoutiers, diriger leur noviciat et les mettre ainsi en état de recevoir des novices, aussi bien que de gouverner la maison. Une demande de religieuses fut alors adressée à la Communauté de Gentilly vers le mois d'octobre 1695 qui envoya quatre sœurs.

Mais les sœurs de Vimoutiers ne purent se plier à la règle des sœurs de Gentilly et elles partirent le 16 avril 1696. Deux ans après, sœur Agnès Oriol leur supérieure, se rendit à Bernay et devint la première supérieure de l'Hospice Général fondé par M^{me} de Ticheville.

Deux sœurs de Gentilly les remplacèrent (1).

Avec les sœurs hospitalières d'Harcourt nous avons un exemple caractéristique d'un groupe de religieuses au service d'un hôpital, formant une communauté et recrutant des novices, mais ne formant pas « un corps de communauté » ayant la capacité d'acquérir. Seul l'hôpital général a cette capacité. Les sœurs hospitalières d'Harcourt ne possèdent rien et doivent faire « mense commune » avec les pauvres, comme nous le verrons plus loin.

Plusieurs abandons d'enfants relevés en 1688 et 1694 dans les Archives de la mairie de Thibouville laissent supposer l'existence déjà à cette époque, d'une maison de charité.

D'après une simple note transcrite sur un vieux

(1) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des religieuses hospitalières d'Harcourt.*

registre de la maison-mère, ce fut le 2 septembre 1680 que deux filles de la charité de Saint-Vincent de Paul furent envoyées à Thibouville (1).

Le 17 octobre 1694 fut rédigé à Paris un contrat aux termes duquel « messire Henry de Lambert, chevalier « et marquis de la Rivière-Thibouville, seigneur d'Her- « bigny, de Mont Saint-Jean et autres lieux, conseiller du « Roy en son conseil d'Estat et dame Elisabeth Rouillé « son espouse., demeurant en leur hostel de Paris, « vieille rue du Temple, paroisse Saint-Germain » établirent à perpétuité deux sœurs de charité pour « avoir « soin des pauvres malades et instruire les jeunes filles « dudit marquisat ».

Le seigneur de Thibouville et sa femme assuraient le logement de ces deux sœurs et leur allouaient à chacune d'entre elles, pour leur subsistance et leur entretien 100 livres par an, plus 100 livres à elles deux conjointement pour l'achat de médicaments et autres choses nécessaires aux pauvres.

Onze ans plus tard, la veuve du seigneur de Thibouville compléta l'œuvre charitable de 1694 par un contrat passé à Paris le 31 mars 1705 au parloir de la maison de Saint-Lazarre et constitua une rente de 400 livres au principal de 8.000 livres.

Aux termes de ce contrat, les sœurs de charité devaient se consacrer à l'assistance des pauvres malades et à l'instruction de la jeunesse, non seulement dans la paroisse de Thibouville mais aussi dans celles de la

(1) Archives nationales. L. 1054.

Combe, Perriers, Nassandres et Fontaine qui en dépendaient.

Sur la rente de 400 livres ainsi constituée, 70 livres devaient être consacrées aux médicaments, drogues et autres choses nécessaires pour les malades; 30 livres devaient être employées pour le bouillon et la nourriture pour les pauvres malades et les convalescents.

Les sœurs devaient tenir un registre indiquant leurs dépenses, les recettes des quêtes, les distributions de médicaments aux personnes qui les payaient et représenter ce registre au seigneur d'Herbigny (1).

A Bernay, pour conserver les deux sœurs de charité que saint Vincent de Paul lui-même avait amenées afin de secourir les habitants de cette ville décimés par la peste, quelques âmes charitables réunirent de quoi acheter une maison pour les abriter et leur permettre de soigner les pauvres malades. Deux rentes d'ensemble 245 livres furent constituées pour l'entretien de ces deux sœurs auxquelles avait été adjointe une troisième. L'une de ces rentes, de 100 livres avait été donnée par M^{me} Le Carpentier avec clause de retour aux héritiers de la donatrice si elles quittaient la ville (2).

Les sœurs d'Ernemont, fondées à Ernemont à la fin du xvii^e siècle par le seigneur du lieu et appelées à Rouen au faubourg Cauchoix par d'Aubigné archevêque de Rouen, pour « élever et former des filles capables

(1) Veuchlin. *Les filles de la charité de Saint-Vincent de Paul à Thibouville*. Brionne, 1913, p. 3.

(2) Archives de la maison de charité de Bernay. Supplique envoyée à Louis XVI par l'abbé de Bernay.

« d'enseigner gratuitement à lire, écrire, calculer, faire
« le catéchisme aux personnes de leur sexe, panser les
« plaies et avoir soin des pauvres malades dans les
« campagnes où elles seraient envoyées » avaient, par
suite de fondations, de nombreuses écoles dans notre
département de l'Eure actuel. D'Aubigné, archevêque
de Rouen avait d'ailleurs prescrit que dans toutes les
paroisses où il n'y avait point d'autres fonds, il serait
permis d'imposer sur les habitants pour l'établissement
des écoles jusqu'à concurrence de 150 livres pour les
maîtres et 100 livres pour les maîtresses (1).

Parmi les nombreuses fondations d'écoles confiées
aux sœurs d'Ernemont, nous relevons les suivantes :

A *Bézincourt-sur-Epte* par Joseph Fougueur curé, à
Charleval par les paroissiens qui affectèrent à l'école les
revenus d'un hôpital détruit depuis de nombreuses
années ; à *Etrépagny* par Marie-Françoise Galland, veuve
de messire Nicolas Bailly de Beire chevalier, maître ordi-
naire en la Chambre des Comptes de Paris, baron et haut
justicier d'Etrépagny et par demoiselles Geneviève Thé-
rèse et Anne Grandin de Mansigny ; à *Etreville* et à la
Haye-Aubrée par M^{me} Gaillard et Louis de Bonsens des
Epinets, chanoine de la Sainte-Chapelle de Paris, prieur
commandataire de Beaulieu ; à *Dangu*, une lettre de
M. Hubert curé de cette paroisse fait connaître que les
fabriciens sont convenus de compléter la somme de
250 livres pour la pension de la sœur ; ils désirèrent que

(1) Duchemin. *Le département de l'Eure avant la Révolution*, Rouen,
1907, p. 294.

celle que l'on enverra soit en état de traiter les malades et surtout les pauvres ; à *Fourmetot* par J.-B. Guillot de la Houssaye, sieur de Fourmetot et Madeleine Le Cauchois son épouse ; plus tard, par messire J.-B. Delarue docteur de la Sorbonne, chanoine de Notre-Dame de Rouen et Nicolas-Marie Delarue de l'Épinay, trésoriers de la même église, seigneurs et patrons de Fourmetot ; à *Gamaches* par Louis de Bonnechose, doyen et curé de Gamaches ; la maîtresse d'école sera agréée par le curé et par les principaux habitants ; si elle ne remplissait pas exactement ses devoirs, sur leur plainte, la communauté serait obligée de la rappeler et de la remplacer dans un délai de deux mois ; à *Grainville-sur-Fleury* par Jacques Hector de la Cour, ci-devant cheval-léger de la garde du roi ; à *Hauville* par deux personnes de piété et Nicolas Ducastel curé de Saint-Thurien ; à *Heudicourt* : par le curé de la paroisse ; à *Longchamp* par M^{lle} Annette Courageux ; à *Rougemontiers* : 200 livres de rente ont été léguées par le prédécesseur de M. Desmarest curé de la paroisse pour l'entretien d'une maîtresse d'école ; la paroisse ajoutera 50 livres pour compléter la somme de 250 livres jugée nécessaire par la communauté d'Ernemont ; à *Vesly*, par M. Guillaume Lefebvre curé, etc... (1).

V

La vie de la communauté nouvelle ou de l'établissement nouveau ayant été matériellement assurée, il fallait ensuite obtenir les autorisations nécessaires pour

(1) Archives de la Seine-Inférieure, D. 452 à 459.

la vie légale de l'œuvre. Et tout d'abord, comme il s'agit toujours en l'espèce d'une fondation religieuse, il fallait commencer par obtenir l'autorisation du chef spirituel du diocèse : l'Evêque.

Il ne faut pas croire que cette autorisation était toujours accordée avec facilité à ceux qui la sollicitaient. Bien souvent, l'évêque attendait un certain temps avant de se décider, afin de mettre à l'épreuve les fondateurs et les premiers membres de la Communauté naissante et de s'assurer que l'œuvre qui demandait le jour était réellement viable, utile et intéressante à soutenir.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne la congrégation de la Providence d'Evreux qui avait pris naissance vers 1700, l'évêque d'Evreux, qui cependant témoignait de beaucoup de satisfaction de voir chaque jour de mieux en mieux s'implanter l'œuvre des sœurs dans son diocèse, n'avait point encore accordé d'autorisation officielle en 1718.

Plusieurs protecteurs de l'œuvre, touchés de tant de bien que faisaient ces sœurs et persuadés que leur nombre s'augmenterait si cette association avait définitivement la haute approbation épiscopale avaient déjà pris l'initiative de solliciter cette faveur.

Des instances respectueusement plus pressantes furent surtout faites dans ce but vers la fin de 1718 à Jean Le Normand, évêque d'Evreux qui, d'ailleurs, n'attendait que cette manifestation des fidèles pour exprimer ses bienveillants sentiments (1).

(1) Chanoine Langlois, *Histoire de la congrégation de la Providence* op. cit, 1^{re} partie, p 84.

Voici la teneur de la supplique qui lui fut alors adressée et dans laquelle la requête est fortement appuyée par le témoignage public des services rendus par les sœurs :

« A Monseigneur l'illustrissime et révérendissime
« Évêque d'Évreux.

« Supplie humblement Louis le Dain, conseiller du
« Roy, lieutenant particulier au siège général des eaux et
« forêts de la table de marbre et avocat au Parlement,

« Disant qu'ayant eu parfaitement connaissance de la
« vertu, sagesse et bonne conduite de Justine Duvivier, Marie Legendre et de plusieurs autres filles
« dévotes qui, depuis quatorze ou quinze ans, s'emploient à l'instruction des jeunes filles de votre diocèse et au soulagement des pauvres malades et cela,
« sans aucune rétribution de la part des enfants desdites filles et sans être aucunement à charge aux
« paroisses des campagnes, ce que le suppliant connaît
« par lui-même, en ayant chez lui à la Pyle, doyenné
« du Neufbourg depuis ledit temps et dans plusieurs
« autres paroisses voisines dont même Votre Grandeur,
« à ce qu'il espère, est bien informée. Et comme les
« dites filles ont besoin, pour continuer leur pieux
« employ, l'augmenter et le perpétuer à l'avenir, de
« vivre en société et Communauté sous la conduite de
« ladite Justine Duvivier, à quoi, elles ne sauraient
« réussir si elle n'est reçue, approuvée et autorisée de
« Votre Grandeur ; c'est ce qui oblige le suppliant à
« vous présenter cette requête.

« A ce qu'il vous plaise, Monseigneur, de permettre à

« ladite Justine Duvivier, Marie Legendre, Anne Jean
« et autres filles, de vivre en société et Communauté
« à Caër ou tel autre lieu de votre diocèse que Votre
« Grandeur jugera le plus à propos pour le bien de la
« chose, aux fins de continuer leurs pieux employ au
« soulagement des pauvres malades et instruction des
« pauvres filles des villes, bourgs et villages de votre
« diocèse et former des sujets tant pour leur succéder
« aux lieux, où elles sont déjà appelées que pour en
« fournir à ceux qui en demanderont dans la suite, et,
« en leur accordant cette grâce, le suppliant et elles
« continueront leurs vœux et leurs prières pour la santé
« de Votre Grandeur ».

Cette requête si touchante fut adressée à Paris, à l'Évêque. Elle ne tarda pas à revenir à son auteur ; Jean Le Normand avait ajouté lui-même au bas, cette approbation :

« Nous permettons à ladite demoiselle Justine Duvivier et aux dites Marie Legendre, Anne Jean et autres filles de vivre en Société et Communauté en la paroisse de Caër de notre diocèse, sous notre juridiction néanmoins et aux fins que dessus.

« Donné à Paris où nous sommes pour les affaires de notre diocèse le 26 janvier de l'année mil sept cent dix-neuf.

« Jean, évêque d'Evreux » (1)

Le 4 Mars 1613 à Saint-Martin de Pontoise, et sur la demande qui lui en est faite par Robert Denyau Curé

(1) Ces deux autographes de la requête et de l'approbation de l'Évêque sont conservés aux Archives de la Communauté.

de Gisors et par ses paroissiens, le Cardinal Joyeuse, Archevêque de Rouen autorise la fondation d'un établissement d'Ursulines à Gisors.

Cette requête, suivie de l'autorisation conforme et revêtue de la signature autographe du Cardinal de Joyeuse est conservée aux archives du Département de l'Eure (1).

En 1617, François de Péricard, alors évêque d'Evreux écrivit lui-même au Général des Pénitents pour l'engager à consentir à l'établissement des Franciscaines hospitalières à Louviers ; au mois de septembre de la même année, Vincent Mussart, Général des Pénitents, donna l'habit à 13 ou 14 religieuses destinées au couvent de Louviers (2).

A Bernay, Madame de Ticheville fondatrice de l'Hôpital Général alla trouver Léonor de Matignon, évêque de Lisieux (3); elle lui exposa la nécessité et l'urgence de cette fondation, lui peignit sous l'aspect le plus touchant le triste dénuement des pauvres qui n'avaient d'autre asile que la rue, d'autre moyen d'existence que la mendicité et elle sut enfin trouver dans son ardente charité, des paroles éloquentes et persuasives qui engagèrent Léonord de Matignon à seconder de tous ses efforts le dessein qu'elle avait conçu.

(1) Archives de l'Eure. H. 1563.

(2) Charpillon et Caresme. *Dictionnaire historique des Communes du Département de l'Eure*, 1881, t. II, p. 468.

(3) Une partie de la ville était alors sur le diocèse de Lisieux et l'autre sur le diocèse d'Evreux, divisées par le cours de la Charentonne.

Léonor de Matignon se pourvut aussitôt auprès du roi pour obtenir les autorisations nécessaires. Il exposa dans sa requête « que dans les soins qu'il se donnait
« pour mettre le bon ordre dans son diocèse, il avait
« trouvé que rien ne pouvait être plus avantageux
« pour la ville de Bernay que l'établissement d'un
« hôpital général afin d'y enfermer les pauvres mala-
« des, les vieilles gens qui n'ont pas de quoi subsister
« et les enfants orphelins et autres qui sont à la men-
« dicité et abandonnés d'une manière qu'ils s'élèvent
« dans un esprit de fainéantise et de libertinage au
« lieu que, dans ledit hôpital, ils seraient instruits de
« tout ce qu'ils doivent savoir et qu'on leur appren-
« drait quelque métier pour gagner leur vie; qu'il
« était à sa connaissance que des personnes de piété,
« touchées de compassion pour les pauvres, avaient le
« dessein de faire audit hôpital de grandes charités;
« qu'il y en avait d'autres qui donneraient leurs soins
« pour servir les pauvres et les aider dans tout ce qui
« serait convenable afin qu'ils fussent parfaitement sou-
« lagés ».

Aussitôt après l'obtention des lettres patentes en 1697 dont nous parlerons plus loin, et que les dispositions nécessaires pour approprier un local eussent été prises, Léonor de Matignon fit venir de l'Hôpital de Vimoutiers deux religieuses hospitalières auxquelles il confia la direction du nouvel établissement. L'une d'elles, la mère Oriol de Sainte-Agnès, probablement la même qui, quelques années auparavant, avait été appelée à la direction de l'Hospice d'Harcourt lors de sa

fondation, paraît avoir eu la première, le titre de Supérieure de l'Hôpital Général de Bernay. L'autre, la sœur Marie Hogueais, dite en religion de Sainte-Marie, lui fut adjointe pour le service des pauvres.

Le 13 mai 1697, ces deux religieuses se rendirent à Bernay. Le 16 du même mois, l'abbé Crestey, supérieur de l'Hôpital de Vimoutiers, bénit une chapelle destinée à l'exercice du culte, et le 7 juin suivant, Léonor de Matignon, en présence des curés et des ecclésiastiques de la ville, du maire, des échevins, des officiers et des principaux bourgeois, procéda à la réception des pauvres dans l'établissement.

Le même jour, un règlement approuvé par arrêt de la Cour de Rouen du 21 juin fut arrêté par Léonor de Matignon; il est intitulé : « règlement fait par Monseigneur le Révérendissime et Illustrissime Léonor de Matignon, évêque et comte de Lisieux, pour l'établissement de l'Hôpital Général de Bernay, érigé sous le titre de Notre-Dame de Pitié et de Miséricorde. »

Le texte intégral de ce règlement figure dans la notice que M. Malbranche a consacré à l'Hospice de Bernay en 1861.

Par les dispositions de ce règlement, Léonor de Matignon semblait établir une nouvelle maison de sœurs hospitalières où des postulantes, filles ou veuves, pourraient être reçues pour y vivre en communauté. Cet état de choses suscita de nouveau la jalousie des religieuses de Saint-François qui, déjà, de concert avec quelques habitants s'étaient vivement opposées à l'obtention des let-

tres patentes de 1697. Elles renouvelèrent leur opposition sous une autre forme et en arguant de différents prétextes.

L'instruction de l'affaire dura près d'une année et le 30 mars 1699, le Conseil d'Etat, saisi de la contestation, rendit un arrêt confirmatif des lettres de 1697 qui ordonna en conséquence que tous les biens immobiliers donnés à l'Hôtel-Dieu depuis le Concordat de 1664, avec les deniers et effets mobiliers qui se trouveraient aux mains de l'administrateur dudit Hôtel-Dieu ou d'autres personnes, appartiendraient à l'Hôpital Général et seraient remis à M. de Manoury que Sa Majesté avait nommé Administrateur-Receveur. Il fut en outre ordonné qu'il serait procédé à la nomination de deux autres administrateurs et que Madame de Ticheville pourrait continuer à demeurer dans l'Hôpital. Le même arrêt rejetait les autres prétentions des dames de Saint-François et les déboutait de leur opposition (1).

VI

L'autorisation épiscopale obtenue, il fallait obtenir celle des autorités civiles du lieu. Parfois, cette autorisation était facile à obtenir. Il en était ainsi notamment quand il s'agissait d'une localité que les Communautés n'avaient pas encore trop envahie et lorsque ceux qui avaient charge des intérêts de la Cité comprenaient

(1) Malbranche. — *Notice sur l'hospice de Bernay* (1861).

tous les avantages moraux et matériels que leurs concitoyens pouvaient retirer de la présence de telle ou telle Communauté.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne la Congrégation de la Providence d'Evreux, le 26 Avril 1719, les administrateurs de l'Hôpital de Breteuil tiennent une délibération dont nous extrayons ce qui suit :

« Du mercredi 17 Avril 1719. »

« Les administrateurs de l'Hôpital, assemblés à la
« chapelle de l'Hôtel-Dieu, lesquels ont de nouveau
« délibéré sur les moyens de donner une forme stable
« et perpétuelle aux desseins proposés par des personnes de piété, de recevoir et établir dans la ville de
« Breteuil des sœurs hospitalières et maitresses d'écoles
« gratuites, tant pour le soulagement des pauvres maldes dudit hôpital que pour l'instruction des jeunes
« filles de la ville, lesquelles sœurs pourront dans la
« suite, être envoyées dans les villes, bourgs et paroisses
« du diocèse d'Evreux où il sera nécessaire de les
« établir pour plusieurs et diverses fonctions et de les
« unir, associer et incorporer à l'hôpital de cette ville,
« sous l'autorité, supériorité et juridiction pour le spirituel de nos seigneurs Evêques d'Evreux et sous
« l'administration desdits sieurs administrateurs pour
« le temporel, et pensant que c'est un vrai bien pour
« cette ville et même pour le diocèse, étant d'ailleurs
« informés par le témoignage public du zèle, de la
« piété et vertu des sœurs Justine Duvivier, Marie Legen-

« dre, et autres établies dans la paroisse de Caër près
« Evreux et du soulagement qu'elles ont procuré et
« procurent aux pauvres malades et du soin qu'elles
« prennent d'instruire les jeunes filles dans la piété
« et la religion chrétienne, ont accepté la proposition ;
« en conséquence, arrêté ce qui suit avec les dites sœurs
« Justine Duvivier, Marie Legendre, stipulantes et accep-
« tantes pour leurs associées aux fins d'être incorporées
« audit hôpital de Breteuil comme de fait, elles unis-
« sent, associent, incorporent comme sœurs maîtresses
« d'écoles gratuites les sœurs associées et celles qui
« leur succéderont pour et tel jour des droits spiri-
« tuels dudit hôpital à perpétuité et pour le bon plai-
« sir et pour l'agrément de Monseigneur Illustissime
« et Révérendissime Evêque d'Evreux à l'effet de quoi,
« nous, administrateurs, présenterons notre requête aux
« fins d'obtenir lettres de confirmation... exposons les
« clauses et conditions ci-dessous :

Suit le texte du règlement d'administration des sœurs hospitalières(1).

Mère Duvivier cependant rêvait de s'établir en la ville d'Evreux qui était un centre où il serait plus facile pensait-elle d'intensifier son action. Elle commença par s'en rapprocher en 1729 en faisant l'acquisition d'une modeste maison sise rue du Rabais. Ici nous laissons la parole à M. le chanoine Langlois :

« Mais Saint-Léger faubourg, ce n'est pas la ville et c'est au cœur même d'Evreux qu'elle rêve de s'établir.

(1) Registre des délibérations de l'hôpital de Breteuil.

« A peine mère Duvivier laissait-elle percer son espoir,
« ou a-t-on connaissance qu'elle fait des démarches dans
« ce but que bientôt elle rencontre des obstacles insur-
« montables, le chemin lui paraît barré de tous les côtés;
« c'est que à cette époque on n'admettait que difficile-
« ment les communautés dans l'enceinte des villes, les
« membres n'étant considérés en temps de guerre comme
« bouches inutiles ainsi qu'on le disait à cette époque,
« puis les habitants des cités ne voyaient que d'un œil
« jaloux les exceptions et certains privilèges dont jouis-
« saient alors ces asiles de la prière et de la charité,
« mais, parmi les rebuts qu'essuya mère Duvivier pou-
« vait-il s'en trouver un plus grand que celui que
« nous tenons à relater. Voici qu'une protestation
« s'élève contre son projet : elle est signée d'un certain
« nombre de paroissiens de Saint-Léger. Que peut-on
« donc redouter de la part de ces pauvres filles ? Va-t-
« on les accuser d'envahissements audacieux ? Mais elles
« ne font que demander timidement leur place au soleil
« et n'est-ce pas leur droit bien légitime ? Sans doute
« là comme souvent, on rencontrera des susceptibilités
« mesquines, des influences froissées et des personnalités
« jalouses ; cependant, nous n'avons pu définir le mobile
« qui inspira cette inattendue protestation dont voici
« les termes : « En 1730 le curé de Saint-Léger et les
« habitants prétendant que les Ursulines suffisaient aux
« besoins de la population réclamèrent contre les filles
« dites de Caër, vouées à l'instruction de la jeunesse
« qui prétendaient s'introduire dans la ville (1).

(1) Charpillon et Carême. *Dictionnaire historique de l'Eure*. 1879

« Mère Duvivier dut céder momentanément à des
« dispositions si peu bienveillantes et remettre à Dieu
« cette cause.

En 1749, profitant de ce que le nouveau tracé de la route d'Evreux à Rouen coupait la propriété de la communauté, mère Desclos qui avait succédé comme supérieure à mère Duvivier décédée le 16 janvier 1734 put louer à Evreux même, place Saint-Léger (aujourd'hui place Dupont de l'Eure) à l'encoignure de la rue du moulin à l'Abbesse, quelques petites maisons où elle vint s'installer avec ses sœurs.

Bientôt, elle en fit l'acquisition d'abord en son nom personnel et demanda un peu plus tard la confirmation officielle de ces acquisitions au profit de la communauté, mais cela n'alla pas tout seul, mère Desclos se vit tout d'abord opposer la protestation suivante :

« 18 juin 1769. — A messieurs les maires et échevins de la ville d'Evreux,

« Supplient humblement les curé, trésoriers, habitants et bien tenants de la paroisse de Saint-Léger de la ville d'Evreux.

« Sur ce qu'ils ont appris que les filles dites de Caër, demeurantes à l'extrémité du faubourg de cette paroisse, doivent quitter leur maison pour en venir habiter trois que leur supérieure avait achetées savoir : deux de la dame Loche et l'autre des sieurs Bouilly, et que laditte supérieure pour assurer l'acquisition à laditte société avait eu la précaution, attendu qu'elle les a achetées en son nom de

« faire renoncer ses parents, hoirs et ayant cause, à ne
« jamais rien prétendre sur l'acquisition par elle faite,
« ruse employée pour se soustraire à la déclaration du
« Roy du.... enregistrée en datement du.... qui défend
« aux gens de main-morte de faire des acquisitions.
« Les suppliants voyant en outre que depuis longtemps
« il s'est établi sur laditte paroisse, un couvent de
« religieuses sous l'invocation de Sainte-Ursule qui a
« déjà enlevé viron vingt-cinq maisons, sans compter
« celles qui étaient sur la paroisse de Saint-Pierre qui
« ont aussi été englobées dans l'enceinte de leur établisse-
« ment, ils envisagent aujourd'hui avec d'autant
« plus d'effroi l'établissement d'un monastère qui,
« venant directement s'établir au centre de laditte
« paroisse fait voir, dans un avenir peu éloigné, l'en-
« vahissement du tiers de ses maisons, ce qui doit por-
« ter aux suppliants et même à toute la ville, le plus
« grand préjudice attendu que les monastères sont
« exempts des charges publiques, telles que tailles, fou-
« rages, occupations, logements de gens de guerre, ce
« qui rejaillirait sur tous les habitants de la ville.

« Ce considéré, messieurs, il vous plaise délibérer
« sur l'exposé ci-dessus, arrêter que la ville, s'oppo-
« sera à cet établissement comme étant préjudiciable
« à la communauté, et vous ferez justice.

« Présenté le dix-huit juin 1769, laditte requête
« signée de 38 habitants.

Le 23 juin 1769, le conseil de l'Hôtel de ville déli-
bère sur cette protestation, un rapport est dressé,
appuyant la protestation des habitants, faisant ressor-

tir que les sœurs de Caër ne sont utiles que dans les campagnes ; les Ursulines font leur office en ville et il y a déjà trop de communautés à Evreux : deux couvents de filles, quatre couvents d'hommes, deux séminaires et deux hôpitaux occupant plus du tiers du terrain de la ville. L'intendant de Rouen transmet la demande des sœurs, le rapport du conseil de l'Hôtel de ville et l'avis défavorable du maire, et le ministre rejette la demande des sœurs (1). Cette demande ne devait être accueillie favorablement que neuf ans plus tard.

Dans une requête adressée le 26 mai 1784 à « mon-
« seigneur le Comte de Vergennes, ministre des Affaires
« étrangères, ayant dans son département la province de
« Normandie », MM. les officiers municipaux de l'Hôtel
« de ville de Bernay attestent que les filles de la charité
« ont toujours pris soin d'eux (les pauvres) avec un zèle
« qui leur a mérité l'estime et l'aplaudissement du
« général des citoyens » et ils demandent leur maintien
à Bernay.

Cette requête est signée de : Leconte, 1^{er} échevin ;
Le Prévost, échevin ; le Comte, procureur du roi. —
Pivalle, assesseur. — Fouquier, secrétaire greffier (2).

Le 15 mai 1576, les magistrats et officiers de Gisors
« exposent que, par cy-devant, sur la réquisition des
« habitants de ladite ville et par le consentement, avis
« et délibération des gens du Roy et aultres officiers
« de sa justice, ensemble des échevyns de ladite ville,

(1) Archives de la Seine-inférieure, série C 952 et Archives nationales C. 3306.

(2) Veucelin, *Saint Vincent de Paul à Bernay*; Bernay, 1876.

« sœurs Françoise et Marie du Bois, religieuses du
« tiers ordre de Saint-François, ont esté introduites en
« l'hospital et maison-Dieu dudit Gisors pour et aux
« fins de la décoration de la chapelle du lieu, garder
« les mallades de ladite ville qui s'i présenteront et
« faire tout exercice selon leur vœu, ce qu'elles ont
« faict et observé religieusement, en leur habit ordi-
« naire et acoustumé dudict ordre, sans converser ne
« fréquenter le monde; que, depuis le temps qu'elles
« se sont retirez audict Gisors il y a deux ans ou envi-
« ron, elles se sont par même moyen emploiez et exer-
« cez à érudir et enseigner les jeunes filles de ladicte
« ville et ont tellement faict leur debvoir qu'elles
« sont en bonne réputation envers lesdits habitans,
« lesquelz supplient qu'elles y soient continuez et
« maincenuës pour la nécessité qu'ilz en auroient et
« pour le bien d'icelle république (1). »

En 1635, consentement est donné à la fondation d'un prieuré de Bénédictines par l'assemblée générale des officiers royaux, bourgeois, manants, et habitants de la ville de Pont-de-l'Arche « aux conditions et restrinctions
« que les dames religieuses ne pourront prétendre ni
« acquérir dans ladite ville en plus grande quantitté
« que de demye acre de terre comme aussy il ne leur
« sera loisible d'acquérir ès-champs et dimages de
« ladite ville en plus oultre que troys acres de terre
« sur lesquelles ilz pourront faire bastir telz basti-
« mentz qu'ilz adviseront bien estre et que lesdites

(1) Archives de l'Eure, H. 1440.

« dames relligieuses ne pourront prendre ni s'aïdder
« d'aucun pourvoy de sa Majesté ny arrest au contraire
« desdites restrinctions, ains suivre le contenu en icel-
« les sans pouvoir aller au contraire et faire les acqui-
« sitions du contenu ausdites restrinctions de gré à
« gré et non auttrement (1). »

Par contre, à Pont-Audemer et d'accord avec le Corps municipal, Blérencourt, capitaine de la ville s'était opposé à l'admission des religieuses Ursulines de Viré. Lorsque le duc de Tresmés eut succédé à son père dans la charge de capitaine-gouverneur, les postulantes crurent pouvoir espérer plus de succès et elles se mirent en mesure pour traiter de la maison que les Carmélites avaient quittée. Toutefois, des obstacles sérieux devaient encore s'élever devant leurs projets. Le nouveau capitaine avait en effet promis de ne pas accorder son consentement si la ville continuait à penser que les religieuses lui dussent être à charge.

En présence des démarches de plus en plus actives des Ursulines, le corps municipal renouvela le 10 mai 1662 sa déclaration d'opposition à leur établissement et il écrivit en conséquence au duc de Tresme pour le supplier d'y donner son adhésion. Quelques jours après celui-ci répondait : « Messieurs, j'ai reçu la lettre que
« vous m'avez écrite et vous prie de croire que nos
« intérêts seront toujours communs pour le service
« du roi et le bien de notre ville. Quand mesdames
« les religieuses me parleront ou feront parler, je les

(1) Archives de l'Eure. H. 1504.

« remettrai à vous pour considérer leurs demandes.
« Pour l'opposition à faire dont vous me parlez, cela
« dépend de vous de le faire par l'avis de votre com-
« munauté... »

Renonçant momentanément à la pensée de se fixer dans la maison du Gaillardbois, les Ursulines se confinèrent dans celle de la Place Royale à l'entrée du faubourg Saint-Germain où elles avaient trouvé un asile provisoire. Bientôt, le temps et les protecteurs aidant elles commencèrent à agrandir sans bruit leur petit domaine. Ce fut alors (décembre 1671) que l'évêque de Lisieux donna son approbation à leur établissement. Deux ans après, les Ursulines étaient en instance pour obtenir qu'il fut ouvert au sujet de leur projet de couvent, une enquête *de commodo vel incommodo*.

Cette fois, il ne se trouva plus personne pour protester. Par arrêt du 23 mars 1673, le Parlement ordonna l'information demandée. Dès le 27 juin suivant, une assemblée générale de la ville reconnut que le fonds et revenu dudit couvent consistait en 750 livres de rente constituée, en outre le bâtiment en bon état et bien meublé, une chapelle bien décorée, garnie d'ornements de plusieurs couleurs, linge, bassin et burettes et deux grands chandeliers d'argent, vingt pensionnaires dont quelques-unes payaient des pensions considérables, et que ledit établissement était utile au public pour l'instruction donnée aux enfants (1).

(1) A. Canel. *Histoire de la ville de Pont-Audemer*, 1885, t. II, p. 163.

VII

Enfin, la reconnaissance officielle d'une communauté nouvelle ou d'un établissement nouveau devait être prononcée par le roi. Celui-ci, après avoir pris connaissance des avis des différentes autorités civiles et religieuses et après en avoir délibéré en son Conseil d'État délivrait des lettres patentes.

C'est ainsi que grâce à l'appui et à l'influence de François de Narbonne alors évêque d'Evreux, les sœurs de Caër obtinrent du roi à Versailles au mois d'août 1778, les lettres patentes si ardemment désirées.

Après avoir résumé dans son exposé la requête de François de Narbonne faisant ressortir le zèle, la piété et la vigilance de ces sœurs dont l'utilité les a fait appeler dans plus de 50 paroisses pour instruire la jeunesse et donner des secours aux pauvres, Louis XVI consacre officiellement l'existence de la Congrégation de la Providence d'Evreux en ces termes :

« A ces causes et autres a ce Nous mouvant, de l'avis
« de notre conseil et de notre certaine science, pleine
« puissance et autorité royale, Nous avons approuvé
« et confirmé, et par ces présentes, signées de notre
« main, louons, approuvons et confirmons l'établisse-
« ment des sœurs dites de la Providence, actuellement
« assemblées en société dans la ville d'Evreux pour
« vaquer à l'éducation des jeunes filles et au soulage-
« ment des pauvres du diocèse suivant le règlement

« contenu au cahier ci-attaché, sous le contre-scel de
« notre chancellerie et sous l'autorité du sieur Evêque
« d'Evreux et ses successeurs audit évêché; autorisons
« pareillement l'acquisition faite par lesdites sœurs
« d'un terrain dans la ville d'Evreux pour la somme
« de quatre mille livres, afin de construire sur ledit
« terrain une maison capable de les loger ; dérogeant
« à cet effet, pour ce regard seulement et sans tirer
« conséquence aux dispositions de l'édit du mois d'août
« mil sept cent quarante-neuf ; confirmons en outre
« les acquisitions ci-devant faites par ladite commu-
« nauté sous le nom de la supérieure, de différentes
« pièces de terre et autres immeubles contenus en l'état
« ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie
« et produisant deux mille cinq cent quatre-vingt-qua-
« torze livres de revenu ; leur permettons aussi de
« recevoir par donation entrevifs, testaments et autres
« dispositions de dernière volonté jusqu'à la concur-
« rence de quatre mille livres de revenu, à la charge
« cependant de se conformer à la déclaration du mois
« de juillet mil sept cent soixante-deux, et de mettre
« hors de leurs mains les biens dont l'acquisition est
« défendue aux gens de mainmorte par l'édit du mois
« d'août mil sept cent quarante-neuf, ainsi que le res-
« tant de bâtiments et terrain que la nouvelle route de
« Rouen à Evreux, leur a laissés pour employer le prix
« en rentes permises par ledit édit. Si donnons en
« mandement à nos aimés et féaux conseillers les gens
« tenants notre Cour de Parlement de Rouen, que ces
« présentes, ils aient à faire registrer et de leur con-

« tenu jouir et user les sœurs dites de la Providence
« de ladite ville d'Evreux, pleinement, paisiblement
« et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous
« troubles et empêchements, nonobstant clameur de
« Haro, charte normande et Lettres à ce contraires ;
« car tel est notre plaisir ; et afin que ce soit chose
« ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre
« notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles
« au mois d'août, l'an de grâce mil sept cent soixante-
« dix-huit et de notre règne le cinquième. Signé :
« Louis (1). »

L'enregistrement desdites lettres patentes fut ordonné suivant arrêt de la Cour du Parlement de Rouen du 23 janvier 1779.

A Gisors, Marie Rupert obtint en faveur des Ursulines, des lettres patentes de Louis XIII datées de Paris le 7 juin 1616. Le préambule de ces lettres mérite d'être cité comme une marque de cette renaissance de la ferveur religieuse qui commença pour la France au règne de Henri IV et n'arriva à son plein développement que dans la première moitié du règne de Louis XIV.

« Le règne de feu de très noble et heureuse mémoire
« le roy Henry le Grand nostre très honoré seigneur
« et père, ayant, entre autres grâces qui l'ont rendu
« remarquable, esté signalé par le restablissement de
« l'ancienne dévotion en plusieurs ordres religieux et
« par plusieurs institutions très utiles et de grande
« édification, le progrès de ces bonnes dispositions fait

(1) Archives de la Communauté.

« qu'il se présente journellement des occasions qui nous
« portent à l'imitation de son zèle pour nous rendre
« aultant héritier de sa piété que successeur de sa
« couronne. »

Le roi déclare ensuite :

« Qu'il a esté bien et deuement informé par plusieurs
« personnes de vertu et probité du grand profit et uti-
« lité que apportent à ses sujets les congrégations
« assemblées depuis quelque temps sous le nom de la
« bienheureuse Sainte-Ursule pour vacquer à l'instruc-
« tion des petites filles, à la piété, aux bonnes mœurs
« et aux exercices et occupations convenables à leur
« sexe et que lui-même reconnaît le grand fruit qui
« doit réussir de la dicte instruction par le moyen de
« laquelle les semences de piété et vertu jetées de
« bonne heure dans les jeunes âmes, fortifiées et habi-
« tuées en icelles par la bonne nourriture et éducation,
« espandront, vives après, des fruits de bonne odeur
« en tous endroits selon les diverses conditions aux-
« quelles il plaira à la divine providence les appeler
« et réussiront à un très grand bien. »

En conséquence, il autorisa l'établissement à Gisors d'une communauté de filles et femmes veuves et leur permit de se construire une maison, d'acquérir des biens et de recevoir des legs (1). Cependant la Communauté ne fut instituée définitivement qu'en 1621. Trois Ursulines de Pontoise vinrent alors à Gisors pour former les filles que Marie Rupert avait rassemblées, à l'esprit

(1) Archives de la Seine-Inférieure. F de la Chambre des comptes, mémorial de l'année 1680.

de l'Institut. Elles prirent possession de la maison qui avait été donnée par un conseiller clerc du bailliage : Denis Noël. Ce fut chez lui qu'elles furent d'abord reçues. L'archevêque François de Harlay les conduisit lui-même processionnellement à leur nouveau monastère et il fut accompagné dans cette cérémonie par la princesse de Longueville, comtesse de Gisors, par la duchesse de la Roche-Gugnon, par les marquises de Matignon et de Rothelin et par plusieurs autres dames de grande distinction (1). Peu de jours après, la fondatrice prit l'habit religieux. Elle ne vécut guère que le temps nécessaire pour achever son œuvre. Elle mourut en 1625. Le monastère comptait au nombre de ses bienfaiteurs la princesse de Longueville, Gilbert Robillart prieur de Saint-Ouen de Gisors et Catherine Desjardins qui donna une rente à charge de fournir une fois l'an un dîner aux prisonniers de la ville (28 août 1667) (2).

Ce monastère devait, au cours de sa durée, fonder ceux des Andelys, de Gournay, de Magny et d'Elbeuf-sur-Seine (3).

En 1621, Grégoire XV, par un bref expédié à Rome l'an premier de son pontificat, tiré de la règle de saint François dont le Cardinal de Sourdis se rendit sollicitateur et protecteur, attribua aux évêques d'Evreux la visite et correction des Franciscaines hospitalières installées

(1) Archives de l'Eure, H. 1563.

(2) D. Toussaint-Duplessis. *Description de la Haute-Normandie*, t. II, p. 305.

(3) Gedéon Dubreuil. *Essai historique sur Gisors et ses environs*, 1856.

à Louviers sous le titre de religieuses hospitalières de Saint-Louis, roy de France, et de Sainte-Elisabeth princesse de Hongrie. Par une grâce spéciale, le pape voulut et ordonna que ces filles portassent attachée sur le repli de leurs robes, du côté gauche, une petite croix de couleur chatagnée, couronnée d'épines vertes et en pointe, de fleurs de lys dorées avec trois clous de bleu céleste au pied de leur croix, accostée des premières lettres du nom de sainte Elisabeth.

Louis XIII prit ces saintes filles sous sa protection royale par lettres patentes données à Paris le 10 février 1622 et leur donna la permission de s'établir dans la ville de Louviers à condition que la messe conventuelle du jour et de la fête de saint Louis serait célébrée au nom et aux saintes intentions de Sa Majesté. De même, chaque jour, à la fin de la messe conventuelle, les religieuses devaient chanter le psaume *Exaudiat* et les prières ordinaires pour le roi.

Ces lettres patentes furent entérinées et vérifiées en la Cour du Parlement de Normandie le 11 mai 1662 (1).

François de Péricard, évêque d'Evreux vint à Louviers en 1623 avec Robert Boullenc son archidiacre ; il donna l'habit aux hospitalières ; l'année suivante, il reçut leurs vœux.

En janvier 1623, Louis XIII accorde des lettres patentes autorisant : « Les mères religieuses et couvent « de Saint-François de la ville de Gisors » à transférer l'hôpital dont elles avaient la direction dans une

(1) Batellier d'Aviron. *Mémorial historique des évêques, ville et comté d'Evreux*, 1865, p. 171.

maison récemment acquise par elles, à condition « que
« ladite maison portera dorénavant le nom et tiltre
« d'Hôtel Dieu, affin que les paouvres y puissent estre
« hébergez et accueillis, ainsi qu'il est acoutumé (1). »

En ce qui concerne les Ursulines d'Evreux, Louis XIII, dès le mois de mars 1623 accorda des lettres patentes en faveur de leur établissement. Le Parlement, avant de les enregistrer, prit communication du consentement du maire et des Echevins de la ville, du chapitre et des Communautés religieuses et vérifia les lettres aux conditions que les nouvelles religieuses rempliraient les fins pour lesquelles on les établissait, qui étaient de montrer à lire et à écrire et d'enseigner les éléments de la religion à toutes les petites filles de la ville et des faubourgs, sans acception de parenté, noblesse ou dignité et que leurs église et monastère seraient bâtis hors les murs de la ville. L'arrêt du Parlement est du 23 novembre 1623 (2).

En 1636, consécration officielle de la fondation du prieuré des Bénédictines de Pont de l'Arche fut donnée par lettres patentes du Roi, entérinées par le Parlement de Rouen en 1640 (3).

Par lettres patentes de 1637, Louis XIII autorisa la fondation de l'Abbaye des Bénédictines de Saint-Jean du Neubourg qui fut confirmée en 1639 par bulle d'Urbain VIII. L'évêque d'Evreux, François de Péricard céda à la nouvelle abbaye, l'église paroissiale de Sainte-

(1) Archives de l'Eure. H. 1623.

(2) Chanoine Porée. *Jean-Paul Le Jan*, Evreux, 1913, p. 15.

(3) Archives de l'Eure. H. 1504.

Marie et de Saint-Jean-Baptiste dont il transporta les revenus et les paroissiens à l'église principale du bourg (1).

A Brionne, Louis XIV approuva l'établissement des Bénédictines par lettres patentes du mois de janvier 1663, mais le Parlement n'enregistra les lettres du Roi le 8 février 1664 qu'avec la réserve que le procès pendant au sujet de la réunion de l'Hôpital dont on leur contestait la validité n'en éprouverait aucun préjudice (2).

A la suite d'une information faite sous Nicolas de Saulx-Tavanes archevêque de Rouen et par suite de l'extrême indigence dans laquelle était tombé le prieuré, la suppression de ce dernier fut prononcée par décret royal rendu comme suite à un arrêt du Conseil d'État du 4 juin 1732 et ses biens furent donnés au prieuré de Saint-Louis de Rouen (3).

Des lettres patentes du Roi en 1688 autorisèrent l'Abbaye ou prieuré de Saint Charles de Lyons-la-Forêt, pour des Bénédictines (4).

L'extinction de ce prieuré et l'union de ses biens au prieuré des religieuses de Saint-Jean de la ville d'Andelys fut prononcée par décret de Nicolas de Saulx-Tavanes archevêque de Rouen en date du 25 juin 1742, confirmé par lettres patentes du mois de juillet 1742 dont

(1) Auguste Le Prévost. *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure*. Evreux, 1862, t. II, p. 463.

(2) Charpillon et Caresme. *Dictionnaire historique des Communes du département de l'Eure* (1881), t. I, p. 59 7.

(3) Archives nationales. G⁹, 125 Dossier 7.

(4) Charpillon et Caresme. *Dictionnaire historique*, déjà cité, t. II, p. 483.

l'enregistrement fut ordonné suivant arrêt de la Cour de Parlement de Rouen du 28 janvier 1743 (1).

Pour les sœurs hospitalières de Bernay, les motifs contenus dans la requête de Léonor de Matignon évêque de Lisieux que nous avons rapportée plus haut rentraient dans les vues du roi qui cherchait alors les moyens de combattre la mendicité dont l'accroissement continuel menaçait de devenir un danger pour la sûreté publique. Dès le mois de juin 1662, Louis XIV avait rendu un Édit par lequel il ordonnait l'établissement d'un hôpital général dans chaque ville de son royaume, et depuis lors, il poursuivait avec persévérance la réforme des administrations hospitalières et la régularisation des secours en faveur de la classe indigente. La demande de Léonor de Matignon fut conséquemment accueillie ; les lettres patentes accordées par le roi au mois de mars 1697 portent « que
« désirant contribuer autant que possible à l'accomplis-
« sement si nécessaire pour la gloire de Dieu et le sou-
« lagement des pauvres, de l'avis de son conseil et de
« sa certaine science, pleine puissance et autorité, il
« approuve et par les présentes lettres signées de sa
« main, l'établissement dudit hôpital général en la
« ville de Bernay, où tous les pauvres seront enfer-
« més. »

Ces lettres furent enregistrées à l'Hôtel de Ville de Bernay le 25 mai 1697 et au Parlement de Normandie le 21 juin suivant (2).

(1) Archives nationales. G⁹, 141, n^o 7.

(2) Malbranche. *Notice sur l'hospice de Bernay* (1861).

En mars 1698, Louis XIV convaincu que les Communautés religieuses étaient assez nombreuses dans son royaume voulut bien reconnaître l'établissement des religieuses hospitalières d'Harcourt, mais à condition que les Sœurs auraient « mense commune » avec les pauvres et ne pourraient jamais faire dans Harcourt, « aucun corps de communauté » et que ledit hôpital serait gouverné par des administrateurs auxquels des comptes seraient rendus tous les ans, en présence du Supérieur des hospitalières.

Nous extrayons de ces lettres patentes le passage suivant qui montre que la princesse d'Harcourt ne se proposait pas seulement dans son hôpital de donner des soins aux pauvres malades, mais qu'elle avait également pour but d'instruire la jeunesse et même de lui apprendre un métier :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de
« Navarre, à tous présens et à venir, salut. Nostre
« très chère et très aimée cousine François de Bran-
« cas de Breseons, princesse d'Harcourt, nous a très
« humblement fait remontrer que rien n'étant plus
« agréable à Dieu que l'assistance spirituelle et corpo-
« relle envers les pauvres et l'instruction qu'on donne
« à la jeunesse pour la former et mener une vie ches-
« tienne, ces pieux motifs lui auraient inspiré le des-
« sin d'establis un hospital dans le bourg d'Harcourt,
« au diocèse d'Evreux, du consentement de nostre très
« cher et très aimé cousin, le prince de Montlaur son
« fils, seigneur propriétaire du Comté d'Harcourt pour
« y recevoir les pauvres malades dudit comté et des

« lieux circonvoisins, de l'un et de l'autre sexe, mais
« encore les pauvres petits garçons et filles auxquels
« elle aurait fait bastir les lieux nécessaires et des
« chambres séparées pour les hommes et pour les
« femmes, aussi d'autres lieux pour les petites filles
« auxquelles on apprendrait non seulement la piété
« crestienne, mais encore à travailler à la dentelle ou
« à d'autres manufactures proportionnez à leur âge
« pour y gagner leurs vies » (1).

(1) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des Religieuses hospitalières d'Harcourt.*

DEUXIÈME PARTIE

LES RESSOURCES, BIENS ET REVENUS

- I. — *Règlementation royale et épiscopale ;*
- II. — *Les dotes ;*
- III. — *Les dons, les petites fondations ;*
- IV. — *Les biens immeubles ;*
- V. — *Les biens meubles ;*
- VI. — *Les pensions ;*
- VII. — *Revenus divers.*

I

Exception faite des groupes de religieuses n'ayant pas la capacité civile et rattachés à des établissements ou à des fabriques qui subvenaient à leurs besoins, les Communautés de femmes, pour remplir leur mission de charité ou d'enseignement, devaient disposer de capitaux mobiliers et immobiliers et de revenus proportionnés à l'importance de l'action qu'elles désiraient exercer.

L'importance de ces biens était plus ou moins grande et variait suivant les Communautés.

Certaines d'entre elles ne subsistaient que grâce aux aumônes des fidèles, aux pensions et rétributions scolaires de leurs élèves et au produit du travail de leurs hospitalisés.

A la fin de l'Ancien Régime, recettes et dépenses s'accrurent sensiblement chez la plupart des Communautés de femmes ; le nombre des religieuses et des pensionnaires augmenta également. La situation de certaines de ces Communautés restait sans doute perpétuellement précaire mais elles réussissaient néanmoins à vivre, à poursuivre leur mission et conservaient une bonne discipline.

Les Communautés largement pourvues de terres virent leurs ressources s'accroître sensiblement à partir de 1760, mais celles-là même souffrirent au moins autant de la hausse des denrées, obligées qu'elles étaient de nourrir un nombreux personnel. Pour les Communautés pauvres ou dotées principalement de rentes mobilières et d'immeubles urbains, c'est-à-dire pour la plupart, des Communautés occupées à des œuvres d'éducation ou d'assistance, les conséquences de la hausse furent plus graves encore : aucun accroissement de leurs revenus certains ne vint en effet compenser celui des frais d'entretien de leurs pensionnaires dont les pensions durent être augmentées rapidement et considérablement (environ 40 % pour certaines d'entre elles) mais les refuges, les orphelinats et autres maisons de charité n'avaient même pas cette ressource (1).

(1) Rébillon. *La situation économique du Clergé avant la révolution*. Introduction, p. XCI.

Certaines autres Communautés, au contraire, disposaient de biens et revenus considérables et toute une réglementation royale confirmée et sanctionnée par de nombreux arrêts ne tarda pas à intervenir pour éviter les abus.

C'est ainsi que dès mai 1532, François I^{er} avait lancé à Chateaubriand un édit réglementant les successions des religieux et religieuses, dont nous extrayons ce qui suit :

« Statuons et ordonnons que tous Religieux ou
« Religieuses, de quelque religion que ce soit man-
« dians et non mandians depuis qu'ils seront profez
« expressément ou taisiblement ne pourront succéder à
« quelque succession qu'il leur puisse avenir, soit en
« ligne directe ou collatérale, ains serons tenus et repu-
« tez inhabiles et incapables de succéder et seront
« reçûs les autres parens d'iceux religieux ou reli-
« gieuses à prendre et succéder à icelle succession, ainsi
« et par la forme et manière qu'ils eussent fait ou pû
« faire, si iceux Religieux ou Religieuses se fussent trou-
« vez morts au tems de l'échûte d'icelle succession,
« toutefois si aucuns Religieux ou Religieuses avoient
« quelques biens avant que d'entrer en icelle Religion,
« ou leur fut venu quelque succession ou autre bien
« avant icelle profession expresse ou taisible, leur sera
« loisible d'en disposer à leur plaisir et volonté, pourvû
« que ce ne soit à monastères, églises, collèges et autres
« gens de main-morte, et ou iceux Religieux ou reli-
« gieuses avant ladite profession expresse ou tacite,
« n'auroient disposé d'iceux biens ou en disposeroient

« aux gens par nous prohibez ou défendus esdits cas,
« et en chacun deux, Nous voulons et ordonnons que
« leurs prochains parens y succèdent, tout ainsi qu'ils
« eussent fait ou pû faire si iceux Religieux ou Reli-
« gieuses fussent morts avant qu'entrer en icelle religion,
« toutefois n'entendons par cesdites Présentes prohiber
« et défendre que ceux qui entreront en religion, s'ils
« veulent donner en meubles quelques choses de leurs
« biens à ladite religion ne le puissent faire, pourvû
« qu'il n'excede le tiers d'iceux, et pourvû aussi qu'ils
« n'aient été instiguez ni persuadez par aucuns Reli-
« gieux du monastère où ils entrent, d'entrer en icelle
« religion (1) ».

Au mois d'avril 1693, Louis XIV. fait à Versailles une déclaration très importante concernant la réception et les dotes des personnes qui entrent dans les Monastères pour y embrasser la profession religieuse. Cette déclaration est enregistrée au Parlement le 7 mai 1693.

Dans cette déclaration, Louis XIV constate tout d'abord « que quelques-uns des monastères que l'on a
« laissé établir dans notre Roïaume et particulièrement
« depuis le commencement de ce siècle, n'ont eu aucuns
« biens assurez lors de leur établissement, et que plu-
« sieurs n'ont encore qu'une portion médiocre de ce qui
« leur est nécessaire pour leurs subsistances, les supé-
« rieurs de ces maisons ont cherché des secours à leur
« nécessité dans les dotes qu'elles ont reçues des per-
« sonnes qui y sont entrées ; et quelques monastères

(1) *Mémoires du Clergé de France* (Edition 1716), t. IV, titre V chapitre IV, p. 1904.

« qui ne se trouvoient pas dans le même besoin, n'ont
« pas laissé d'augmenter encore par cette voie les biens
« considérables qu'ils avoient, même par les fondations
« qui en avoient été faites ».

Pour remédier à ces abus qui risquaient dans certaines provinces de donner aux monastères la propriété de presque tout le temporel, Louis XIV règle d'une façon précise l'importance des dots des religieuses.

Nous extrayons de ces dispositions le passage très important que l'on va lire :

« ... Statuons et ordonnons, que les saints décrets,
« ordonnances et réglemens concernant la réception
« des personnes qui entrent dans les monastères pour
« y embrasser la profession religieuse, seront exécutés : ce faisant, défendons à tous supérieurs et supérieures d'iceux, d'exiger aucune chose directement ou indirectement en vûe et considération de la réception, de la prise de l'habit ou de la profession. Permettons néanmoins aux monastères des Carmélites des filles de Sainte-Marie, des Ursulines et autres qui ne sont point fondez et qui sont établis depuis l'an 1600, en vertu de lettres patentes bien et dûement enregistrées en nos Cours de Parlement, de recevoir des pensions viagères pour la subsistance des personnes qui y prennent l'habit et y font profession. Voulons qu'il en soit passé des actes par devant notaires, avec leurs pères, mères, tuteurs ou curateurs, à la charge que les dites pensions ne pourront, pour quelque cause et sous quelque prétexte

« que ce puisse être, excéder la somme de cinq cens
« livres par chacun an dans notre bonne ville de Paris
« et autres, dans lesquelles nos Cours de Parlement
« sont établies ; et celles de trois cens cinquante livres,
« dans toutes les autres villes et lieux de notre Roïaume
« et que pour la sûreté des dites pensions l'on puisse
« assigner des fonds particuliers dont les revenus
« ne puissent être saisis jusqu'à concurrence desdites
« pensions, pour dettes créées depuis leur constitution,
« faisant dès à présent mainlevée de toutes les saisies
« qui pourraient en être faites, et ce nonobstant toutes
« surséances et Lettres d'État : enjoignons à nos Cours
« et Juges de les ordonner lorsqu'elles leur seront
« demandées. Permettons pareillement aux dits monas-
« tères de recevoir pour les meubles, habits et autres
« choses absolument nécessaires pour l'entrée des
« Religieuses jusqu'à la somme de deux milles livres
« une fois payée dans les villes où nosdites Cours de
« Parlement sont établies et jusqu'à celles de douze
« cens livres dans les autres villes et lieux, dont il
« sera passé des actes pardevant notaires ; et en cas
« que les parens et héritiers des personnes qui entre-
« ront dans lesdits monastères ne soient pas en volonté
« ou en état d'assurer lesdites pensions viagères en
« tout ou en partie ; permettons auxdits supérieurs de
« recevoir des sommes d'argent ou des bien immeubles
« qui tiennent lieu desdites pensions, pourvu que les
« dites sommes d'argent ou la valeur desdits biens
« immeubles n'excèdent pas la somme de huit mille
« livres dans les villes où nos Cours de Parlement

« sont établies, et ailleurs celle de six mille livres
« et qu'où l'on voudrait donner une partie en argent
« ou immeubles et l'autre en pensions moindres et
« au-dessous desdites cinq cens livres et trois cens
« cinquante livres, lesdites sommes d'argent, ou biens
« immeubles que l'on pourra donner pour suppléer
« auxdites pensions, soient réduites et réglées sur le
« même pied et suivant la même proportion. »

L'estimation des biens meubles et immeubles ainsi donnés doit être faite par des experts nommés d'office par les juges locaux.

Louis XIV permet aux monastères qui ont des revenus par leurs fondations et qui prétendent ne pouvoir entretenir le nombre des religieuses qui y sont entrées de présenter aux archevêques et évêques, des états de leurs revenus et de leurs charges. Il sera statué sur l'avis de ces derniers.

Louis XIV insiste enfin particulièrement sur l'application de l'édit de décembre 1666 concernant les formalités à observer pour l'établissement des Communautés séculières et régulières, édit que nous avons analysé au début de la première partie de cette étude (1).

De nombreux arrêts confirment et sanctionnent ces dispositions royales :

Le 5 février 1619, le Parlement de Paris juge que la disposition d'un religieux novice au profit du couvent où il veut faire profession est nulle (2).

(1) *Mémoires du clergé de France* (édition 1716), t. IV, tit. V, chap. I, p. 1573.

(2) *Ibid.*, t. IV, tit. I, chap. VIII, p. 1025.

Le 10 février 1620, le même Parlement juge que celui qui veut être religieux ne peut donner au monastère, ni à l'ordre dans lequel il veut faire profession (1).

Un arrêt du Parlement de Rouen en date du 17 janvier 1632 défend aux abbesses et Prieures des monastères de filles, d'exiger aucuns deniers pour l'entrée et réception desdites religieuses et « sans préjudice » néanmoins des pensions modiques et viagères pour être « employées aux nécessités desdits monastères et « religieuses (2) ».

Par arrêt rendu au Parlement de Paris en forme de règlement le 11 janvier 1635, défense est faite aux religieuses Ursulines et à toutes autres supérieures de prendre aucune somme pour la réception d'aucune religieuse, mais seulement une pension viagère modérée, laquelle ne pouvait excéder la somme de 500 livres (3).

Le Parlement de Provence, par arrêt rendu le 30 mai 1642, modère le legs fait par un novice pour la fabrique de l'église de son couvent (4).

Le même Parlement, par arrêt du 3 août 1646 déclare nulle la clause stipulant que la novice venant à sortir du monastère ou à décéder sans faire profession, la

(1) *Mémoires du clergé de France* (édition 1716), t. IV, tit. I, chap. VIII, p. 1027.

(2) *Ibid.*, t. IV, tit. V, chap. I, p. 1583.

(3) *Ibid.*, t. IV, tit. V, chap. I, p. 1584.

(4) *Ibid.*, t. IV, tit. I, chap. VIII, p. 1037.

dot ou partie de celle-ci sera acquise au couvent (1).

Par un règlement en date du 9 mars 1659, le Parlement de Paris défend aux monastères de religieuses de prendre aucune somme de deniers d'entrée pour la réception des religieuses, mais une pension viagère qui ne pourra, pour les plus riches, excéder 500 livres (2).

Par arrêt rendu par le même Parlement le 19 février 1691, le legs universel fait à un monastère de religieuses par une dame qui y avait une fille professe et qui s'y était retirée pour y passer le reste de ses jours est déclaré nul (3).

L'administration temporelle des monastères était également attentivement surveillée par les chefs religieux des diocèses : les évêques qui prenaient toutes les précautions pour empêcher la dissipation des biens des monastères.

Ces précautions concernaient notamment : 1° la manière de faire les baux des terres et autres dépendances ; 2° l'emploi des revenus ; 3° l'examen des comptes ; 4° les sûretés pour la conservation des deniers. Saint Charles a donné des règles très sages sur tous ces articles dans la troisième partie de son premier concile de Milan tenu en 1565 vers la fin du 4^e titre.

En ce qui concerne les baux des biens dépendant des monastères de filles, ce prélat ordonna qu'ils seraient

(1) *Mémoires du clergé de France* (édition 1716), t. IV, tit. V, chap. I, p. 1613.

(2) *Ibid.* t. IV, tit. V, chap. I, p. 1625.

(3) *Ibid.* t. IV, tit. I, chap. VIII, p. 1063.

faits non seulement par délibération de la communauté mais aussi du consentement du supérieur.

La précaution d'appeler la communauté avait d'autant plus de fondement que l'abbesse n'ayant point de propres et ne possédant ces revenus qu'en commun comme les autres religieuses du monastère, ce n'était pas lui faire injure d'appeler la communauté pour la disposition légitime des biens qui appartenaient à la communauté.

D'autre part, comme il y avait lieu de craindre qu'il y ait des abbesses qui, abusant de l'autorité qu'elles avaient sur les religieuses, les obligent à approuver leur mauvaise administration, on avait sagement ordonné que le supérieur du monastère y serait appelé. Les désordres survenus à la suite de la dissipation des biens de plusieurs monastères avait fait connaître la nécessité de cette précaution.

Sur les autres articles, Saint Charles ordonna que la supérieure même perpétuelle et toutes autres religieuses qui avaient le maniement des revenus du monastère devaient rendre compte tous les trois mois à la communauté de leurs dépenses et de leurs recettes, afin que celle-ci ait connaissance de l'état de ses revenus.

Tous les ans, les comptes devaient être rendus devant le supérieur ou son vicaire lequel pouvait punir celles « quæ aut sibi vindicarint, aut perperam perdidierint monasterii bona ».

Saint Charles voulait en outre que l'argent du monastère soit déposé dans un coffre fermé à deux clefs diffé-

rentes, dont l'une devait être gardée par la supérieure et l'autre par la première « discrète ».

Ces règlements ont été confirmés dans la troisième partie des constitutions du quatrième concile de Milan tenu sous le même Prélat en 1576, titre 11 : « de monialibus »; il y ajouta d'autres règlements qui expliquent le détail dans lequel il estimait qu'un évêque devait entrer en ce qui concernait l'administration même temporelle des monastères de Religieuses (1).

II

Une des principales sources de revenus des diverses communautés religieuses était les dots qui étaient apportées par la plupart des membres de ces congrégations.

La religieuse qui faisait profession mourait en effet au monde, civilement, et sa succession s'ouvrait au profit de ses héritiers. En prévision de cela et pour que la nouvelle religieuse ne tombe pas à la charge de la communauté, il était d'usage de déterminer lors de l'entrée de la novice au couvent, l'importance de la dot qui serait versée le jour de sa profession.

Cette promesse solennelle faisait l'objet d'un acte de constitution de dot qui était signé d'une part par les

(1) *Mémoires du clergé de France* (Édition 1716), t. IV, tit. V, chap. IV, p. 1945.

parents ou héritiers de l'intéressé et d'autre part par la supérieure et plusieurs sœurs du couvent.

L'importance et même la nature de cette dot variaient selon les couvents et aussi selon la situation de fortune des familles auxquelles appartenaient les nouvelles religieuses.

Comme nous l'avons vu plus haut, et pour éviter des abus, l'importance des dots était cependant limitée et réglementée à un chiffre raisonnable, mais il semble que dans la pratique, on ait encore bien souvent plus ou moins dépassé les limites indiquées.

La dot consistait soit en une somme fixée à forfait soit en une rente viagère, soit encore en immeubles ou en objets mobiliers, linge, trousseau etc...; elle pouvait se composer de plusieurs de ces éléments à la fois.

Le revenu constitué par ces dots n'était par conséquent pas très régulier, mais croissait toujours inévitablement avec le nombre des membres de la communauté.

Les dots des *sœurs de la congrégation de la Providence d'Évreux* étaient généralement modiques, ces sœurs se recrutant surtout, au début principalement parmi les humbles filles, de la campagne. Citons-en quelques unes :

En 1737, sœur Gautier donne 110 livres.

En 1739, sœur Douville : 600 livres et en plus 600 autres qui ne sont pas marquées sur le registre ;

En 1739, sœur Deguerpel : 1.000 livres, sans compter ce qui doit lui revenir du bien de sa mère ;

En 1739, sœur Anne Drouet : 205 livres d'argent et en meubles; 95 livres pour son trousseau;

En 1739, sœur Marie-Anne Lambert : 225 livres;

En 1740, sœur Françoise Pillard : 40 livres;

En 1740, sœur Catherine Desclos :... et ce qu'elle a le droit d'attendre de sa légitime;

En 1740, sœur Françoise Desclos : 100 livres et une douzaine de tout linge;

En 1740, sœur Marais : 200 livres qui sont sa légitime (1).

Les dots des *Ursulines* sont souvent plus importantes; c'est ainsi que le 3 Décembre 1627 Marie Deschamps, héritière de Guillaume Deschamps et de Jacqueline Le Pescheur fait donation aux *Ursulines d'Évreux* des 2/3 des biens suivants, destinés à constituer sa dot et dont l'autre tiers avait déjà été donné par elle audit couvent, un an avant son établissement : une maison située dans la grande rue d'Évreux, paroisse Saint-Pierre; un petit jardin en ladite paroisse au faubourg, rue de la Bove; plusieurs petits jardins et maisons situés paroisse Saint-Léger, rue Vilaine, 15 acres de terre labourable situés dans la paroisse du Coudray et 6 livres tournois de rente, « à la charge par ledit « monastère de luy fournir, lors et après sa profession et tant qu'elle vivra, ses vestements, nourriture et tout ce qui luy sera nécessaire, comme « il est accoustumé aux Religieuses Professes de « ladicte maison, à quoi lesdictes dames supérieure

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 189.

« et assistante se sont obligées pour et au nom dudict
« monastère (1) ».

En 1629, Madeleine Le Clerc, veuve de François Le Moine avocat au bailliage et siège présidial d'Evreux fait donation aux Ursulines d'Evreux de 14 acres de terre labourable en plusieurs pièces sises à Sassey pour constituer la dot de Catherine Le Moine sa fille (2).

En 1666 Jacques Mathas l'Aîné, procureur au bailliage de Montmorency et huissier du Conseil de Mgr le duc d'Orléans promet au *Ursulines des Andelys* de leur payer une somme de 4000 livres tournois la veille de la profession de Marie Mathas sa fille, alors pensionnaire audit couvent (3).

Les dots des sœurs de la *Congrégation de Notre-Dame de Vernon* consistent généralement soit en une somme en capital soit en une rente, plus bien souvent des habits personnels, du linge et des habits de novice. Quelques-unes sont reçues pour rien (4).

Le 24 juillet 1641, sœur Anne de la Croix, supérieure des *Augustines de Bernay* reçoit 2000 livres pour la dot promise par un bourgeois de Paris pour la réception de sa fille (5).

En 1737, Claude Jouanin, tuteur principal de Laurence Jouanin sa sœur, novice au prieuré des *Bénédictines de sainte Marie de Bizy à Vernon* constitue une dot

(1) Archives de l'Eure. H. 1545

(2) *Ibid.* H. 1559

(3) *Ibid.* H. 1537

(4) *Ibid.* H. 1592

(5) Veucelin. — *L'antiquaire de Bernay*, n° 98 du 15 avril 1896.

de 175 livres de rente au profit dudit prieuré : « pour
« concourir au louable dessein dans lequel elle est depuis
« longtemps de sacrifier le reste de ses jours à Dieu
« en s'unissant en qualité de religieuse de chœur audit
« prieuré » (1).

Pour toutes ces Communautés, quelle que soit la nature de l'action qu'elles avaient à exercer (enseignement ou charité) les dots de leurs membres restaient leur appartenir en propre et elles pouvaient en disposer comme bon leur semblait.

Il en fut ainsi notamment pour les *Sœurs de la Providence d'Evreux* au cours de leur séjour à l'hôpital de Breteuil.

Le règlement établi par les administrateurs de cet hôpital le 26 avril 1719 et ci-dessus énoncé en la première partie de cet ouvrage stipulait en effet :

« Que les biens qui leur seront donnés (aux sœurs)
« ou qu'elles pourront acquérir à l'avenir ne pourront
« jamais être confondus avec ceux dudit hôpital sous quel-
« que prétexte que ce soit, ni revenir au profit dudit
« hôpital; non plus que les biens de l'hôpital confon-
« dus avec ceux des sœurs, mais que l'intention et des-
« tination des fondateurs et donateurs seront exacte-
« ment et religieusement exécutés.

« Que les biens, arrérages, revenus qui seront donnés
« auxdites sœurs hospitalières ou qui seront acquis par
« elles à leur nom seront reçus par leur supérieure
« pour, par elle être employés à l'usage pour lequel ils

(1) Archives de l'Eure. H. 1506

« seront destinés par les contrats et fondations, dona-
« tions, de laquelle gestion et maniemment elle rendra
« compte tous les ans par devant Monseigneur l'évêque
« d'Evreux et les trois administrateurs et deux sœurs
« anciennes (1) ».

Par contre, quand il s'agissait de groupes de reli-
gieuses nettement détachés d'une Communauté au ser-
vice d'un hôpital ou d'une paroisse et ne formant pas :
« corps de Communauté », ne possédant pas par consé-
quent la faculté d'acquérir, mais vivant et se servant
uniquement pour leur service des revenus de l'établis-
sement auquel elles étaient attachées, il était le plus
souvent stipulé que les sœurs devaient faire « mense
commune » avec les pauvres malades.

Il en fut ainsi notamment pour les *sœurs hospitalières
d'Harcourt* ; aux termes des lettres patentes autorisant
la fondation de l'hôpital et de plusieurs arrêts du Con-
seil, toutes les dots que les sœurs apportaient devaient
être remplacées et constituées au nom des pauvres de
l'hôpital.

Du registre du couvent des sœurs hospitalières d'Har-
court commencé en 1720 et continué jusqu'à la Révo-
lution, il résulte que les dots ainsi apportées par les
religieuses de l'hospice d'Harcourt depuis sa fondation
s'élevaient :

En ce qui concerne les

professes à 23 acres de terre et 57.316 l. 3 s, 6 d.

Les religieuses possédaient

A Reporter : 23 acres de terre et 57 316 l. 3 s, 6 d.

(1) Registre des Délibérations de l'Hôpital de Breteuil.

Report : 23 acres de terre et 57.316 l. 3 s. 6 d.
en outre un bois d'une
contenance de . . . 30 acres
et fournissant une coupe
tous les ans à l'hospice.
A ces sommes il faut
ajouter les dots des
sœurs converses s'éle-
vant environ à . . . 6.000 l.
Total général avant la
Révolution (1) . . . 53 ac, de terre et bois et 63.316 l. 3 s. 6 d.

Il en était de même en ce qui concernait les *sœurs hospitalières de Bernay*. Aux termes du règlement établi comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude pour Léonor de Matignon, Evêque d'Evreux, il était nettement stipulé ce qui suit :

« Les filles et femmes veuves qui, à l'avenir, seront
« reçues audit hôpital apporteront leurs dots, les-
« quelles seront remplacées en leurs noms, en celui des
« autres sœurs et des pauvres sans qu'après la mort
« desdites filles ou veuves il en retourne rien à leur
« famille, mais les pauvres hériteront. »

« Les dites hospitalières recevront les revenus de
« l'hôpital et de leurs dots sans qu'il y ait rien de
« séparé entre elles et les pauvres (2). »

(1) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des religieuses hospitalières d'Harcourt*.

(2) Malbranche, *Notice sur l'hospice de Bernay*. (1861).

III

En dehors des dots, les *dons* entraient également pour une bonne part dans le patrimoine mobilier et immobilier et les revenus des Communautés religieuses.

Ces dons étaient très variés ; ils consistaient parfois en immeubles, mais le plus souvent en sommes d'argent, en rentes, objets en nature, etc...

Le plus souvent, ces dons étaient nets de toutes charges et étaient faits à l'occasion d'un événement quelconque : l'entrée d'une parente dans le couvent, un décès, une nouvelle construction à laquelle on voulait contribuer.

Quelquefois aussi, ces dons constituaient de véritables petites fondations et étaient l'occasion d'une charge correspondante pour la Communauté : entretien d'une personne âgée ou malade, messes à faire dire régulièrement.

Il en résultait parfois qu'avec le temps, le coût de toutes choses augmentant, la charge n'était plus en rapport avec l'importance de la donation. C'est ainsi qu'on fut presque toujours obligé de réduire le nombre des messes par an.

Les sœurs de la Congrégation de la Providence d'Evreux furent ainsi aidées dans leur œuvre d'enseignement et de charité par un grand nombre de dons que leur dévouement suscitait :

C'est grâce en grande partie à un généreux bienfaiteur, M. Mirault qui, déjà, le 3 mai 1719 avait fait don de 60.000 livres pour fonder les écoles de Breteuil, que purent être acquises par les sœurs de la Providence :

La ferme de la Pômmeraye, paroisse de Neaufles sur Risle, achetée au sieur Lallemand par contrat du 19 janvier 1720 ;

La ferme de Damemarie achetée au sieur Georges le 21 juillet 1724, ainsi que d'autres terres achetées à Michel le Long à Condé (au hameau de Nuisement) le 11 juin 1725 ;

La ferme du Chesnay, paroisse de Condé sur Iton, achetée au sieur Bouchard, bourgeois de Rouen par contrat du 16 mars 1724 ainsi que diverses terres à Condé le 17 mars 1724 et le 29 février 1732.

M. Mirault avait notamment affecté tout spécialement 5.000 livres à l'acquisition de la ferme du Chesnay (1).

En 1739, « une personne de piété qui veut taire son nom donne à la Communauté pour le bâtiment :
« 1.200 livres. »

La même année, sœur Lauger, professe depuis 1736 donne environ 1.200 livres. Cette générosité est faite aux conditions suivantes :

« La supérieure, sœur Catherine Damitté, établie sous
« l'autorité de Mgr l'Evêque pour régir tant le temporel que le spirituel, s'engageant de nourrir et entre-
« tenir saine et malade ladite sœur Lauger pendant

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 189

« sa vie, en cas que la Communauté se dissipât, on
« serait obligé de lui remettre laditte somme entre les
« mains pour sa subsistance. »

En 1740, Mad^e Piedvant donne 30 livres pour lui faire
dire une messe « chacun an le jour de la Visitation,
« qui arrive le second jour de juillet » (1).

En 1741, M^{lle} de Vaucel donne 3.000 livres pour
l'école des Baux de Breteuil.

Par contrat passé à Evreux le 15 avril 1741, une
rente de 50 livres avait été créée par les Desperrois de
Combon au bénéfice de Marie Deguerpel ; cette rente est
transportée à Laurent Lalouette le 26 décembre 1744
et par celui-ci à la Communauté le 27 décembre
1744 (2).

Lors de la construction de la maison de la Commu-
nauté, les dons se multiplient pour aider les sœurs à
faire face aux grosses dépenses occasionnées par ces
constructions nouvelles.

Certains font l'objet de reconnaissances écrites ; citons
l'une d'elles :

« Nous soussignées, sœur Françoise Chemin, supé-
« rieure des Filles de la Providence, établies en la
« ville d'Evreux pour l'instruction de la jeunesse, sœur
« Marie Anne Dumoutier assistante, sœur Marie Anne
« Prudence Badin, œconôme, sœur Françoise Laurent
« et sœur Marie Anne Fillette, toutes demeurantes en
« la Communauté audit Evreux, paroisse Saint-Léger,

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*,
Evreux, 1901, p. 188.

(2) *Ibid.*, p. 189.

« autorisées pour l'effet du présent par Mgr Ill. et
« R. R. François de Narbonne Evêque d'Evreux et mes-
« sire Mathieu De Langle, archidiacre et chanoine
« d'Evreux nos Supérieurs, reconnaissons avoir reçu de
« très haute et très puissante dame Margueritte Renée
« Fournier, veuve du très haut et très puissant sei-
« gneur Mgr Gaspard Boniface Constantin, Vicomte
« de Castellane, demeurant à Paris, rue Montmartre,
« paroisse Saint-Eustache, fille de dame Margueritte
« Dessables, veuve de M. Jean Fournier, commandant
« dans les quartiers de Limonade et bois de lances, isle
« Saint-Dominique et exécutrice de son testament passé
« à Paris le 6 avril 1744, la somme de 4000 livres.....
« pour laquelle nous nous obligeons de faire dire et
« acquitter dans notre chapelle à perpétuité trois
« messes basses les dimanche, mardi et jeudi de chaque
« semaine à l'intention..... et pour valoir de reconnais-
« sance de laditte somme nous soumettons de lui
« remettre copie, signée de nous, et approuvée de
« Mgr l'Evêque d'Evreux et de M. l'Abbé De Langle du
« présent acte.

« Fait à Evreux ce 22 septembre 1779. »

(suivent les signatures)

Au bas de ce même acte, l'Evêque d'Evreux avait ajouté son approbation dans cette teneur :

« François de Narbonne des Vicomtes de Narbonne
« par la permission divine et l'autorité du Saint Siège
« Apostolique, évêque d'Evreux, conseiller du Roy en
« tous ses conseils, premier Aumônier de madame Vic-
« toire, avons autorisé et autorisons la délibération des

« sœurs de la Providence ; permettons qu'elle ait et
« porte son entier effet ; ordonnons que les messes men-
« tionnées seront acquittées aux désirs des fondateurs
« et conformément à l'acte énoncé.

« Donné à Evreux, en notre Palais épiscopal sous
« notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing
« du secrétaire ordinaire de notre diocèse, le 3 octobre
« 1779.

François, Evêque d'Evreux. »

Le 31 janvier 1781, sœur Françoise Chemin et les autres sœurs du Conseil signent un reçu pour une somme de 2500 livres provenant de « M^e Marin Cyprien Lieudé
« de Sepmenville, écuyer-secrétaire du Roi. Seigneur et
« patron du Val David, Bois Hubert, Le Fay et autres
« lieux, demeurant à Evreux, rue et paroisse Saint-
« Denis. »

Le 22 février 1781, sœur Françoise Chemin, sœur Marie Morand assistante et sœur Antoinette Delgrue économiste, reçoivent des mains du sieur Thomas Gaultier, vicaire de Surtauville, la somme de 1000 livres pour aider à continuer la bâtisse commencée et nécessaire à la Communauté.

Le 16 janvier 1782, sœur Françoise Chemin, supérieure, sœur Marie Morand assistante et sœur Marguerite Prévost dépositaire donnent reçu de 4500 livres pour aider à continuer la bâtisse commencée, à « M^e Nicolas Claude Portel, avocat au Parlement, conseiller du Roy, élu en l'élection d'Evreux, y demeu-

« rant rue Saint-Louis, paroisse de Notre-Dame de la Ronde (1). »

Le 24 juin 1784, mère Chemin reçoit de Madeleine Jeanne Hervieu née comme elle à Saint-Pierre d'Iray, la somme de 2000 livres.

Le 30 septembre 1788, mère Chemin et les sœurs de son Conseil reconnaissent avoir reçu de Marie et Marguerite Duchaussois dites Marquis, de Cruley près Laigle, la somme de 960 livres « pour aider à payer « charpentier, menuisier et serrurier qui avaient travaillé et fourni leurs marchandises pour la construction de la maison (2) ».

Les dons d'immeubles, bien que moins fréquents ne sont pas rares.

C'est ainsi qu'en 1624, Marie Deschamps, héritière universelle de Guillaume Deschamps et de Jacqueline Le Pescheur fait donation aux *Sœurs Ursulines d'Evreux*, du tiers de ses biens immeubles (3).

Une fille du Président Aubert étant entrée en religion chez les *sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Vernon*, le Président voulut contribuer à l'agrandissement du couvent où les Dames de la Congrégation étaient à l'étroit et leur fit don en 1714 d'une propriété appelée le Trou comprenant un enclos de six acres environ borné par le chemin de Montigni, le chemin de Bizi et un sentier allant du chemin de Montigni à

(1) Chanoine Langlois, *Histoire de la Congrégation de la Providence Evreux*, 1901, p. 277.

(2) *Ibid.*, p. 307.

(3) Archives de l'Eure, H. 1541.

Bizi. Le fief se composait en outre de 28 acres de terres labourables.

Les dames de la Congrégation se fixèrent en 1722 dans la ferme du Trou qu'elles tinrent du Président en pure roturè moyennant 5 sols de rente seigneuriale à cause de son fief. Le retard qu'elles avaient mis à prendre possession de ces biens s'explique sans doute par la nécessité de faire construire une maison conventionnelle assez vaste (1).

A Thibouville, le seigneur de Thibouville et sa femme assurent le logement des deux *sœurs de Saint-Vincent de Paul* et leur allouent à chacune d'entre elles pour leur subsistance et leur entretien 100 livres par an, plus 100 livres à elles deux conjointement pour l'achat de médicaments et autres choses nécessaires aux pauvres.

Onze ans plus tard, la veuve du seigneur de Thibouville complète l'œuvre charitable de 1694 par un contrat passé à Paris le 31 mars 1705 au parloir de la maison de Saint-Lazarre et constitue une rente de 400 livres au capital de 8000 livres.

Sur ces 400 livres, 70 sont destinées aux médicaments, drogues, et autres choses nécessaires pour les malades; 30 livres doivent être employées au bouillon et autre nourriture pour les pauvres malades et les convalescents. Les sœurs doivent tenir un registre qu'elles représentent au seigneur d'Herbigny, registre indiquant

(1) Edmond Meyer, *Histoire de la ville de Vernon* (1876), t. II, p. 368.

leurs dépenses, les recettes des quêtes et les distributions de médicaments aux personnes qui les ont payés (1).

Peu de temps avant sa mort, la princesse d'Harcourt fit plusieurs donations importantes aux *sœurs hospitalières d'Harcourt* : 1° 70 livres de rentes afin de célébrer trois messes chaque semaine ; 2° 130 livres de rentes « pour un maître d'école dans le bourg » données à l'hôpital, à condition de nourrir le chapelain chargé de cette fonction (22 septembre 1708) ; 3° outre les 6.000 francs déjà offerts, la construction des bâtiments, les meubles, etc... estimés 10.000 francs, elle ajouta une somme de 12.000 francs pour 33 orphelines et 4 religieuses par un nouveau contrat du 4 avril 1714, (Archives d'Harcourt B⁴) (2).

A Bernay, M^{me} de Ticheville voulut aussi assurer l'avenir de son œuvre et de celle des *Religieuses hospitalières* et sut y intéresser plusieurs personnes :

En 1698, une personne qui veut rester inconnue, donne une somme de 2.000 livres dans le but de fonder à l'hôpital un lit qui sera appelé le lit de Saint-Joseph et sera occupé par un pauvre malade de la ville.

En 1717, Pierre Cabarin, prêtre, curé de Marolles en Brie et ses deux sœurs Geneviève et Marie font donation d'une somme de 1200 livres à la charge par l'hôpital d'une rente viagère de 100 livres sur la tête

(1) Veulin. *Les filles de la charité de Saint Vincent de Paul à Thibouville, Brionne*, 1913, p. 3.

(2) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des Religieuses hospitalières d'Harcourt*.

des deux sœurs donatrices, laquelle rente serait réduite à 60 livres lors du décès de celles-ci et servie à ce dernier chiffre jusqu'à la mort du sieur Cabarin.

En 1719, les mêmes font don d'une pareille somme de 1200 livres à de semblables conditions. Plus tard, encore en 1741, le même bienfaiteur, Pierre Cabarin, lègue à l'hôpital une somme de 9000 livres à la charge de recevoir gratuitement 2 religieuses de chœur.

En 1733, Marie-Thérèse de Prie, mue de piété et de dévotion, fait donation d'une somme de 3000 livres dont 1100 livres en numéraire et le surplus en deux rentes ; cette donation a pour but la fondation d'un lit en l'honneur de sainte Thérèse en faveur d'un malade qui serait désigné par l'aîné de la maison de Prie.

En 1739, Nicolas Champion, de la paroisse de Notre Dame de la Couture fait don de 200 livres pour avoir part aux prières des pauvres et parce que lui et sa femme jouiront, leur vie durant, d'une petite portion du manoir Barou, désignée dans l'acte (1).

IV

Les immeubles constituaient pour beaucoup de Communautés une grande partie de leur avoir et une des sources principales de leurs revenus.

(1) Malbranche. *Notice sur l'hospice de Bernay* (1861), p. 31

Ces immeubles leur provenaient de fondations, de donations, ou d'acquisitions, mais le fameux édit d'août 1749 interdit aux Communautés religieuses de faire des acquisitions d'immeubles sans autorisation spéciale et celles-ci deviennent très rares; nous n'en avons pas trouvé en effet depuis cette date jusqu'à la Révolution.

En dehors des immeubles à elles provenus de fondations ou de donations comme nous l'avons déjà vu, les *sœurs de la congrégation de la Providence d'Evreux* font de nombreuses acquisitions :

Le 30 juin 1727, Claude Damitte de Combon, vend aux sœurs de Caër onze pièces de terre ;

Le 17 avril 1739, Anne Devalle, veuve d'Adrien Girard vend 5 acres de terre, paroisse du Plessis-Mahiet.

Le 5 mai 1739, Charlotte Damitte vend 4 pièces de terre sises à Combon ;

Le 8 mai 1739, Marguerite Hardouin, veuve de François Deconbert, vend aux sœurs de Caër 31 pièces de terre, paroisses de Barquet et des Authieux.

Le 26 octobre 1739, on achète à Eustache Goupil, 11 acres 10 perches de terre en 24 pièces sises paroisses des Authieux, Barquet, le Plessis-Mayet, la Hunière, Combon et Bosc-Roger.

D'autres terres sont acquises afin de pourvoir à l'entretien des écoles ainsi en est-il dans les paroisses de la Pyle, Ailly, Le Troncq et Emanville (1).

(1). Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 189; registres de la Communauté. Acquisitions et biens.

En 1624, les *Ursulines d'Evreux* achètent par l'intermédiaire de M. Jean Lejau, haut doyen de l'église cathédrale d'Evreux qui contribua puissamment à l'établissement de ce nouveau couvent « un ou plusieurs « corps de logis où pend pour enseigne : « Ledauphin » « sis en partie sur la paroisse St-Léger et en partie sur la paroisse St-Pierre pour le prix de 2.300 livres ». Elles en font le siège de leur maison.

En 1628, elles s'agrandissent en achetant de Nicolas Duval, contrôleur des titres en la vicomté d'Evreux et de Mathieu Duval, son frère, une maison sise paroisse St-Pierre et attenant à leur couvent, moyennant le prix de 2800 livres.

En 1630, nouvel agrandissement par l'acquisition sur Pierre Béchet, de plusieurs maisons « tant sur la « Grande Rue, pavé du Roi qu'au derrière du lieu, « situées Paroisse St-Pierre et attenant d'un côté et d'un « bout au couvent des Ursulines. »

D'autre part, les religieuses Ursulines reçoivent diverses donations, notamment, comme nous l'avons déjà vu, de Marie Deschamps, du tiers de ses biens immeubles.

Dans les années suivantes, les Ursulines continuent leurs acquisitions. En 1633, elles achètent le fief noble et seigneurie de Long Buisson, huitième de fiefs sans cour ni usage sis en la paroisse de Notre-Dame de la Ronde, proche la ville ; en 1649, de Jacques de Cherville, président en l'élection d'Evreux, procureur fondé de pouvoirs, de Louis Bras de Fer, écuyer, sieur du Val, une prairie contenant 7 vergées située paroisse St-Gilles,

bornée d'un côté : la rivière du roi ; d'autre côté : le chemin de Conches ou les pâtures dépendantes de l'abbaye de St-Taurin d'Evreux. En 1685, une pièce de terre sise paroisse St-Léger, enfin plusieurs maisons qu'elles afferment à divers locataires.

Les Ursulines d'Evreux devinrent en peu de temps une des Communautés les plus riches de la contrée. En outre des biens qu'elles avaient acquis dans la ville, elles possédaient des terres dans les paroisses de Caugé, Claville, Le Cormier, Berniencourt, Le Coudray, Coudres, Fontaine-sous-Jouy, Gauville, Bernienville, Guichainville, Houetteville, Bérengeville la Campagne, Miséreay, Quittebeuf, Saint-Germain des Angles, Saint-Luc, Saint-Marcel, Sassey, la Sôgne, Thomer, etc... ; En 1728, tous ces immeubles leur rapportaient 2985 livres par an.

En 1746, les Ursulines achevèrent la construction de leur église et les actes de l'époque constatent qu'il n'y avait point dans la ville et dans le diocèse aucun couvent aussi beau que le leur.

Par suite de la construction de la route de Rouen à Evreux en 1784, les Religieuses Ursulines virent démolir toute la partie de leurs bâtiments subsistant dans la rue Saint-Léger et en firent construire de nouveaux sur le terrain qu'elles possédaient dans la rue du Pellerin au Cornet, appelée aussi rue des Ursulines (1).

Les Ursulines de Gisors, en dehors de leur couvent comprenant : église, cours, jardin, dortoirs, réfectoires,

(1) P. Duchemin. *Le département de l'Eure avant la Révolution*, p. 288 ; Archives de l'Eure. H. 1538 à 1562.

classes, et autres bâtiments, le tout clos de murs contenant au total deux arpents environ, possèdent des terres sur Arthies, Bazincourt, Forêt-la-Folie, Ginancourt, Gisors, Chambords, Neaufles, Vesly, Villers-sur-Trie, Flavacourt et Eragny (1).

Les Ursulines de Pont-Audemer possèdent un corps de ferme à Martinville, 17 acres de terre à la Ruelle et 3 à Corneville qui leur rapportaient un revenu de 1954 livres (2).

Les Ursulines des Andelys possèdent plusieurs maisons aux Andelys et de nombreuses pièces de terre sur les dimages de Villers et de Radeval, à Boisemont (triaux de Frenelles et de Léomesnil), à Corny (triaux de la Maladrerie), à Daubeuf, à Forêt, à Fresne-l'Archevêque, à Guiseniers, Villiers, Hennezis, et Harquency, à Guitry, au hameau de Cantelou, au dîmage d'Harquency, à Vatteville et à Heuqueville (3).

Il résulte d'une déclaration que fournissent le 5 septembre 1717 « au Roy et à Nosseigneurs de la Cour
« des Comptes, aides et finances de Rouen, noble dame
« Suzanne de Romé de Vernouillet, prieure du cou-
« vent de Saint-Charles, établi en la ville de Lyons.
« ordre de Saint-Benoist, sœur Magdelaine de la Gran-
« dière, sœur Françoise Quesnel de Saune et sœur Marie
« Gobé, religieuses professes audit couvent, tant pour
« elles que pour les autres dames religieuses dudit

(1) Archives de l'Eure. H. 1564, 1566 et suivantes.

(2) A Canel. *Histoire de la Ville de Pont-Audemer* (1885), t. II, p. 163.

(3) Archives de l'Eure. H. 1526 et 1527.

« couvent, des maisons, église, terres labourables, bois
« taillis et jardins et prairies à eux appartenantes »
que les *Bénédictines d'Andely* et les *Bénédictines de Lyons réunies*, étaient propriétaires, outre des maisons et
bâtiments dépendant du monastère sis à Lyons, de
30 acres de terres labourables, vulgairement appelées
Le Manoir avec une acre de prairie sises dans la
paroisse du Mesnil-Lieubray.

De nombreux titres de propriété et une déclaration
du 1^{er} octobre 1725 établissent en outre que lesdites
sœurs possédaient un grand nombre d'immeubles sur
les Andelys, Provémont, Touffreville, Ecouis, Tosny,
Cantelou, Harquency, Frêne l'Archevêque, la Bucaille,
Hennesis, Mézières, Sursy, Nézé, Forest, Guitry, Vil-
lers en Vexin, Boisemont, Chauvincourt, Farceaux, Gui-
seniers, Mesnil-Lieubray, Mussegros, Rosay, Le Thil
et Bernières (1).

*Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Ver-
non* possèdent des terres sur Civières, Corbie, Guitry,
Haricourt, Mezières, Poissy, Tourny, Vernon, qui leur
rapportent 1337 livres par an (2).

En 1648, les *Religieuses Augustines de Bernay* achètent
de Marie Plessis, veuve de Jacques Thuret, président
en l'élection de Bernay, et par André Thuret son fils,
conseiller du Roi en l'élection de Bernay, une ferme
sise dans la paroisse de Capelles consistant en 36 acres
tant en manoirs, clausages que terres de labour pour
le prix de 16.000 livres tournois en principal et

(1) Archives de l'Eure. H. 1476 et 1477.

(2) *Ibid.* H. 1580.

150 livres de vin. Dans le cours du xvn^e siècle, les Augustines de Bernay font l'acquisition d'autres pièces de terre sur la même paroisse.

En 1785, elles donnent à bail à ferme à Nicolas Rozay laboureur, « leur terre et ferme, nommée la « ferme de la Pluvinière composée de masure, bâtiménts, murs, hayes et arbres dessus estans, terres « de labour et bois taillis, située sur la paroisse de « Saint-Laurent-des-Grès et paroisses circonvoisines « avec un pré situé dans la vallée et paroisse de « Réville » moyennant un prix de fermage annuel de 1.350 livres.

En 1789, elles louent à Jean Mabire, chandelier épiciier à Saint-Victor de Chrétienville, 2 pièces de terre labourables contenant 1 acre sises dans ladite paroisse, moyennant un fermage annuel de 50 livres et 2 chapons (1).

De la « déclaration du bien et revenu appartenant « au couvent des *religieuses de l'Annonciade de Gisors* » rendue au Roi et à la Chambre des Comptes de Normandie le 4 décembre 1669, il résulte que « le couvent desdites dames est situé en la ville de Gisors, « rue de Paris, de circuit en total d'un arpent de terre « dix-huit perches et demie où il y a église, chapitre, « dortoir, réfectoire, cloistre, logement des religieuses, « autre logement pour les religieux confesseurs et des « filles servantes, cours, jardins, bornés d'un côté : le « sieur de Thierceville, d'autre côté : les représentants

(1) Archives de l'Eure. H. 1472 à 1474.

« Robert de la Boissière ; d'un bout : ladite rue, et
« d'autre bout : Nicolas Aduyne ».

Aux termes de cette déclaration, les religieuses possédaient en outre 5 maisons, 133 arpents de terre plus 25 acres et le moulin de Tuchosdeau qui devait 40 boisseaux de blé et 20 d'orge par an.

Une déclaration de nouveaux acquêts faite par les mêmes religieuses le 26 avril 1688 constate l'existence :

De 27 acres ou environ tant en maison, mesure que terres labourables assises audit Quittry et lieux circonvoisins acquis par lesdites dames de maître Nicolas Thomas, prêtre, curé de Gisors, Henry Thomas, chanoine d'Escouys, Joseph et François Thomas Lecuyer, François de Cassan, Ecuyer, sieur de Champray et de damoiselle Françoise Thomas sa femme, par contrat passé devant Philippe Picquet et Gérard de Nayville notaires à Gisors, le 5 juillet 1680 moyennant la somme de 7.600 livres de principal ;

Et de 67 arpents ou environ tant en maison, terres labourables, que pré assis aux villages de Neaufle et Dangu, acquis par lesdites religieuses de Louis Le Cellier marchand demeurant en la ville de Paris par contrat passé devant Dubois et son compagnon notaires à Gisors le 20 septembre 1682, moyennant la somme de 7.500 livres.

Les Annonciades de Gisors ont en outre des terres à Bézu, Chambords, Lottainville, Chaumont, Locou-

(1) Archives de l'Eure. H. 1443 et 1470.

ville, Delincourt, Doudeauville, Eragny, Géricourt, Gisors, Grisy, Guitry, Montjavoult, Neuf-Marché, Nogeon-le-Sec, Osny, Reilly, Tierceville, Tourly, Trye, Château-Vesly, Villers-sur-Trye (1).

Les hospices dont les biens se confondaient avec ceux des religieuses qui y étaient attachées possédaient également très souvent de nombreux immeubles.

C'est ainsi qu'il résulte d'une déclaration fournie par les *Religieuses Augustines de l'hospice d'Harcourt* le 6 mars 1790 que cet hospice possédait des terres sur les Communes d'Harcourt, Calleville, La Haye de Calleville, Thibouville, Beaumont-le-Roger, Beaumontel, Barc, Le Tremblay, Sainte-Opportune-la-Campagne, Groslay, Goupillières, Crosville, Saint-Aubin d'Ecrosville, l'ville, Marbeuf, Combon, Epreville, Villez, Brionne, Berthouville, Boisney, Neuville en Lieuvin, Annebaut, Pont-Audemer, Gros Theil, Thuit-Anger, Thuit Simer, Malleville sur le Bec, Saint-Léger du Gennetey, Saint-Eloi de Fourques, Bonneville, Orival (Seine-Inférieure), Elbeuf, soit en tout : 226 acres 2 vergées 5 perches rapportant 7.630 livres 10 sols (2).

L'hôpital général de Bernay dirigé et tenu par les *sœurs hospitalières* possédait des biens fonds qu'elles faisaient valoir, estimés à 3.000 livres de revenus ; les biens affermés rapportaient 2.250 l. 10 s. 3 d. (3).

(1) Archives de l'Eure. H. 1443 et 1470.

(2) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des religieuses hospitalières d'Harcourt*.

(3) Paul Duchemin. *Le département de l'Eure avant la Révolution*, t II, p. 322.

V

On est trop porté à croire aujourd'hui que les fortunes avant la Révolution étaient presque uniquement immobilières ; or, il n'en était pas ainsi ; la fortune mobilière existait déjà à cette époque et pour une part très importante.

Elle était constituée surtout, il est vrai, par ce qu'on appelait les « constituts ».

Le « constitut » était un acte notarié aux termes duquel une partie vendait à une autre une rente de *tant*, au denier *tant* (c'est-à-dire au taux de *tant*) pour un prix de *tant*.

Tantôt, c'était un prêt ou un emprunt déguisé ; les Communautés de femmes notamment avaient quelquefois besoin de fonds importants, par exemple, quand il s'agissait de construire ; tantôt c'était un simple placement qui servait notamment à employer et à rendre productives les dots parfois nombreuses et importantes des Communautés.

Ces « constituts » étaient négociés tantôt, et le plus souvent au début, avec des particuliers, tantôt et le plus souvent à la fin avec les pouvoirs publics ou d'autres communautés.

Le fameux édit de 1749 avait en effet interdit aux Communautés de négocier des « constituts » avec des particuliers, ce qui fait qu'au moment de la Révolution,

les Communautés possédaient beaucoup plus de titres publics que de titres privés.

Les constituts avec les pouvoirs publics étaient des sortes de rentes sur l'Etat : sur les Tailles, sur les Aides et Gabelles, sur l'Hôtel de Ville de Paris, ou encore sur les Etats de telle ou telle province ou sur le clergé de France.

Le taux a naturellement varié : au début du xvii^e siècle, il est généralement au denier 16, soit 6,50 %, puis au denier 18, soit 5,50 % à partir de 1679. Le système de Law le fit baisser au denier 50 soit 2 % en 1720, mais, dès 1725, il se releva au denier 20 soit 5 % et se maintint à ce niveau jusqu'à la Révolution, sauf une courte période de 4 ans (1766-1770) où il fut au denier 25 soit 4 % (1).

Nous n'avons pas trouvé trace de constituts en faveur des *Sœurs de la Congrégation de la Providence d'Evreux*.

Par contre, les *Ursulines d'Evreux* touchaient ainsi 1.075 livres de revenu par an, notamment sur le clergé d'Evreux et divers particuliers (2).

D'une déclaration fournie au Roi et à la Chambre des comptes de Normandie le 31 juillet 1725 par les *Ursulines de Gisors*, il résulte que ces dernières touchaient par an 200 livres sur l'Hôtel de Ville remboursables au denier 40 et 140 livres sur les tailles remboursables au denier 50.

(1) B. Pocquet du Haut-Jussé. *La vie temporelle des Communautés de femmes à Rennes au xvi^e et au xviii^e siècles*, p. 101, 102, 103.

(2) Archives de l'Eure. H. 1539.

En 1791, les Ursulines de Gisors avaient à percevoir sur les caisses publiques :

110 l. 1 s. 5 d. rembours. au den. 20 moyen.	2201 l. 8 s. 4 d.
140 l. — — — — —	2800 l.
157 l. 10 d. — — — — — 40	6300 l.
200 l. — — — — —	8000 l.
25 l. — — — — —	1000 l.
180 l. — — — — — 20	3600 l.
25 l. 10 — — — — —	510 l.
150 l. — — — — — 40	6000 l. (1).

Les *Annonciades de Gisors* touchaient ainsi près de 5000 l. de rentes, constituées notamment sur les Tailles, sur l'ancien clergé, sur le clergé, sur les Etats de Bretagne, sur le Roi, sur les aides et Gabelles, sur les Etats du Languedoc et sur des particuliers.

Une de ces rentes, de 142 l. 16 avait été constituée devant les notaires de Paris le 1^{er} avril 1731 par « les « députés des anciens Jurés, vendeurs de poisson de « mer frais et salé et d'eau douce de ladite ville (2). »

Les Bénédictines de Vernon percevaient par an :

23 livres 4 sols sur les tailles des Andelys ;

685 livres de rente sur l'Hôtel de Ville de Paris ;

900 livres de rente sur le clergé de France ;

150 livres de rente sur le domaine de Vernon ;

et 300 livres de rente sur le duc de Penthièvre (3).

Enfin, les Communautés possédaient souvent dans leurs couvents et leurs chapelles des objets mobiliers

(1) Archives de l'Eure. H. 1577.

(2) *Ibid.* H. 1470.

(3) *Ibid.* H. 1507.

et des ornements de grande valeur, notamment de l'argenterie.

C'est ainsi que nous avons trouvé la note suivante concernant l'argenterie de la chapelle des *Ursulines d'Evreux*, envoyée à la fonte en 1759 :

« Le Roy ayant besoin d'argent fit porter son argenterie à la monnaie; bientôt, ses sujets suivirent son exemple : les seigneurs de la cour, les chapitres, les Abbayes, les Communautés de l'un et de l'autre sexe, et la plupart des personnes d'un certain estat à l'envie l'un de l'autre portèrent leur vaisselle d'argent et toute leur argenterie à la Monnaie... Mesdames les Ursulines en ont donné pour leur part 42 marcs, 11 onces, 6 gros estimés à 2294 livres » (1).

VI

Certaines Communautés disposaient encore comme ressources des pensions des pensionnaires et des élèves.

D'un mémoire statistique du Département de l'Eure adressé au Ministre de l'Intérieur d'après ses instructions par M. Masson Saint-Amand, Préfet de ce département(2), il résulte que :

Les Ursulines d'Evreux avaient :

25 filles pensionnaires payant chacune 300 livres par an.

Les Dames de la Comté de Bernay :

(1) Archives de l'Eure H. 1502.

(2) Archives de l'Eure;

20 filles pensionnaires payant chacune 320 livres par an.

Les Ursulines de Pont-Audemer :

25 filles pensionnaires payant chacune 320 livres par an.

Les Carmélites de Pont-Audemer :

13 filles pensionnaires payant chacune 300 livres par an.

Les Ursulines de Gisors :

17 filles pensionnaires payant chacune 280 livres par an.

Les Dames de la Miséricorde de Louviers :

30 filles pensionnaires payant chacune 200 livres par an.

Et les Bénédictines de Verneuil :

50 filles pensionnaires payant chacune 250 livres par an.

En 1783, le coût de pension d'une fillette à la Providence d'Evreux était de 180 livres par an ;

En 1789, le coût de pension d'une fillette chez les sœurs de l'Agrégation de Notre-Dame de Bernay était de 200 livres par an (1).

Suivant une déclaration envoyée au Conseil le 15 janvier 1728 par les Ursulines d'Evreux (2),

Les petites pensionnaires à raison de 45 escu par

tête, rapportaient par an 1485 livres

Les dames retirées 440 livres

Une pensionnaire à vie 400 livres

Soit ensemble 2325 livres

En 1727, les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Vernon avaient 23 petites pensionnaires et une dame retirée rapportant ensemble par an 3824 livres (3).

(1) Notes de M. Guillemare bibliophile à Evreux ;

(2) Archives de l'Eure. H. 1539.

(3) Archives de l'Eure. H. 1580.

VII

Les communautés de femmes trouvaient aussi souvent dans de petites industries particulières ou les travaux du jardin, un appoint appréciable à leurs revenus.

C'est ainsi que les *Ursulines d'Evreux* avaient deux jardins qu'leur rapportaient par an, environ 500 livres (1).

Les registres de comptabilité des *sœurs hospitalières d'Harcourt* contiennent des détails intéressants sur l'industrie de la dentelle jusqu'alors inconnue dans ce pays.

On y voit les dépenses nécessitées par l'achat de la matière première et du matériel : fil, épingles, fuseaux, toiles pour métiers, cartes et patrons. En 1696, il avait été ainsi payé pour les cartes : 3 l. 12 s. ; pour 64 douzaines de fuseaux : 6 l. 8 s. ; pour 2 milliers d'épingles : 18 sols. En l'année 1700, le fil se payait l'once de 3 livres 12 sols à 5 l. 6 deniers.

Les recettes, dès la première année s'élevèrent à 169 livres ; en 1697 à 186 l. 2 sols. L'aune de petite dentelle se vendait de 18 sols 6 deniers à 1 livre 8 sols. A la mort de la princesse (12 Avril 1715) la manufacture disparut (2).

De même une administration sage et économe per-

(1) Archives de l'Eure. H. 1539.

(2) Chanoine Guéry. *Annales de la Communauté des Religieuses hospitalières d'Harcourt*.

mit aux *sœurs hospitalières de Bernay*, de rendre d'immenses services à la classe malheureuse de la ville. Une manufacture y fut établie pour occuper les nombreux enfants orphelins ou abandonnés qui y étaient reçus ; les garçons étaient installés à la fabrique des frocs, les filles faisaient des travaux d'aiguilles et de la dentelle.

Les registres de comptabilité donnent également ici d'intéressants détails sur cette manufacture. Dans les dépenses de 1697 et 1698 figurent celles relatives aux cartes, fil, fuseaux, épingles pour la dentelle. A partir du 7 juin 1697, il est fait mention de l'argent reçu « du travail et manufacture de l'hôpital ». Pour les filles, il est écrit : « Au mois de Novembre, nous avons « vendu des dentelles pour la somme de 54 livres ; le « 30 mars 1698, reçu de la vente des dentelles : « 44 livres ; au mois d'août, nous avons vendu des dentelles pour 106 l. 4 s. 6 d., au mois de Novembre, « pour 90 l. 10 s. ; tous les enfants capables de faire « de la dentelle y sont employés.. »

Par la suite, la manufacture de la dentelle de l'hôpital ne tarda pas à décroître ; En 1703 la vente des dentelles ne s'élève plus qu'à 105 l. 6 s. ; une partie des petites filles filait pour faire de la toile. En 1747, à la mort de M^{me} de Ticheville, la manufacture, tant de dentelles que de frocs était depuis longtemps abandonnée ;

En 1781, une partie des enfants apprenait à filer de la laine pour faire des étoffes servant à l'entretien de la maison ; l'autre filait de la filasse pour faire du gros

linge. Le produit de l'ouvrage des petites filles occupées à filer du lin provenant de la ferme que l'hôpital faisait valoir, pouvait s'élever à 1.000 livres.

Les administrateurs de l'hôpital constataient que
« par le bon ménage et l'économie existant dans la
« maison, les revenus suffisaient aux besoins des pauvres, des malades et des enfants qui y étaient instruits, soignés et gouvernés à la satisfaction des
« Curés et de toute la ville, parce qu'on trouvait
« beaucoup de ressources dans le faire valoir comme
« blé, fruits, pois, fèves, lin, chanvre, laitage, œufs,
« veaux, porcs et légumes ; les ressources étaient d'autant plus considérables qu'il y avait plusieurs saisons dans l'année où les âgés des garçons et des
« filles allaient sous la conduite des hommes et des
« sœurs données, sur les grains écaillouter les terres,
« cueillir les lins, chanvres et fruits, glaner, engerber,
« faner les foins, ce qui diminuait beaucoup la dépense
« tout en leur apprenant les travaux de la culture (1). »

Pour se chauffer, les Communautés pouvaient généralement assez facilement s'approvisionner en combustible dans les forêts et bois environnants.

C'est ainsi qu'en juin 1657, Louis XIV accorde des lettres patentes donnant aux *Bénédictines de Lyons*
« établies au milieu d'une des plus belles grandes
« forests de notre Royaume où le bois se vend fort
« modiquement », le droit de prendre gratuitement
pour leur chauffage dix cordes de bois dans la Forêt

(1) P. Duchemin. *Le Département de l'Eure avant la Révolution.*
Tome II, p. 321 et 322.

de Lyons à la charge de faire dire tous les ans dans leur monastère, le jour anniversaire de la naissance du Roi, un service « pour demander à Dieu qu'il lui « plaise nous départir sa sainte protection et faire « jouir nos subjects de la paix que nous leur désirons (1). »

Enfin, il y avait les aumônes qui constituaient parfois la principale sinon l'unique ressource de certaines Communautés, surtout de ces groupes de religieuses qui, même pas attachées à un établissement hospitalier déjà existant et riche par lui-même étaient simplement appelées par la population d'une paroisse pour secourir les pauvres malades de la localité.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les *sœurs de saint Vincent de Paul à Bernay*, les Abbés ont toujours suppléé aux capitaux et revenus qui leur manquaient « en « leur confiant la distribution de leurs aumônes et en « les autorisant d'y prendre tout ce qui serait nécessaire pour leur subsistance et pour leur entretien. « Les sœurs de charité avoient en outre la distribution « de sept cents et quelques livres de revenu, de donations faites aux pauvres en leurs personnes et par « elles acceptées pour et au nom des pauvres, savoir « 500 livres pour ceux de la paroisse de Sainte Croix et « 200 livres pour ceux de Notre-Dame de la Couture. »

Les aumônes de l'Abbaye consistaient en 156 boisseaux de blé froment et 400 livres d'argent (2).

(1) Archives de l'Eure, H. 1488.

(2) Extrait d'une copie d'une supplique adressée par l'Abbé de Bernay à Louis XIV. conservée dans les Archives de Maison de Charité de Bernay et reproduite par Veucelin : « St Vincent de Paul à Bernay en 1650. »

TROISIÈME PARTIE

LES CHARGES

- I. — *Les Contributions, les Emprunts ;*
- I. — *Les charges des fondations ;*
- III. — *Les impôts ;*
- IV. — *Les dépenses courantes ;*
- V. — *Les balances des comptes ; les demandes de secours ;*
- VI. — *Conclusion.*

I

Si les Communautés de femmes disposaient parfois de biens et de revenus considérables, nous allons voir qu'elles avaient aussi des charges très lourdes et que la balance des comptes, en définitive, chaque année, ne leur était pas souvent très favorable, quand, au contraire, elle ne constituait pas un déficit.

Une des charges les plus lourdes qui pesaient sur les communautés étaient les constructions nécessaires pour abriter les religieuses et leurs services.

Les capitaux indispensables pour ces constructions n'étaient pas en effet toujours fournis par de généreux

fondateurs et bienfaiteurs. Bien souvent, ceux-ci ne fournissaient que le terrain ou des terres, des fermes dont le revenu pouvait servir à faire vivre la communauté, mais non à édifier les locaux dont elle avait besoin.

Quelquefois cependant, des bâtiments, des maisons étaient donnés, mais ils devaient toujours subir des transformations importantes, nécessaires à leur destination.

Une seule solution se présentait : emprunter.

C'est ainsi que les *Sœurs de la Providence d'Evreux* qui n'avaient été qu'en partie indemnisées du grand dommage qu'elles avaient subi par le fait de la nouvelle route de Rouen traversant leur propriété, durent emprunter pour continuer la construction de leur nouvelle maison interrompue un moment, faute de ressources.

D'une délibération confirmée par M. de Langle le 1^{er} mars 1781, nous extrayons ce qui suit :

« Nous soussignées Sœurs de la Providence établies à Evreux par lettres patentes, assemblées, avons
« délibéré et arrêté sous le bon plaisir de Mgr l'Évêque et M. de Langle.... d'emprunter une somme de
« 8.000 livres qui nous est offerte pour être employée
« à continuer le bâtiment déjà commencé et le mettre
« à l'abri des pluies et autres intempéries de l'air jusqu'à ce que la Communauté se trouve en état d'en
« achever l'entière construction et de se procurer un
« logement suffisant. »

Le 10 octobre 1781, M^{me} Marie Anne Bouilly prête aux sœurs 600 livres.

A son tour « M^e Jean Pierre Busot avocat à Evreux,

y demeurant, paroisse de Notre-Dame de la Ronde » fait un prêt de 1.000 livres le 14 mars 1782 (1).

Le 2 mars 1788, M^{lle} Espérance Pomarette prête 500 livres.

Le 30 décembre de la même année, Mère Chemin, supérieure de la Communauté signe un acte pour reconnaître les sommes diverses qui lui ont été remises par plusieurs religieuses dans le but de soutenir ses efforts dans la lourde charge du moment; cette reconnaissance de dette est ainsi conçue :

« Je soussignée Françoise Chemin, supérieure de la
« Providence d'Evreux, reconnais que j'ai fait des
« emprunts aux sœurs cy-dessous dénommées pour
« m'aider à la bâtisse que j'ai fait faire sur mon fond,
« par moi acheté de mes deniers particuliers, place
« Saint-Léger; lesquelles sommes m'oblige moi ou mes
« héritiers leur remettre, provenant lesdites sommes
« ou de leur patrimoine ou de leurs épargnes. »

Sœur F. Laurent	2000 liv.;	Sœur M. Hermay	3000 liv.
Sœur S. Lamy	2000 —	Sœur Anne Morand	3000 —
Sœur Hébert	1500 —	Sœur M. Frémont	1500 —
Sœur Anne Dubreuil	1700 —	Sœur C. Leveillé	1000 —
Sœur L. Goujon	500 —	Sœur V. Deslandes	500 —
Sœur A. Fillette	500 —		(2)

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 247.

(2) *Ibid*, p. 307.

II

A ces lourdes charges venaient s'ajouter pour les Communautés de femmes, de nombreuses rentes qu'elles s'étaient engagées de servir en conséquence de certaines générosités ou de fondations grevées de ces clauses.

C'est ainsi que le 21 avril 1782, la supérieure de la communauté : *La Providence d'Evreux* et ses assistantes reconnaissent avoir reçu de l'abbé Lucas, prêtre, chanoine et archidiacre de l'Eglise cathédrale d'Evreux, la somme de 1.000 livres pour franchissement d'une rente de 31 livres 4 sols pour fondation d'une messe basse à dire par chaque semaine dans la chapelle de la communauté; ladite rente établie et attribuée à ladite communauté par M. l'abbé de Gravigny, « la susdite
« somme à nous présentement payée par mondit sieur
« Lucas, promettons et nous obligeons.... de faire acqui-
« ter par chaque semaine, une messe basse à l'intention
« des fondateurs et bienfaiteurs, ensuite de laquelle
« sera dit par nous dites sœurs un *De profundis* pour
« les fondateurs et bienfaiteurs dont les noms sont ins-
« crits sur le tableau des fondations, et en reconnais-
« sance de ce que mondit sieur Lucas veut bien faire
« par le présent franchissement, il sera recommandé
« et uni aux prières de la communauté comme bienfai-
« teur pendant sa vie et après sa mort.

« A Evreux, ce 21 avril 1782 (1). »

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 247.

Les Sœurs de la Providence d'Evreux servaient ainsi :

- « Trois messes par semaine à l'intention de M^{me} Four-
- « nier, veuve de M. le Vicomte de Castellane ;
- « Cinquante livres de rente à M. Gaultier ;
- « Cent vingt-cinq livres à M. de Sepmanville ;
- « Cinquante livres de rente à M. Busot ;
- « Une messe par semaine pour les fondateurs :
- « M. Lucas et M. de Gravigny ;
- « Trois messes par semaine pour M^{lle} Derambourg ;
- « Deux cents livres de rente viagère à M. Durand,
- « curé du Coudray ;
- « Soixante livres de rente viagère à M^{lle} Pomarette ;
- « Six cent livres de rente viagère à M. Poincenot et
- « à sa femme (1).

III

Bien que bénéficiant pour une large part de l'exemption d'impôts, les communautés de femmes en acquittaient un certain nombre qui contribuaient à alourdir leur budget.

Elles acquittaient tout d'abord, chaque année, leur part de décimes ;

En outre elles devaient toujours payer la capitation de leurs domestiques qui ne faisaient pas de vœux.

(1) Archives de la Communauté.

Elles échappaient à une bonne partie des impôts indirects notamment aux plus importants : les devoirs, impôts sur les boissons.

Par contre, elles payaient le droit d'insinuation comme tous les particuliers. Elles devaient, de plus, acquitter le droit de contrôle ecclésiastique qui leur était spécial. Tous leurs baux y étaient astreints, et surtout les contrats de religion. Le registre des vêtues et professions est déposé au greffe des gens de main-morte.

Le plus important des impôts payés par le clergé étaient les dons gratuits, décimes ou subventions ecclésiastiques dont il votait le montant dans ses assemblées générales et qui étaient répartis par les bureaux diocésains entre les différents bénéficiers suivant un tarif progressif. Les communautés assimilées aux bénéfices en payaient chacune leur part.

Les décimes étaient un impôt constant, facile à prévoir. Tel n'était pas le caractère de l'amortissement et c'est ce qui en fit la charge la plus gênante pour les Communautés.

L'amortissement était dû pour chaque acquisition faite par les religieuses, mais elles omettaient souvent de le payer et le roi de le réclamer immédiatement. Il en résultait que dans les moments de pénurie, lorsqu'on poursuivait tous ces contrats irréguliers, les arriérés, en s'accumulant, formaient une somme énorme qui grevait d'autant plus lourdement le budget conventuel qu'à ces époques critiques, les ressources ordinaires rentraient moins facilement.

La première recherche fut proposée par Richelieu en 1639. Après de violentes discussions, le clergé racheta l'amortissement au moyen d'un autre impôt. D'ailleurs les « nouvelles religions », c'est-à-dire les ordres fondés depuis moins de trente ans étaient exclus de cette recherche.

Trente ans après eurent lieu de nouvelles recherches pour l'amortissement et son complément habituel le droit de nouvel acquêt, car, l'amortissement n'était accordé que pour l'avenir, alors que, pour le temps passé, le Trésor avait droit en outre à une indemnité dite de nouvel acquêt, proportionnelle au nombre d'années de jouissance indue.

Une Déclaration royale du 3 juillet 1689 vint enfin mettre à exécution ce qui n'avait été jusque-là qu'une menace. L'amortissement des biens acquis ou « augmentés » depuis 1641 fut exigé de tous les couvents. Le tarif en était ainsi fixé : pour les fiefs relevant du roi : fiefs nobles, $\frac{1}{3}$ du capital ; fiefs roturiers $\frac{1}{5}$; et pour les fiefs relevant d'un seigneur : fiefs nobles, $\frac{1}{5}$; fiefs roturiers, $\frac{1}{6}$. Le droit de nouvel acquêt prélevait le 20^e denier soit 5 % du revenu annuel, multiplié par le nombre d'années écoulées depuis la date de l'acquisition. Il faut enfin ajouter à chaque somme les deux sols pour livre, soit $\frac{1}{10}$ du droit à payer. Ces droits étaient perçus au moyen d'une déclaration des revenus et des charges déposée par les Communautés et dont l'enregistrement occasionnait le paiement d'une nouvelle petite taxe (1).

(1) B. Pocquet du Haut-Jussé. *La vie temporelle des Communautés de femmes à Rennes aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 125, 126 et 127.

Le 31 décembre 1775, Jeannot de Bartillac, Garde du Trésor Royal, donne quittance aux *Sœurs Annonciades de Gisors* de la somme de 800 livres par elles payée, « pour le recouvrement des taxes ordonnées être « payées par les gens de main-morte ».

Le 10 juin 1777, le même donne quittance auxdites sœurs de la somme de 80 livres pour nouveaux acquêts (1).

Les frais de justice étaient également très élevés et la moindre formalité en provoquait toujours ; qu'on en juge par cet exemple concernant « *les Bénédictines d'Andelys et les Bénédictines de Lyons y réunies.* »

En 1725, pour la présentation et la déclaration de leur revenu temporel ainsi que pour l'arrêt de dernière mainlevée obtenu en la Chambre des Comptes de Rouen, les religieuses sont tenues d'acquitter les frais et débours dont le détail suit : (2)

Pour la requête tendant à la présentation et à ladite déclaration.	3 l. 1 s. 9 d.
Payé au secrétaire du Parquet	15
Pour le droit de ladite déclaration	13, 10
Pour les épices	50
Pour le formulle, l'écriture et l'arrêt don- nant faire droit.	15
Pour le sceau	15
Payé au Parquet pour l'enregistrement dudit arrêt	5
Pour l'honoraire du Procureur	3

(1) Archives de l'Eure. H. 1443.

(2) Archives de l'Eure. H. 1476.

Pour la requête tendante à demander mainlevée	3 1 9
Payé au secrétaire du Parquet	1 10
Pour les épices	50
Pour l'écriture, le formulé et l'arrêt de dernière mainlevée	1 00
Pour le sceau dudit arrêt	15
Pour la signification dudit arrêt à M. le Procureur Général	3
Pour le droit de chapelle	3
Pour l'honoraire du procureur	11
Total	<u>143 l. 3 s. 6 d.</u>

IV

Les dépenses courantes pour les Communautés de femmes étaient à peu près toutes les mêmes, et il suffit d'examiner les budgets de quelques-unes d'entre elles pour en avoir un aperçu assez complet.

La nourriture et l'habillement prenaient les premières places dans ces dépenses courantes :

Du livre de comptes des *Sœurs de la Providence d'Evreux*, il résulte qu'en 1767, le pain coûta cher, car la « somme de bled » qui d'abord vaut 75 livres 11 sols et 2 deniers va s'élever bientôt jusqu'à 83 livres 12 sols, et même 85 livres.

Par la dépense que l'on fait pour réparer les lancettes et les canifs, on doit conclure que les religieuses s'acquittent fidèlement de leur mission de soigner les

malades et de traiter leurs maux en même temps qu'elles taillent les plumes d'oies à l'usage des élèves qu'elles forment à l'écriture (1).

Les sœurs de la Providence étaient fidèles à leur paroisse de Saint-Léger ; elles versent chaque année 6 livres pour les bancs de l'église et afin de n'être pas considérées comme donnant mauvais exemple aux fidèles, elles inscrivent annuellement la « façon du pain bénit ».

Nous les voyons aussi se pourvoir en avril 1772 des étoffes et objets nécessaires aux vêtements des sœurs, pour 67 livres 10 sols d'étamine, de la serge, de la toile, du camelot, de la breluche, du ruban et de la ganse pour chapelet, de la toile pour les mouchoirs et les cornettes (2).

D'une déclaration fournie par les *Ursulines de Gisors* au Roi et à la Chambre des Comptes de Normandie le 31 juillet 1724, il résulte que les charges annuelles de leur Communauté se décomposaient ainsi :

Décimes et subventions	76 livres
Gages de 2 prêtres	700 —
Pour un petit clerc qui sert à l'hostel	15 —
Pour la décoration de l'hostel et le luminaire	400 —
Gages de MM. les médecins, chirurgien et apothicaire	300 —
Aux jardiniers	230 —
A reporter	1.721 livres

(1) Chanoine Langlois. *Histoire de la Congrégation de la Providence*, Evreux, 1901, p. 230.

(2) *Ibid.*, p. 247.

Report	1.721 livres
Pour les réparations.	600 —
Pour la nourriture et l'entretien de 41 religieuses de chœur et 9 converses	12.500 —
Pour la nourriture et les gages de 2 tourières	380 —
Soit ensemble	<u>15.201 livres (1)</u>

D'après une déclaration envoyée au Conseil par les *Ursulines d'Evreux* le 15 janvier 1728, celles-ci étaient au nombre de 53 dont 43 professes et 10 converses.

Leurs charges annuelles consistaient en :

« Réparations par an	800 l.
« Charges réelles, seigneuriales, foncières et autres	53 l. 6
« La sacristie est chargée de deux « messes par jour par contrat de « fondation devant notaire, la première en 1661 et la seconde en « 1671, lesquelles messes ne s'acquittent point à cause des fonds « qui sont perdus.	
« Plus elle est chargée de 2 messes « par semaine par contrat de fondation devant notaire en 1721 qui « sont dites par M. Rotrou, pour « quoi est payé	52 livres
« Plus, pour près de 50 messes tant « hautes que basses et autres messes « d'inhumation et d'anniversaires au « même prestre	50 —
A reporter.	<u>102 livres 853 l. 6</u>

(1) Archives de l'Eure. H. 1564.

Report.	102 livres 853 l. 6
« Pour l'entretien de la sacristie et du « sacristain, à peu près.	400 —
« Pour gens d'affaires.	80 —
« Pour gages de deux tourières	36 —
« Pour gages d'un jardinier et d'un « homme de corvée et quelques « fames de temps en temps pour le « service du jardin et de la maison.	400 —
« Pour la nourriture de 2 tourières « et d'un homme pendant l'année.	450 —
« Pour la nourriture des pensionnaires.	2,700 —
« La Communauté n'a eu jusqu'à pré- « sent des messes que par le moyen « des annuels que des prêtres sont « venus acquitter et dont ils reçoivent la rétribution	<u>4.168 l.</u> 4.168
« Pour la nourriture et entretien de « 53 religieuses, à raison de 200 par « tête	10.600 l.
Soit ensemble (1)	<u><u>15.621 l. 6</u></u>

Aux termes d'une délibération en date du 14 juin 671, les *Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Vernon* décident de contribuer pour une somme de 1.000 livres « aux frais et despanes qu'il conviendra « pour parvenir à la béatification et canonisation de » nostre très digne et vénérable instituteur, le révé- « rendissime père Pierre Fourier. » (2).

En 1727, les mêmes religieuses fournissent, en

(1) Archives de l'Eure, H. 1539.

(2) Archives de l'Eure, H. 1592.

exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 avril de ladite année, un état très complet du personnel, des biens, des revenus et des charges du couvent.

D'après cet état, la Congrégation de Notre-Dame-de Vernon comprenait à cette époque 37 religieuses dont 27 professeurs, 2 novices, 1 postulante et 7 converses, et 13 petites pensionnaires.

Voilà, rapportée ici textuellement, la partie de cet état relative aux charges :

Charges.

« Nous n'avons point d'église, il faudrait au moins
« 10.000 livres pour en faire bâtir une et pour réparer nos
« fermes il faudrait bien 3.000 livres quoique nous y
« employions tous les ans au moins 400 livres.

« Les labours, fumiers, semences pour nostre clos vont bien
« à 140 livres par an.

« 10 livres parisis de rentes seigneuriales ;

« 243 livres de rentes dues à des particuliers ;

« Pour l'entretien de la lampe et du luminaire. 100 livres

« Pour l'entretien de la Communauté. . . . 486 —

« Et quand il faut l'habiller de neuf tous les

« sept ou huit ans, il faut 1.200 livres qu'il

« faut nécessairement prendre sur la pre-
« mière dot qui vient.

« Notre chapelain est un père cordelier à qui on

« donne pour ses honoraires. 220 —

« Nous avons pour confesseur un prêtre de la paroisse de

« Notre-Dame de Vernon, auquel nous devons. 200 livres

« Nous n'avons point d'hommes d'affaires

« Nous avons 2 tourières et un jardinier auxquels nous
« donnons 170 livres de gages pour eux trois.

« Leur nourriture va à peu près à 500 livres

« Pour le médecin, chirurgien et apothicaire . . . 300 livres

« Pour le bois et la chandelle 1100 livres

« Somme due à des particuliers 214 livres

« Récapitulation :

« Réparations urgentes 550 l.

« Charges et dettes 10 l. parisis

« Rentes perpétuelles 253 l.

« Entretien de la sacristie etc. 3076 l.

« Dettes exigibles 214 l.

« Ensemble. 4093 et 10 l. parisis

« Décimes, capitation, etc., 25 l. 6s par an (1).

En 1781, les charges de l'hôpital général de Bernay auxquelles les Religieuses hospitalières avaient à faire face, consistaient notamment dans l'entretien de 150 personnes, 130 pauvres, 11 religieuses, 1 postulante, 1 chapelain, 4 hommes et 3 sœurs données.

Des 130 pauvres, 50 au moins, tant hommes que femmes étaient ou malades ou des vieillards hors d'état de travailler; les 80 autres étaient des garçons ou des filles pauvres et orphelins de la ville et des lieux où se trouvaient les maladreries; tous étaient surveillés et soignés par les religieuses. Les 4 hommes et les 3 sœurs non hospitalières étaient occupés aux gros travaux de la ferme que l'hôpital exploitait et qui n'en était séparée que par un chemin.

(1) Archives de l'Eure. H. 1580.

L'hôpital était obligé de faire acquitter par an : 343 messes ; le chapelain en était chargé, il touchait à cet effet 300 livres d'honoraires ; les rentes seigneuriales s'élevaient à 64 livres ; les réparations nécessitaient, année commune, une dépense de 420 livres ; le chauffage revenait à 614 livres ; les drogues avaient coûté en 1780, par suite du grand nombre de malades 450 livres (1).

V

Pour beaucoup de ces Communautés, la balance des comptes se soldait par un gros déficit qui était quelquefois comblé avec beaucoup de mal. Certaines même n'y résistèrent pas et durent être supprimées.

Tel fut le cas des *Bénédictines de Brionne*. Ces religieuses avaient tout d'abord acquis, en peu de temps, la terre du Coudray et un autre domaine au gros Theil nommé la Cour aux Religieuses, en sorte que leur couvent se trouva dans une assez bonne situation, mais, malheureusement, elles se lancèrent dans des procès ruineux ; elles en eurent 2 à la fois qu'elles perdirent tous deux : l'un relativement à la cession de l'hôpital, l'autre à l'occasion de l'échange qu'elles avaient fait avec Raoul Halley de Mouflaines, prieur commendataire

(1) P. Duchemin, *Le département de l'Eure avant la Révolution*, t. II, p. 321 et 322, archives de l'Orne. C. 273.

de Saint Gilles de Pont-audemer, du fief du Coudray contre celui de Saint Gilles à Brionne.

Sous l'épiscopat de Tiessan, on apprit des choses étranges au sujet de la situation des Religieuses de Notre-Dame de Brionne, une information fit connaître leur extrême indigence; elles étaient 13 et n'avaient que 1036 livres de revenu sur quoi 736 livres seulement pouvaient être employées pour leur subsistance; pas de fenêtres aux chambres; pas une seule sœur ayant un habit religieux complet; elles avaient souvent passé des jours entiers sans pain; plusieurs étaient mortes de faim; d'autres avaient voulu brouter l'herbe de leur cour.

A la suite d'une information faite sous l'épiscopat de Saulx-Tavanes, successeur de de Tressan et par décret royal rendu comme suite à un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juin 1732, la suppression du prieuré de Brionne fut prononcée et ses biens furent donnés au prieuré de Saint-Louis de Rouen (1).

Pour certaines autres Communautés, nous avons trouvé des demandes de secours pressantes:

C'est ainsi qu'à la fin du ^{xvii}^e siècle, les *Religieuses Bénédictines de Lyons* envoient l'adresse suivante:

« A Monseigneur DARGENSON

« *Lieutenant Général de Police à Paris,*

« Supplient très humblement les Dames Abesse et

(1) Charpillon et Garesme. *Dictionnaire historique des Communes, du département de l'Eure*, 1881, t. 1, p. 597, Archives nationales. G. Dossier .

« prieure du couvent de Saint-Charles de Lions (Bénédictines de Lyons).

« Et vous remonstrent, au nom de la Communauté,
« que les temps malheureux depuis plusieurs années
« les ont réduites dans une si grande nécessité qu'elles
« ont esté obligées d'avoir recours à plusieurs personnes
« charitables qui ont bien voulu leur prêter de l'argent
« à intérêt pour aider à faire subsister leur maison
« qui n'est fondée que sur les pensions viagères de
« leurs religieuses, lesquelles composent un si petit
« revenu qu'elles ne peuvent non seulement s'acquitter
« des dettes qu'elles ont été obligées de contracter,
« lesquelles se montent à 28.700 livres de principal,
« mais encore des arrérages échus depuis 10 années. Leur
« Eglise et leur maison qui ne consiste qu'en un simple
« bâtiment sont dans un si pitoyable état qu'elles
« menassent ruine de jour en jour, sans pouvoir les
« faire restablir ainsy qu'une partie de leurs murailles,
« l'autre partye du costé de la prairie estant entièrement
« tombée, de manière qu'elles sont exposées tous
« les jours aux mêmes insultes quelles reçoivent les
« années passées des gens de guerre, ce qui vous est
« attesté, Monseigneur, par le certificat des sieurs
« Curé, vicaires et des principaux habitants de la ville
« de Lions attaché à la présente requeste ; or les
« supliantes étant informées, Monseigneur, de la charité
« que Dieu, par sa divine puissance a fait naistre
« en vous pour les pauvres Communautés qui implorent
« votre protection et du plaisir que vous prenez à leur
« faciliter leurs moyens de subsister par le secours

« des lotteries que vous avez fait accorder à plusieurs
« qui n'étaient pas dans un si grand besoin, ont esté
« conseillées de vous présenter leur requeste.

A ce qu'il vous plaise, Monseigneur,

« Aider de votre Crédit les suppliantes pour leur
« faire accorder une lotterie comme de 200.000 livres
« ou 250.000 livres qui leur donnera le moyen de faire
« réparer leur église, rëdifier leur maison dans laquelle
« il pleut de tous costez sans pouvoir se retirer ailleurs,
« faire bastir une infirmerie dont elles ont grand besoin
« pour y mettre leurs malades qui communiquent leurs
« maladies aux autres, faute d'un petit batiment pour
« les mettre, refaire leurs murailles et enfin pour les
« mettre en estat de s'acquitter des dettes qu'elles ont
« été obligées de faire par raport aux mauvaises années,
« parce que les fonds de la loterie, laquelle sera tirée
« en votre présence, seront mis, si vous le jugez à pro-
« pos Monseigneur, entre les mains du sieur Navarre,
« notaire rue de Buchy, faubourg Saint-Germain et les
« suppliantes ainsi que toutte la Communauté priront
« le seigneur tout puissant pour vous et pour toutte
« votre famille (1). »

Les pauvres Bénédictines de Lyons ne darent pas réussir à trouver les ressources nécessaires, car l'extinction de leur prieuré et l'union de ses biens au prieuré des religieuses de Saint-Jean aux Andelys fut prononcée en 1742 ainsi que nous l'avons vu plus haut.

(1) Archives de l'Eure H. 1497.

Au mois de mai 1779, les dites *religieuses Bénédictines des Andelys* obtiennent des lettres patentes qui leur permettent d'aliéner à titre de fief au nommé Heude moyennant une rente foncière et perpétuelle de 600 livres, tous les bâtiments et biens qui leur restent dans la ville de Lyons-la-Forêt, leur provenant de la Communauté de Saint-Charles de Lyons (1).

Enfin, en 1784, une demande de secours est adressée à l'évêque d'Autun par M^{me} de Beauvoir prieure perpétuelle qui fait ressortir que « cette maison
« n'a de revenu fixe que 6130 livres pour l'entretien
« d'une maison nombreuse, subvenir aux frais des cha-
« plains, faire 650 livres de rente dont elle est chargée
« et subvenir aux réparations des biens clostraux et de
« leurs fermes ».

Dans cette supplique. M^{me} de Beauvoir fait ressortir que les principales charges consistent dans le coût des réparations et l'entretien de 80 personnes auxquelles les pensions des pensionnaires ne peuvent suffire.

Elle termine en faisant appel au témoignage du Cardinal de la Rochefoucault et en demandant que ce secours soit pris « sur le produit des lots de la lotterie,
« dont elles savent que vous faites Monseigneur un si
« digne employ ».

Cette adresse est certifiée véritable par le Cardinal de la Rochefoucault, archevêque de Rouen, le 13 octobre 1784 (2).

La situation matérielle des établissements hospita-

(1) Archives nationales, C. 3306.

(2) Archives nationales, G⁹ 163, n° 22.

liers auxquels étaient attachées des religieuses n'était pas toujours plus brillante.

Les sœurs hospitalières d'Harcourt, notamment eurent des débuts très difficiles. En 1697, la situation de cet hôpital était effectivement bien précaire. Loin d'avoir des ressources, le couvent ne voyait devant lui que des dépenses lourdes et menaçantes.

Oublieuse de son rôle de fondatrice M^{me} de Tiecheville prétendait faire payer aux sœurs non seulement leur nourriture pendant deux ans, mais encore la construction des bâtiments ; on comprendra facilement maintenant l'énergie déployée par la Supérieure à ce sujet et son refus opiniâtre de recevoir les novices, malgré les désirs de son Altesse, l'avenir matériel du moment n'étant pas assuré.

Les charges de l'Hôpital d'Harcourt consistaient à célébrer une messe chaque semaine. De plus, les Administrateurs « estoient tenus de faire amener et recon-
« duire à leurs frais et dépens, les pauvres quy ont
« droit d'estre admis, veu l'éloignement des lieux... »

D'un état général présenté par les Religieuses hospitalières d'Harcourt au Contrôleur Général le 25 septembre 1749, nous extrayons ce qui suit :

« Lesdites religieuses étant en manse commune avec
« les pauvres dudit hôpital aux termes desdites lettres
« patentes et arrêts du Conseil, toutes les dots qu'elles
« ont apportées ont été remplacées et constituées au
« nom desdits pauvres, lesquels n'ont subsisté jusqu'à
« présent que par ces apports, l'économie, les soins, et
« les travaux desdites religieuses, l'union de toutes ces

« maladreries sans en déduire aucune charge ne se
« montant qu'à la somme de 1402 livres ce qui ne
« serait pas suffisant pour nourrir, médicamenter, soi-
« gner et gouverner 45 pauvres dont ledit hôpital est
« continuellement chargé.

« Il est vrai que le provenant du revenu de la dette
« desdites religieuses est également modique par les
« bâtiments qu'elles ont été obligez de faire construire
« pour loger les pauvres et se loger elles-mêmes, à la
« construction desquels on a employé la dotte de plu-
« sieurs religieuses et elles n'ont de revenu annuel
« provenant desdites dotes actuellement remplacées
« que 2080 livres qui compose un total 3522 livres et
« d'autant que lesdites religieuses sont au nombre de
« 24, lesquelles, jointes avec les pauvres font 69 sans
« y comprendre le chapelain dudit hôpital et les domes-
« tiques au nombre de trois, toutes ces charges
« déduites, il est aisé de voir que les reliquats de
« comptes sont bien peu de chose. Au contraire, la
« révolution des tems facheux a souvent obligé les reli-
« gieuses à faire des empruns pour subvenir à leurs
« besoins comme à celui des pauvres. Lesdites reli-
« gieuses ont encore une autre charge par leur éta-
« blissement, ce sont les écoles de charité dont elles
« ne s'acquient pas avec moins d'exactitude que des
« devoirs de l'hospitalité; cependant, sans avoir égard
« à des occupations si nécessaires aux malheureux et
« utiles à la jeunesse, ledit hôpital se voit surchargé
« d'impôts, 300 livres et plus, qu'il a falu payer depuis
« cinq ans pour l'insinuation des quittances d'indem-

« nité des dots desdites religieuses, dont 119 livres
« viennent d'être payées l'année dernière, quoy que
« ladite religieuse ait actuellement du 7 mai dernier,
« 42 ans de profession et que les lettres patentes d'éta-
« blissement dudit hôpital déclarent formellement qu'il
« ne sera tenu de payer à sa Majesté aucune finance
« ny indemnité pour tous contracts, codiciles, donations,
« où il y aura dons, legs, amendes, aumônes ou autres
« avantages dont en tant que de besoin Sa Majesté en a
« fait don audit hôpital, enjoignant même à tous tabel-
« lions du ressort du comté d'Harcourt, de délivrer
« toutes expéditions gratis, à peine d'en répondre en
« leurs propres et privés noms ».

« Tous ces impôts joints aux médicamens et gages
« de chirurgiens et médecins démontrent clairement
« que ledit hôpital subsiste avec beaucoup de peine ».

Harcourt, ce 25 septembre 1749.

Signé : sœur de Ste-Thérèse.

Supérieure des Religieuses hospitalières d'Harcourt (1).

En 1715, M^{me} de Ticheville, au nom des *Religieuses hospitalières de Bernay*, adressa au roi un placet dans lequel elle exposait « que les dépenses pour les pauvres
« depuis le 17 mai 1697 jusqu'au 15 octobre 1715,
« s'étaient élevées à plus de 75000 livres, qu'elle avait
« été obligée d'emprunter des sommes considérables

(1) Chanoine Guéry *Annales de la Communauté des Religieuses hospitalières d'Harcourt*.

« pour soutenir les malades dont le nombre était
« alors de plus de 120 et pour élever les constructions
« de l'enclos de l'hôpital ; que les pauvres n'avaient
« plus de linge ; que les provisions de vins, de cidre,
« de bois et de blé, dont il fallait chaque semaine pour
« plus de 50 livres étaient totalement épuisées ; que
« la pénurie de l'établissement, augmentée par le prix
« excessif des grains, l'avait mise dans l'impossibilité
« de faire disposer l'intérieur des bâtiments qu'elle avait
« fait élever ; qu'il lui était impossible, faute d'argent,
« d'achever un canal commencé depuis plus de trois ans
« et destiné à servir de clôture et à fournir de l'eau
« pour tous les besoins de la maison ».

Elle terminait cet exposé en demandant au roi l'autorisation de faire une loterie de 100.000 livres dont le produit serait employé aux besoins les plus pressants des pauvres et à la construction d'une chapelle et d'une infirmerie.

Rien n'indique quel fut le sort de cette demande, mais la construction de la chapelle fut néanmoins entreprise quelque temps après et terminée vers 1721. Le 2 septembre, de Brancas, évêque de Lisieux, en autorisa la bénédiction qui fut faite par le R. P. Hue Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur (1).

VI

Comme conclusion naturelle de cette étude, il nous suffira de souligner l'importance du rôle social qu'ont

(1) Malbranche. *Notice sur l'hospice de Bernay*, p. 31.

rempli ces diverses Communautés de femmes dans le département de l'Eure avant la Révolution.

A une époque où l'Etat, en matière d'enseignement ou d'assistance publique disposait de ressources insuffisantes et d'un personnel très réduit, elles ont rendu, soutenues par la charité privée, d'immenses services en prodiguant à toutes les classes de la société, mais de préférence aux deshérités de la vie et toujours avec le plus grand désintéressement les bienfaits de l'instruction et de la charité sous toutes ses formes.

Dans un mémoire statistique du département de l'Eure adressé après la Révolution au Ministre de l'intérieur d'après ses instructions, Masson de Saint-Amand alors Préfet de ce département constate qu'en ce qui concerne particulièrement les filles « cette portion de « la Société a fait une perte immense relativement à « son éducation dans la suppression des Communautés « Religieuses qui leur donnaient presque gratis, un « enseignement assez suivi (1). »

Il résulte notamment de ce mémoire qu'en 1789, les Religieuses de la Providence d'Evreux avaient 1340 élèves réparties en 40 écoles dans tout le département, dirigées chacune par une sœur.

Les Ursulines d'Evreux avaient 187 élèves ; les Dames de la Comté de Bernay : 300 ; les Ursulines de Pont-Audemer : 60 ; les Carmélites de Pont-Audemer : 52 ; les Ursulines de Gisors : 104 ; les sœurs de la Miséricorde à Louviers : 50 ; les sœurs Bénédictines de Verneuil : 250.

(1) Archives de l'Eure.

Dans toutes ces écoles, étaient enseignés les premiers éléments de lecture, écriture, calcul, géographie et instruction religieuse.

D'ailleurs, après la Révolution qui les supprima toutes, la plupart de ces Communautés, enseignantes ou hospitalières, réclamées avec insistance par l'opinion publique qui n'oubliait pas les services rendus, ressuscitèrent jusqu'au moment où les lois d'exception de 1904 vinrent de nouveau les frapper.

Vu et approuvé
Paris, le 17 janvier 1927
le Président de la thèse,

OLIVIER-MARTIN.

Vu : Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Recteur

MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

I

Manuscrits

Archives nationales.
Archives départementales de l'Eure.
Archives départementales de la Seine-Inférieure.
Archives de la Providence d'Evreux.
Archives de la paroisse de Thevray.
Archives de la maison de charité de Bernay.
Registre des délibérations de l'hôpital de Breteuil.

II

Bibliothèques

Bibliothèque municipale d'Evreux.
Bibliothèque de la Société libre de l'Eure à Evreux.
Bibliothèque du Grand séminaire d'Evreux.

III

Imprimés

ALLAIN (abbé). — L'instruction primaire en France avant la Révolution (in-8°, sans date).

- ARCHELET (abbé). — Une abbaye de Bénédictines (in-8°, sans date).
- BEAUREPAIRE (Charles-Robillard de). — Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789 (3 vol. in-8° ; Evreux, 1872).
- BROSSART DE RUVILLE. — Histoire de la ville des Andelys (2 tomes in-8° ; Les Andelys, 1863).
- CANEL (A.). — Essai sur l'arrondissement de Pont-Audemer (2 vol. in-8° et un atlas).
- CHARPILLON et CARESME (abbé). — Dictionnaire historique des Communes du département de l'Eure (2 vol. in-8° Les Andelys, 1868-1879).
- CHASSANT et SAUVAGE. — Histoire des Evêques d'Evreux (in-16 ; Evreux 1846).
- CHENON (Emile). — Le rôle social de l'Eglise (in-8° ; Paris 1922).
- DIBON (Paul). — Essai historique sur Louviers (in-8° ; Rouen 1836).
- DUBREUIL (Gédéon). — Essai historique sur Gisors et ses environs (in-8° ; Gisors 1856).
- DUCHEMIN (P.). — Le département de l'Eure avant la Révolution (2 tomes in-8° ; Rouen 1907).
- EDITS (*Recueil des*). — (in-4° ; Rouen 1774).
- GUÉRY (chanoine). — Annales de la Communauté des Religieuses hospitalières d'Harcourt.
- GUIRAUD (Jean). — Histoire partielle. Histoire vraie (in-8° ; Paris).
- LANGLOIS (chanoine). — Histoire de la Congrégation de la Providence d'Evreux, dite à l'origine des dames de Caër (in-8° ; Evreux 1901).
- LE BATELIER D'AVIRON. — Mémorial historique des évêques, ville et comté d'Evreux, éd. Lebeurier (in-8° ; Evreux 1865).
- LE BRASSEUR (abbé). — Histoire civile et ecclésiastique du comté d'Evreux (in-4° ; Paris 1722).

- LE PRÉVOST (Auguste). — Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure (3 vol. in-8° ; Evreux 1862-1869).
- MALBRANCHE. — Notice sur l'hospice de Bernay (in-8° ; Bernay 1861).
- MEYER (Edmond). — Histoire de la ville de Vernon (2 tomes in-8° ; Les Andelys 1876).
- Mémoires du clergé de France (Recueil des actes, titres et), (12 tomes in-folio ; Paris 1716).
- MICHEL (Théodore). — Histoire de la ville de Vernon (in-18° ; Vernon 1851).
- MORIN (Louis-René). — Histoire de Louviers (2 vol. in-12°, 1822).
- POCQUET du HAUT JUSSÉ (B.). — La vie temporelle des Communautés de femmes à Rennes au xvii^e et au xviii^e siècles (in-8° ; Paris 1916).
- PORÉE (chanoine). — Jean-Paul Le Jau (in-8° Evreux 1913).
- REBILLON (Armand). — La situation économique du clergé à la veille de la Révolution (in-8° ; Rennes 1913).
- RÉGNIER (Louis). — Les Carmélites de Gisors (in-8° ; Rouen 1900).
- D. TOUSSAINT-DUPLESSIS. — Description de la Haute-Normandie.
- VEUGLIN. — Le cléricalisme n'est pas l'ennemi de l'Instruction, du progrès et de la liberté (in-8° ; Bernay 1882).
- VEUGLIN. — Saint Vincent de Paul à Bernay en 1650 (in-8° ; Bernay 1876).
- VEUGLIN. — Les filles de la charité de Saint-Vincent de Paul à Thibouville (in-8° ; Brionne 1913).

TABLE ONOMASTIQUE

A

Acquigny, p. 24.
Aduyne (Nicolas), p. 96.
Agnès-Oriol (sœur), p. 32, 41.
Ailly, p. 26, 90.
Annebaut, p. 97.
Annonciades de Gisors, p. 95, 100, 114.
Arthies, p. 93.
Arzac (Anne d'), p. 21.
Arzac (Mathieu d'), p. 21.
Aubert (Jean), p. 18.
Aubert (Président), p. 86.
Aubigné (d'), Archevêque de Rouen, p. 35.
Augustines de Bernay, ou Dames de la Comté, p. 77, 94, 101, 130;
Autun (Evêque d'), p. 125.

B

Badin (sœur Marie-Anne-Prudence), p. 83.
Bailly de Beire (Nicolas), p. 35.
Barc, p. 97.
Bartillac (Jeannot de), garde du Trésor Royal, p. 114.
Barquet, p. 26, 90.
Bataille, prieur, p. 31.
Bazincourt, p. 93.
Beaumesnil, p. 26.
Beaumont-le-Roger, p. 97.

Beaumontel, p. 97.
Beauvoir (Mme de), prieure, p. 125.
Béchet (Pierre), p. 91.
Bénédictines des Andelys, p. 60.
Bénédictines des Andelys et Bénédictines de Lyons réunies, p. 94, 105, 114, 122, 125.
Bénédictines de Brionne, p. 30, 60, 121.
Bénédictines de Lyons, p. 60.
Bénédictines de Verneuil, p. 102, 130.
Bénédictines de Saint-Antoine-de-Pont-de-l'Arche, p. 19, 29, 50, 59.
Bénédictines de Saint-Jean-du-Neubourg, p. 59.
Bénédictines de Sainte-Marie-de-Bizy à Vernon, p. 77, 100, 118.
Bérengeville - la - Campagne, p. 92.
Berniencourt, p. 92.
Bernienville, p. 92.
Berrières, p. 94.
Berthouville, p. 97.
Bézincourt-sur-Epte, p. 35.
Bézu, p. 96.
Bigards (Charlotte de), p. 20.
Blérencourt (Capitaine), p. 51.
Boisemont, p. 93.
Boisney, p. 97.

Boissière (Robert de la), p. 96.
 Bonenfant (sœur Marguerite),
 p. 20.
 Bonnechose (Louis de), Curé
 de Gamaches, p. 36.
Bonneville, p. 97.
 Bonsens des Epinets (Louis de),
 chanoine, p. 35.
 Bosc-Renout (Gilles de), p. 30.
 Bouchard, bourgeois de Rouen,
 p. 82.
 Bouilly (Marie-Anne), p. 108.
 Boullenc (Robert), Archidiacre,
 p. 58.
 Bourlet (Fulgence), Curé de The-
 vray, p. 27.
 Brancas (de), Evêque de Lisieux,
 p. 129.
 Bras de Fer (Louis), écuyer,
 p. 91.
Breteuil (Hôpital de), p. 44, 78.
Brionne, p. 30, 97.
 Busot (Jean Pierre), avocat,
 p. 108, III.

C

Cabarin (Geneviève et Marie),
 p. 88.
 Cabarin (Pierre), Curé de Ma-
 rolles en Brie, p. 88.
Caër, p. 16, 17.
Calleville, p. 97.
 Canonville (Anne-Marie-Made-
 leine de), p. 24.
 Canteleu (Christophe de), p. 20.
 Canteleu (Madeleine de), p. 20.
Cantelou, p. 94.
Capelles (paroisse de), p. 94.
 Carmélites de Pont-Audemer,
 p. 102, 130.
 Cassan (François de), écuyer,

sieur de Champray, p. 96.
Caugé, p. 92.
Chambords, p. 93, 96.
 Champion (Nicolas), p. 89.
Charleval, p. 35.
Chateau-Vesly, p. 97.
Chaumont, p. 96.
Chauvincourt, p. 94.
 Chemin (sœur Françoise), supé-
 rieure, p. 83, 85, 109.
 Cherville (Jacques de), procu-
 reur, p. 91.
Chesney (ferme du), p. 82.
Civières, p. 94.
Claville, p. 92.
Combon, p. 26, 83, 90, 97.
Condé, p. 82.
Corbie, p. 94.
Corneville, p. 93.
Corny, p. 93.
 Corsini (Octave), nonce du
 Pape, p. 19.
Coudres, p. 92.
 Courageux (Annette), p. 36.
 Constantin (Gaspard Boniface),
 Vicomte de Castellane, p. 84.

III.

Crestey (abbé), Curé de Baren-
 ton et Supérieur de l'hôpital
 de Vimoutiers, p. 21, 31, 42.
 Croix (sœur Anne de la), p. 77.
Crosville, p. 97.

D

Dagomer (François), p. 26.
Damemarie (ferme de), p. 82.
 Dames de la Miséricorde de Lou-
 vriers, p. 102.
 Damitte (Charlotte), p. 90.
 Damitte (sœur), p. 27, 82.
Dangu, p. 35, 96.

Dargenson (Mgr), Lieutenant
Général de police à Paris,
p. 122.

Daubeuf, p. 93.

Deconbert (François), p. 90.

Deguerpel (sœur), p. 75, 83.

Delarue (sœur Antoinette),
p. 85.

Delarue (J.-B.), chanoine, p. 36.

Delarue de l'Epinaÿ (Nicolas
Marie), p. 36.

Delincourt, p. 97.

Denyau (Robert), Curé de Gi-
sors, p. 39.

Dérambourg (Mlle), p. 111.

Deschamps (Guillaume), p. 76,
86.

Deschamps (Marie), p. 76, 86,
91.

Desclos (mère), p. 47.

Desclos (sœur Catherine), p. 76.

Desclos (sœur Françoise),
p. 76.

Deshaies (Marc Anthoine), sieur
de Ticheville, p. 21.

Desjardins (Catherine), p. 57.

Desjardins (Suzanne), p. 27.

Deslandes (Sœur V.), p. 109.

Desperrois, p. 83.

Dessables (Marguerite), p. 84.

Devalle (Anne), p. 90.

Doudeauville, p. 97.

Douville (sœur), p. 75.

Drouet (sœur Anne), p. 76.

Du Bois (sœurs Françoise et
Marie), p. 50.

Dubreuil (sœur Anne), p. 109.

Ducastel (Nicolas), Curé de
Saint Thurien, p. 36.

Duchaussois, dites Marquis
(Marie et Marguerite), p. 86.

Du Gué (Marguerite), p. 19.

Dumontier (sœur Marie-Anne),
p. 83.

Durand, Curé du Coudray,
p. 111.

Duval (Mathieu), p. 91.

Duval (Nicolas), contrôleur des
Titres, p. 91.

Duvivier (abbé J.-B.), Curé de
Caer, p. 16.

Duvivier (Justine), p. 16, 17, 38.
45, 47.

E

Ecouis, p. 94.

Elbeuf, p. 97.

Emanville, p. 90.

Epégarde, p. 26.

Epreville, p. 97.

Eragny, p. 93, 97.

Esneval (Président d'), p. 25.

Etrepagny, p. 35.

Etreville, p. 35.

F

Farceaux, p. 94.

Fillette (sœur Marie-Anne),
p. 83, 109.

Flavacourt, p. 93.

Fontaine, p. 34.

Fontaine-Guérard, p. 20.

Fontaine-sous-Jouy, p. 92.

Forêt, p. 93.

Forêt-la-folie, p. 93.

Fortière (Mlle de la), p. 31.

Fougueur (Joseph), Curé de Bé-
zincourt-sur-Epte, p. 35.

Fouquier, p. 49.

Fourier (Pierre), p. 118.

Fourmetot, p. 36.

Fournier (Mme), p. 111.

Fournier (Jean), p. 84.

Fournier (Marguerite Renée),
p. 84.
Franciscaines hospitalières de
Gisors, p. 50, 58.
Franciscaines hospitalières de
Louviers, p. 40, 43, 58.
Frémont (sœur Catherine),
p. 20.
Frémont (sœur M.), p. 109.
Fresne-l'Archevêque, p. 94.

G

Gaillard (Mme), p. 35.
Galland (Marie - Françoise),
p. 35.
Gamaches, p. 36.
Gassot, intendant, p. 31.
Gaultier, p. 111.
Gaultier (Thomas), vicaire de
Surtauville, p. 85.
Gautier (sœur), p. 75.
Gauville, p. 92.
Gentilly, p. 32.
Georges, p. 82.
Géricourt, p. 97.
Ginancourt, p. 93.
Girard (Adrien), p. 90.
Gisors, p. 49, 93.
Gobé (sœur Marie), p. 93.
Godin (sœur Madeleine), p. 20.
Goujon (sœur L.), p. 109.
Goupil (Eustache), p. 90.
Goupillières, p. 97.
Grainville-sur-Fleury, p. 36.
Grandière (sœur Magdeleine de
la), p. 93.

Gravigny (abbé de), p. 110, 111.
Grégoire XV, Pape, p. 19.
Grisy, p. 97.
Groslay, p. 97.

Gros-Thell, p. 97, 121.
Guichainville, p. 92.
Guignace (Pierre), Curé de St-
Aubin d'Ecrosville, p. 24.
Guiseniers, p. 93.
Guित्रy, p. 93, 94.

H

Halley de Mouflaine (Raoul),
prieur, p. 121.
Haran (Madeleine), p. 24.
Harcourt (Princesse d'), p. 30.
Harcourt (Princesse d'), p. 21,
31, 62, 88.
Hardouin (Marguerite), p. 90.
Haricourt, p. 94.
Harlay (François de), Archevê-
que de Rouen, p. 20, 57.
Harquency, p. 93.
Hauville, p. 36.
Haye-Aubrée, p. 35.
Hébert (sœur), p. 109.
Hennezis, p. 43.
Herbigny (seigneur d'), p. 33, 87.
Hermay (sœur M.), p. 109.
Hervieu (Madeleine - Jeanne),
p. 86.
Heude, p. 125.
Heudicourt, p. 36.
Heuqueville, p. 93.
Hoguais (sœur Marie), p. 42.
Houetteville, p. 92.
Houssaye (J.-B. Guillot de la)
sieur de Fourmetot, p. 36.
Hubert, Curé de Dangu, p. 35.
Hue (R. P.), Bénédictin, p. 129.

I

Innocent (Anne), p. 18.
Iville, p. 26, 97.

J

Jean (Anne), p. 39.
Jouanin (Claude), p. 77.
Jouanin (Laurence), p. 77.
Joyeuse (Cardinal), Archevêque
de Rouen, p. 40.

L

La Bucaille, p. 94.
La Gombe, p. 34.
La Cour (Jacques-Hector de),
p. 36.
La Haye de Calléville, p. 97.
La Hunière, p. 90.
Lallemand, p. 82.
Lalouette (Laurent), p. 83.
Lambert (Henry de), chevalier
et marquis de la Rivière-Thi-
bouville, p. 33.
Lambert (sœur Marie-Anne),
p. 76.
Lamy (sœur S.), p. 109.
Langle (Mathieu de), chanoine,
p. 84, 103.
Langlois, chanoine, p. 16, 45.
La Pyle, p. 24, 38, 90.
La Ruelle, p. 93.
La Sogne, p. 92.
Lauger (sœur), p. 82.
Laurent (sœur Françoise), p. 83,
109.
Le Barbié, p. 31.
Le Bosc-Roger, p. 26, 90.
Le Carpentier (Mme), p. 34.
Le Cauchois (Madeleine), p. 36.
Le Cellier (Louis), marchand,
p. 96.
Le Clerc (Madeleine), p. 77.
Le Comte, Procureur du Roi à
Bernay, p. 49.

Leconte, Echevin à Bernay,
p. 49.
Le Cormier, p. 92.
Le Coudray, p. 76, 92, 121.
Lecuyer (Joseph et François-
Thomas), p. 96.
Le Dain (Louis), p. 38.
Lefebvre (Guillaume), Curé de
Vesly, p. 36.
Legendre (Marie), p. 18, 38, 45.
L'Isle (Jean de), p. 20.
Le Jan (Jean-Paul), archidiacre,
p. 19, 91.
Le Long (Michel), p. 82.
Le Michel de la Bretonnière
(Renée), p. 20.
Le Moine (Catherine), p. 77.
Le Moine (François), p. 77.
Le Neubourg, p. 19.
Le Normand (Jean), Evêque
d'Evreux, p. 37.
Le Pêcheur (Jacqueline), p. 76,
86.
Le Prévost, Echevin à Bernay
p. 49.
Les Andelys, p. 93.
Les Authieux, p. 26, 90.
Le Thil, p. 94.
Le Tremblay, p. 97.
Le Troncq, p. 90.
Léveillé (sœur), p. 109.
Locouville, p. 96.
Long Buisson (fief noble et sei-
gneurie du), p. 91.
Longchamps, p. 36.
Longueville (Princesse de),
p. 57.
Lorraine (Henri de), p. 20, 30.
Lottainville, p. 96.
Lucas (abbé), archidiacre, p. 110,
111.

Lyons-la-Forêt, p. 20, 125.

M

Mabire (Jean), chandelier, épici-
er, p. 95.

Malleville-sur-le-Bec, p. 97.

Mallevoüe (Renée de), p. 26.

Manoury (de), p. 43.

Mansigny (Geneviève-Thérèse
et Anne Grandin), p. 35.

Marais (sœur), p. 76.

Marbeuf, p. 97.

Marolles (de), p. 20.

Martinville, p. 93.

Masson de Saint-Amand, Pré-
fet, p. 101, 130.

Mathas l'Ainé (Jacques), procu-
reur, p. 77.

Mathas (Marie), p. 77.

Matignon (Léonor de), Evêque
de Lisieux, p. 40, 41, 42, 61.

Matignon (marquise de), p. 57.

Maupas du Tour (Henri de),
Evêque d'Evreux, p. 16.

Mesnil-Jourdain, p. 24.

Mesnil-Lieubray, p. 94.

Mézières, p. 94.

Mirault, p. 82.

Misérey, p. 92.

Montenay (Antoine de), p. 19.

Montholon (Première Présiden-
te de), p. 24.

Montjavoult, p. 97.

Montlaur (Prince de), p. 62.

Montmorency, p. 77.

Morand (sœur Anne), p. 109.

Morand (sœur Marie), p. 85.

Moulin à l'Abbesse (rue du),
p. 47.

Mussegros, p. 94.

N

Narbonne (François de), Evê-
que d'Evreux, p. 53, 84.

Nassandres, p. 34.

Neaufles-sur-Risle, p. 82, 93, 96

Neuf-Marché, p. 97.

Neuville en Lieuvin, p. 97.

Nézé, p. 94.

Noël (Denis), p. 57.

Nogon-le-Sec, p. 97.

Notre Dame d'Arcises (abbaye
de), p. 20.

Notre-Dame de la Ronde (pa-
roisse de), p. 109.

Nuisement, p. 82.

O

Orival (Seine-Inférieure), p. 97.

Osny, p. 97.

P

Pénitents, p. 40.

Péricard (François de), Evêque
d'Evreux, p. 19, 40, 58.

Perriers, p. 34.

Persac (abbé), p. 26.

Piédvant (Mme), p. 83.

Pillard (sœur Françoise), p. 76.

Pivalle, p. 49.

Plessis-Mahiet, p. 90.

Plessis (Marie), p. 94.

Pluvinière (ferme de la), p. 95.

Pomarette (Espérance), p. 109.

III.

Pommeraye (ferme de la), p. 82.

Poissy, p. 94.

Poincenot, p. III.

Pont-Audemer, p. 97.

Portel (Nicolas-Claude), avocat,
p. 85.

Potier de Novion (Jacques), Evêque d'Evreux, p. 17.
 Prévost (sœur Marguerite), p. 85.
Provémont, p. 94.
 Providence d'Evreux (sœurs de la), p. 15, 24, 37, 44, 53, 75, 78, 81, 90, 99, 108, 110, 115, 130.
 Prie (Marie-Thérèse de), p. 89.

Q

Quesnél de Saune (sœur Francoise), p. 93.
Quittebeuf, p. 92.
Quittry, p. 96.

R

Rabais (rue du), p. 45.
Radeval, p. 93.
Reilly, p. 97.
Réville, p. 95.
 Robillart (Gilbert), prieur, p. 57.
 Rochefoucault (Cardinal de la), Archevêque de Rouen, p. 125.
 Roche-Gugnon (duchesse de la), p. 57.
 Romé de Vernouillet (Suzanne de), prieure, p. 93.
Rosay, p. 94.
 Rothelin (marquise de), p. 57.
 Rotrou, p. 117.
Rougemontiers, p. 36.
 Rouillé (Elisabeth), p. 33.
 Rozay (Nicolas), p. 95.
 Rupert (Marie), p. 18, 56.

S

Saint-Aubin-d'Ecrosville, p. 24.
Saint Eloi-de-Fourques, p. 97.
Saint - Germain - des - Angles, p. 92.

Saint-Gilles (fief de), p. 122.
Saint-Laurent-des-Grès, p. 95.
Saint-Léger (faubourg), p. 45.
Saint-Léger (paroisse de), p. 116.
Saint-Léger-de-Genneteville, p. 97.
Saint-Louis (prieuré de), à Rouen, p. 122.
Saint-Luc, p. 92.
Saint-Marcel, p. 92.
Saint-Martin-de-Pontoise, p. 39.
Saint-Ouen-de-Mancelles, p. 27.
Saint-Pierre-d'Iray, p. 86.
Saint-Victor-de - Chrétienville, p. 95.
Sainte-Opportune-la-Campagne, p. 97.
Sainte-Thérèse (sœur de), p. 128.
Sasse, p. 77, 92.
 Saulx-Tavanes (Nicolas de), Archevêque de Rouen), p. 60, 122.
 Sepmenville (Marin-Cyprien Lieudé de), p. 85, 111.
 Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Thibouville, p. 22, 87.
 Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Vernon, p. 77, 86, 94, 102.
 Sœurs d'Ernemont, p. 34.
 Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Bernay, p. 106.
 Sœurs hospitalières de Bernay, p. 40, 61, 80, 88, 97, 104, 128.
 Sœurs hospitalières d'Harcourt, p. 21, 30, 62, 79, 88, 97, 103, 126.
Sursy, p. 94.

T

Thevray, p. 27.
Thibouville, p. 33, 97.

Thibouville (seigneurs de), p. 22, 87.

Thomas (Françoise), p. 96.

Thomas (Henry), chanoine d'Encouis, p. 96.

Thomas (Nicolas), Curé de Gisors, p. 96.

Thomer, p. 92.

Thuit-Anger, p. 97.

Thuit-Simer, p. 97.

Thuret (Jacques), Président, p. 94.

Tburet (André), p. 94.

Ticheville (Mad^e de), p. 21, 40, 88, 126, 128.

Tierceville, p. 97.

Tierceville (sieur de), p. 95.

Tiessan (de), Archevêque de Rouen, p. 122.

Tosny, p. 94.

Touffreville, p. 94.

Tourly, p. 97.

Tournemiré (Renée - Lucienne de), marquise de Coëtmeur, p. 19.

Tourny, p. 94.

Tresmes (duc de), p. 51.

Trou (ferme du), p. 86.

Trye, p. 97.

Tuchosdeau (Moulin de), p. 96

U

Ursulines de Gisors, p. 18, 55, 92, 99, 100, 102, 116, 130.

Ursulines de Pont-Audemer, p. 21, 51, 93, 102, 130.

Ursulines des Andelys, p. 77, 93.

Ursulines de Viré, p. 51.

Ursulines d'Evreux, p. 19, 59, 76, 86, 91, 99, 101, 117, 130.

V

Vasques (Jean), p. 24.

Vatteville, p. 93.

Vaucel (de), p. 27.

Vaucel (Mlle de), p. 83.

Vergennes (comte de), p. 49.

Vesly, p. 36, 93.

Vieux-Pont (Alexandre de), p. 20.

Villers, p. 93.

Villers-en-Vexin, p. 94.

Villers-sur-Trie, p. 93, 97.

Villettes, p. 24.

Villez, p. 97.

Villiers, p. 93.

Vimoutiers (hôpital de), p. 31, 41.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES

I. — Conditions légales de fondation et d'existence d'une Communauté.	8
II. — Distinction entre les Congrégations nouvelles et les Etablissements nouveaux	14
III. — Comment naissait une Communauté	15
IV. — Les fondations	23
V. — L'approbation épiscopale.	36
VI. — L'autorisation des pouvoirs civils	43
VII. — Les lettres-patentes.	53

DEUXIÈME PARTIE

LES RESSOURCES, BIENS ET REVENUS

I. — Règlementation royale et épiscopale	64
II. — Les dots	74
III. — Les dons; les petites fondations	81

IV. — Les biens immeubles	89
V. — Les biens meubles	98
VI. — Les pensions.	101
VII. — Revenus divers	103

TROISIÈME PARTIE

LES CHARGES

I. — Les constructions, les emprunts	107
II. — Les charges des fondations	110
III. — Les impôts	111
IV. — Les dépenses courantes	115
V. — La balance des comptes ; les demandes de secours	121
VI. — Conclusion	129
BIBLIOGRAPHIE	132
TABLE ONOMASTIQUE.	135

